

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1641

7 juin 2016

### SOMMAIRE

|                                         |       |                                               |       |
|-----------------------------------------|-------|-----------------------------------------------|-------|
| Acqui Finance S.A., SPF .....           | 78763 | Crismar Investissements S.A. ....             | 78767 |
| Adolfo Dominguez (Luxembourg) S.A. .... | 78763 | Figaro Capital & Co S.C.A. ....               | 78724 |
| ADP Holdings Germany S.à r.l. ....      | 78764 | Fighting Club Luxembourg .....                | 78722 |
| Agricom S.A. ....                       | 78764 | FOYER IMMO S.A. ....                          | 78761 |
| Atacama Energy S.A. ....                | 78765 | NobleRock Capital S.à r.l. ....               | 78768 |
| AT Luxembourg S.à r.l. ....             | 78764 | Raven Rock S.à r.l. ....                      | 78761 |
| Atollex .S.A. ....                      | 78765 | REF V Darwin Finance S.à r.l. ....            | 78768 |
| AXA Assurances Luxembourg .....         | 78765 | RE Galaxy III S.à r.l. ....                   | 78767 |
| Beard Investment S.à r.l. ....          | 78766 | Smurfit International Luxembourg S.à r.l. ... | 78767 |
| Beechbrook Mezzanine II S.à r.l. ....   | 78722 | Vivacitas S.à r.l. ....                       | 78768 |
| Cadis Finance S.A. ....                 | 78766 |                                               |       |

**Beechbrook Mezzanine II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 178.669.

Les statuts coordonnés suivant le répertoire n° 2132 du 16 mars 2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jean-Paul MEYERS

*Notaire*

Référence de publication: 2016082504/12.

(160050282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

**FCL, Fighting Club Luxembourg, Association sans but lucratif.**

Siège social: L-5682 Dalheim, 14, Om Kläppchen.  
R.C.S. Luxembourg F 10.760.

**STATUTS**

Entre les soussignés, membres fondateurs:

*Président*

Mr Mourad SERRAR

14 Om Kläppchen, L-5682 Dalheim

*Secrétaire*

Mme Ikrame BENHAMZA

14 Om Kläppchen, L-5682 Dalheim

*Trésorier*

Mme Sophie CUMANI

14 Om Kläppchen, L-5682 Dalheim

est constituée une association sans but lucratif régie par la loi du 21 avril 1928, telle qu'elle a été modifiée, et par les présents statuts.

**I. Dénomination, Siège, Objet, Durée, Exercice social**

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'association est dénommée Fighting Club Luxembourg, en abrégé, FCL. Elle est constituée sous la forme d'association sans but lucratif.

**Art. 2.** Son siège est établi au 14 Om Kläppchen, L-5682 Dalheim. Il peut être transféré à n'importe quel endroit au Grand-Duché de Luxembourg, par simple décision du conseil d'administration

Elle peut s'affilier à toutes organisations nationales ou internationales compatibles avec son objet. Toute affiliation doit être soumise à l'accord préalable d'une assemblée générale.

**Art. 3.** Le FCL a pour objet de favoriser le développement et la promotion des arts martiaux mixtes et disciplines, styles ou techniques associés, pour amateurs et professionnels au Grand-Duché de Luxembourg.

L'association réalise son objet par l'organisation, la gestion, la supervision de tournois, de spectacles et de meetings sportifs et d'information et de stages, ainsi que par les déplacements, les voyages, les excursions et les stages se rapprochant de son objet social.

Elle peut s'affilier à toute association, commune, organisation ou groupement susceptible de lui prêter un concours utile dans la poursuite de ses objectifs.

Elle pourra, d'une façon générale, faire tous actes, transactions ou opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

**Art. 4.** L'association est créée pour une durée illimitée.

**Art. 5.** L'exercice social coïncide avec l'année civile.

**II. Membres**

**Art. 6.** Le nombre minimum des membres associés est de trois (3).

**Art. 7.** Peut devenir membre effectif de l'association toute personne physique ou morale.

Toute personne physique ou morale désirant faire partie de l'association doit présenter une demande d'adhésion écrite au conseil d'administration, qui procède à l'examen de la demande et s'entoure de tous les éléments d'appréciation nécessaires pour prendre sa décision.

Le conseil d'administration décide souverainement et n'est pas obligé de faire connaître les motifs pour lesquels l'adhésion aura, le cas échéant, été refusée.

**Art. 8.** Est réputé démissionnaire tout associé qui, après mise en demeure lui envoyée par lettre recommandée, ne s'est pas acquitté de la cotisation dans le délai de 1 mois à partir de l'envoi de la mise en demeure.

Est réputé démissionnaire tout associé qui, après mise en demeure lui envoyée par lettre recommandée, ne s'est pas acquitté de la cotisation dans le délai de 1 mois à partir de l'envoi de la mise en demeure.

**Art. 9.** Tout associé peut être exclu par le conseil d'administration:

- en cas d'infraction grave aux présents statuts,
- en cas de graves atteintes aux intérêts de l'association,
- en cas de manquement important à ses obligations envers l'association, constaté par le conseil d'administration.

Aucun recours n'est possible devant l'assemblée générale. L'assemblée générale décide souverainement en première instance, à la majorité des deux tiers.

L'exclusion formulée par le conseil d'administration est effective immédiatement à la date de décision par le conseil d'administration.

Les associés, démissionnaires ou exclus, ne peuvent porter atteinte à l'existence de l'association et n'ont aucun droit à faire valoir ni sur son patrimoine ni sur les cotisations payées.

### III. Contributions et cotisations

**Art. 10.** Les membres fondateurs, de même que tout nouveau membre de l'association, sont tenus de payer une contribution dont le montant est fixé par l'assemblée générale. Cette contribution ne sera pas restituée en cas de désistement d'un membre.

**Art. 11.** Pour la première année de constitution, la cotisation annuelle des membres est fixée à trente-cinq (35) euros.

La cotisation annuelle est révisable chaque année sur décision des associés lors de l'assemblée générale.

### IV. Administration

**Art. 12.** L'association est gérée par un conseil d'administration qui se compose d'un président, d'un secrétaire, d'un trésorier.

La gestion administrative courante est confiée au secrétaire. Le trésorier gère les comptes.

La durée de leur mandat est de 1 an. Les administrateurs désignent entre eux, à la simple majorité, ceux qui exerceront les fonctions de président, secrétaire et trésorier.

**Art. 13.** Les pouvoirs des administrateurs sont ceux résultant de la loi et des présents statuts.

La signature conjointe de deux membres dont obligatoirement celle du président engage l'association.

### V. Assemblée générale

**Art. 14.** L'assemblée générale ordinaire, qui se compose de tous les membres, est convoquée par le conseil d'administration une fois par an.

L'assemblée générale pourra se réunir extraordinairement chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent.

**Art. 15.** L'assemblée générale ordinaire siégera au courant du mois de juin suivant l'année de l'exercice écoulé.

La convocation se fait au moins quinze (15) jours avant la date fixée pour l'assemblée générale, moyennant simple e-mail devant mentionner l'ordre du jour proposé.

Les délibérations de l'assemblée générale sont portées à la connaissance des membres et des tiers par e-mail.

### VI. Mode d'établissement des comptes

**Art. 16.** Le conseil d'administration établit le compte des recettes et des dépenses de l'exercice social et le soumet pour approbation à l'assemblée générale annuelle ensemble avec un projet de budget pour l'exercice suivant.

L'exercice budgétaire commence le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année. Les comptes sont arrêtés le 31 décembre et soumis à l'assemblée générale.

**Art. 17.** Les ressources de l'association comprennent notamment: les cotisations des membres, les subsides et subventions, les dons ou legs en sa faveur, des recettes des manifestations organisées par l'association et de ses publications, sponsoring, et merchandising.

## VII. Modification des statuts

**Art. 18.** L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications à apporter aux statuts que si celles-ci sont expressément indiquées dans l'avis de convocation et si l'assemblée générale réunit au moins deux tiers des membres.

**Art. 19.** Les modifications des statuts ainsi que leur publication s'opèrent conformément aux dispositions afférentes de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

## IX. Dissolution et liquidation

**Art. 20.** La dissolution et la liquidation de l'association s'opèrent conformément aux dispositions afférentes de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

**Art. 21.** En cas de dissolution de l'association, son patrimoine sera affecté à une association à désigner par l'assemblée générale.

## X. Dispositions finales

**Art. 22.** Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les comparants déclarent expressément se soumettre aux dispositions de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

Référence de publication: 2016082726/104.

(160050073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

### **Figaro Capital & Co S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 202.441.

In the year two thousand and sixteen, on the fourth day of March;

Before the undersigned, Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Figaro Capital & Co S.C.A. (the "Company"), a Luxembourg société en commandite par actions, having its registered office at 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B202441 and incorporated pursuant to a deed drawn up on 7 December 2015 by Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg. The articles of association of the Company (the "Articles") have not yet been published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 3<sup>rd</sup> March 2016 page 30886 number 644. The Articles have not yet been amended since the Company's incorporation.

The meeting elects as chairman Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, notary clerk, residing in professionally in Pétange.

The chairman appoints as secretary Mrs Marisa GOMES, private employee, residing in professionally in Pétange.

The meeting elects as scrutineer Mrs Marisa GOMES, private employee, residing in professionally in Pétange.

The office of the meeting having thus been constituted, the chairman requests the notary to act that:

The founding shareholders represented (the "Founding Shareholders") and the number of shares held by them are shown on an attendance list signed by the Founding Shareholders' proxies, by the office of the meeting and the notary. The said list as well as the proxies signed "ne varietur" will be registered with this deed.

It appears from the attendance list that 100% of the share capital of the Company (including the unlimited share) is represented in this extraordinary general meeting. The Founding Shareholders declare having been informed in advance on the agenda of the meeting and waived all convening requirements and formalities. The meeting (the "Meeting") is thus regularly constituted and can validly deliberate and decide on the following agenda of the Meeting.

### *Agenda*

A. Creation of new classes of shares, namely, the unlimited share, class A1 shares, class A2 shares, class A3 shares, class A4 shares, class C shares and class D shares (the "New Classes of Shares") in addition to existing classes of shares, and in particular, class B1 shares, class B2 shares, class B3 shares and class B4 shares (the "Existing Classes of Shares");

B. Conversion of existing shares into Existing Classes of Shares and deletion of some existing classes of shares;

C. Capital increase of the Company's share capital by an amount of one thousand three hundred and seven British Pounds and ninety-six pence (GBP 1,307.96) in order to raise it from its current amount of twenty-five thousand British Pounds (GBP 25,000) to twenty-six thousand three hundred and seven British Pounds and ninety-six pence (GBP 26,307.96) by creating and issuing a total number of one hundred and thirty thousand seven hundred and ninety-six (130,796) limited shares with a nominal value of one British penny (GBP 0.01) each divided into new sub-classes of shares and related share premium and having the rights and obligations set out in the Articles as amended by the resolutions (the "New Shares");

Subscription, and payment in cash of, the New Shares;

D. Introduction of a new authorised capital clause in the Articles and full amendment and restatement of article 5 of the Articles (share capital);

Declaration by the shareholders that they have received and accepted a report (the "Authorised Capital Report") issued by the board of managers of the unlimited shareholder acting as general partner of the Company (the "Unlimited Shareholder") (as required by article 32-3 (5) of the law dated 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law") in relation to the introduction of a new authorised capital clause in the Articles and the authority given to the board of managers of the Unlimited Shareholder acting as general partner of the Company to limit or cancel the shareholders' preferential subscription rights;

E. Full amendment and restatement of the Articles (without changing its object clause) in order to, among others, create new rights attached to the shares of the Company;

F. Miscellaneous.

Then the Meeting, after deliberation, unanimously approves the following resolutions:

*First resolution*

In addition to the existing class B1 shares (the "Class B1 Shares"), class B2 shares (the "Class B2 Shares"), class B3 shares (the "Class B3 Shares"), class B4 shares (the "Class B4 Shares"), the Meeting resolves to create the following new classes of limited shares:

- unlimited share (the "Unlimited Share");
- class A1 shares (the "Class A1 Shares");
- class A2 shares (the "Class A2 Shares");
- class A3 shares (the "Class A3 Shares");
- class A4 shares (the "Class A4 Shares");
- class C shares (the "Class C Shares"); and
- class D shares (the "Class D Shares");

Each having the rights and obligations as set out in the Articles, as amended by the following resolution.

*Second resolution*

The Meeting resolves to convert some of the existing shares into Existing Classes of Shares, as follows:

- Two hundred and forty-nine thousand nine hundred and ninety-nine (249,999) class B5 shares into two hundred and forty-nine thousand nine hundred ninety-nine (249,999) Class B1 Shares;
- Two hundred and forty-nine thousand nine hundred and ninety-nine (249,999) Class B6 Shares into two hundred and forty-nine thousand nine hundred ninety-nine (249,999) Class B2 Shares;
- Two hundred and forty-nine thousand nine hundred and ninety-nine (249,999) class B7 shares into two hundred and forty-nine thousand nine hundred ninety-nine (249,999) Class B3 Shares;
- Two hundred and forty-nine thousand nine hundred and ninety-nine (249,999) class B8 shares into two hundred and forty-nine thousand nine hundred ninety-nine (249,999) Class B4 Shares;
- Two hundred and forty-nine thousand nine hundred and ninety-nine (249,999) class B9 shares into two hundred and forty-nine thousand nine hundred ninety-nine (249,999) Class B1 Shares;
- Two hundred fifty thousand and eight (250,008) class B10 shares into two hundred fifty thousand and eight (250,008) Class B2 Shares;
- One (1) class A share into one (1) Unlimited Share.

The Meeting resolves to cancel and delete from the Company's share capital the existing and following classes of shares: class A shares, class B5 shares, class B6 shares, class B7 shares, class B8 shares, class B9 shares and class B10 shares.

As a consequence of the above, the Meeting acknowledges that the current share capital of the Company is composed of shares being an Unlimited Share, Class B1 Shares, Class B2 Shares, Class B3 Shares and Class B4 shares.

*Third resolution*

The Meeting resolves to increase the share capital of the Company by an amount of one thousand three hundred and seven British Pounds and ninety-six pence (GBP 1,307.96) in order to raise it from its current amount of twenty-five thousand British Pounds (GBP 25,000) to twenty-six thousand three hundred and seven British Pounds and ninety-six (GBP 26,307.96) by creating and issuing a total number of one hundred and thirty thousand seven hundred and ninety-six (130,796) limited shares (collectively referred to as the "New Shares"), each having a nominal value of one British penny (GBP 0.01) and with a share premium of a global amount of one million three hundred and six thousand six hundred and fifty-two British Pounds and four pence (GBP 1,306,652.04) having the rights and obligations set out in the Articles as amended by the following resolutions, through a contribution in cash.

The New Shares are issued as follows:

- thirty-two thousand six hundred and ninety-nine (32,699) Class B1 Shares;
- thirty-two thousand six hundred and ninety-nine (32,699) Class B2 Shares;

- thirty-two thousand six hundred and ninety-nine (32,699) Class B3 Shares;
- thirty-two thousand six hundred and ninety-nine (32,699) Class B4 Shares.

Figaro Capital S.à r.l., being the Unlimited Shareholder declares to waive its preferential rights to subscribe for the New Shares under this resolution in accordance with article 32-3 of the 1915 Law.

Figaro Capital Limited, declares that it is subscribing for thirty-one thousand six hundred and seventy-nine (31,679) Class B1 Shares; thirty-one thousand six hundred and seventy-nine (31,679) Class B2 Shares; thirty-one thousand six hundred and seventy-nine (31,679) Class B3 Shares and thirty-one thousand six hundred and seventy-nine (31,679) Class B4 Shares. Such New Shares are paid up by a contribution in cash for a total amount of one million two hundred and sixty-seven thousand one hundred and sixty British Pounds (GBP 1,267,160.-) out of which: (i) one thousand two hundred and sixty-seven British Pounds and sixteen pence (GBP 1,267.16) are allocated to the share capital of the Company and (ii) one million two hundred and sixty-five thousand eight hundred and ninety-two British Pounds and eighty-four pence (GBP 1,265,892.84) are allocated to the Company's Share Premium Account (as defined in the Articles, as amended by the following resolution), it being understood that share premium shall remain attached to the relevant class of the New Shares in respect of which it has been issued.

PSCP III Holdings, LP ("PSCP III Holdings"), declares that it is subscribing for three hundred and ninety-seven (397) Class B1 Shares; three hundred and ninety-seven (397) Class B2 Shares; three hundred and ninety-seven (397) Class B3 Shares and three hundred and ninety-seven (397) Class B4 Shares. Such New Shares are paid up by a contribution in cash for a total amount of fifteen thousand eight hundred and eighty British Pounds (GBP 15,880.-) out of which: (i) fifteen British Pounds and eighty-eight pence (GBP 15.88) are allocated to the share capital of the Company and (ii) fifteen thousand eight hundred and sixty-four British Pounds and twelve pence (GBP 15,864.12) are allocated to the Company's Share Premium Account (as defined in the Articles, as amended by the following resolution), it being understood that share premium shall remain attached to the relevant class of the New Shares in respect of which it has been issued.

Park Square Capital Partners II, LP ("PSCP II"), declares that it is subscribing for one hundred and ninety-nine (199) Class B1 Shares; one hundred and ninety-nine (199) Class B2 Shares; one hundred and ninety-nine (199) Class B3 Shares and one hundred and ninety-nine (199) Class B4 Shares. Such New Shares are paid up by a contribution in cash for a total amount of seven thousand nine hundred and sixty British Pounds (GBP 7,960.-) out of which: (i) seven British Pounds and ninety-six pence (GBP 7.96) are allocated to the share capital of the Company and (ii) seven thousand nine hundred and fifty-two British Pounds and four pence (GBP 7,952.04) are allocated to the Company's Share Premium Account (as defined in the Articles, as amended by the following resolution), it being understood that share premium shall remain attached to the relevant class of the New Shares in respect of which it has been issued.

Park Square Capital Parallel Partners II, LP ("PSCPP"), declares that it is subscribing for twenty-seven (27) Class B1 Shares; twenty-seven (27) Class B2 Shares; twenty-seven (27) Class B3 Shares and twenty-seven (27) Class B4 Shares. Such New Shares are paid up by a contribution in cash for a total amount of one thousand eighty British Pounds (GBP 1,080.-) out of which: (i) one British Pounds and eight pence (GBP 1.08) are allocated to the share capital of the Company and (ii) one thousand seventy-eight British Pounds and ninety-two pence (GBP 1,078.92) are allocated to the Company's Share Premium Account (as defined in the Articles, as amended by the following resolution), it being understood that share premium shall remain attached to the relevant class of the New Shares in respect of which it has been issued.

MezzVest III L.P., represented by its general partner MezzVest Partners III, Limited ("MV III"), declares that it is subscribing for three hundred and eleven (311) Class B1 Shares; three hundred and eleven (311) Class B2 Shares; three hundred and eleven (311) Class B3 Shares and three hundred and eleven (311) Class B4 Shares. Such New Shares are paid up by a contribution in cash for a total amount of twelve thousand four hundred and forty British Pounds (GBP 12,440.-) out of which: (i) twelve British Pounds and forty-four pence (GBP 12.44) are allocated to the share capital of the Company and (ii) twelve thousand four and twenty-seven British Pounds and fifty-six pence (GBP 12,427.56) are allocated to the Company's Share Premium Account (as defined in the Articles, as amended by the following resolution), it being understood that share premium shall remain attached to the relevant class of the New Shares in respect of which it has been issued.

MezzVest Co-Invest III L.P., represented by its general partner MezzVest Partners III ("MV CI III"), Limited, declares that it is subscribing for eighty-six (86) Class B1 Shares; eighty-six (86) Class B2 Shares; eighty-six (86) Class B3 Shares and eighty-six (86) Class B4 Shares. Such New Shares are paid up by a contribution in cash for a total amount of three thousand four hundred and forty British Pounds (GBP 3,440.-) out of which: (i) three British Pounds and forty-four pence (GBP 3.44) are allocated to the share capital of the Company and (ii) three thousand four hundred and thirty-six British Pounds and fifty-six (GBP 3,436.56) are allocated to the Company's Share Premium Account (as defined in the Articles, as amended by the following resolution), it being understood that share premium shall remain attached to the relevant class of the New Shares in respect of which it has been issued.

The total contribution amounting to one million, three hundred and seven thousand nine hundred and sixty British Pounds (GBP 1,307,960.-) is allocated as follows: (i) one thousand three hundred and seven British Pounds and ninety-six pence (GBP 1,307.96) are allocated to the share capital of the Company and (ii) one million three hundred and six thousand six hundred and fifty-two British Pounds and four pence (GBP 1,306,652.04) are allocated to the Company's Share Premium Account (as defined in the Articles, as amended by the following resolution), it being understood that share premium shall remain attached to the relevant class of the New Shares in respect of which it has been issued.

The proof of the existence of such contribution has been produced to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

PSCP III Holdings, PSCP II, PSCPP, MV III, MV CI III are referred to as the "New Shareholders" and together with the Founding Shareholders referred to as the "Shareholders".

The Shareholders acknowledged that the Meeting is therefore composed with the New Shareholders and the Founding Shareholders for the adoption of the following resolutions.

#### *Fourth resolution*

The Meeting resolves to cancel the existing authorised share capital clause and to introduce a new authorised capital clause, which shall read as follows:

##### **5. "Share capital.**

5.1 The subscribed share capital of the Company is twenty-six thousand three hundred and seven British Pounds and ninety-six (GBP 26,307.96) divided into one unlimited share ("action de commandité", the "Unlimited Share") having a nominal value of one British penny (GBP 0.01) held by the unlimited shareholder and the following limited shares ("actions de commanditaire") held by the Limited Shareholder(s):

5.1.1 seven hundred and eighty-two thousand six hundred and ninety-six (782,696) Class B1 Shares;

5.1.2 seven hundred and eighty two thousand seven hundred and five (782,705) Class B2 Shares;

5.1.3 five hundred and thirty-two thousand six hundred and ninety-seven (532,697) Class B3 Shares;

5.1.4 five hundred and thirty-two thousand six hundred and ninety-seven (532,697) Class B4 Shares;

each having a nominal value of one British penny (GBP 0.01) and having the rights and obligations as set out in these Articles.

5.1.5 "Shares" means the Unlimited Share and the Limited Shares (including for the avoidance of doubt, the Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares and the Class D Shares to be issued from time to time) and "Share" shall be construed accordingly;

5.1.6 "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly;

5.1.7 "Unlimited Shareholder" means the holder at the relevant time of the Unlimited Share;

5.1.8 "Limited Shareholders" means the holders at the relevant time of the Limited Shares and "Limited Shareholder" shall be construed accordingly.

##### 5.2

5.2.1 The authorised, but unissued and unsubscribed share capital of the Company (the "Authorised Capital") is seven hundred million British Pounds (GBP 700,000,000.-).

5.2.2 The Manager is authorised to issue Class A1 Shares and/or Class A2 Shares and/or Class A3 Shares and/or Class A4 Shares and/or Class B1 Shares and/or Class B2 Shares and/or Class B3 Shares and/or Class B4 Shares and/or Class C Shares and/or Class D Shares ("Manager Issued Shares") bonds, preferred equity certificates, or other instruments convertible, exchangeable or exercisable into new shares (the "Convertible Instruments") (and to issue new shares further to the conversion or exercise of the above Convertible Instruments) up to the limit of the Authorised Capital from time to time in accordance with these Articles and any Shareholders' Agreement subject as follows:

(1) the above authorisation will expire five years after 4<sup>th</sup> March 2016 provided that a further period or periods of authorisation following that period may be approved by Shareholders' Resolution to the extent permitted by the 1915 Law;

(2) the Manager may limit or cancel the Shareholders' preferential rights to subscribe for the Manager Issued Shares or the Convertible Instruments and may issue the Manager Issued Shares or the Convertible Instruments to such persons and at such price with or without a premium and paid up by contribution in kind or for cash or by incorporation of claims or capitalisation of reserves or in any other way as the Manager may determine, subject to the 1915 Law.

5.2.3 The Manager is authorised to:

(1) do all things necessary or desirable to amend this Article 5 in order to reflect and record any change of issued share capital made pursuant to Article 5.2.2;

(2) take or authorise any actions necessary or desirable for the execution and/or publication of such amendment in accordance with Luxembourg Law;

(3) delegate to any person the duties of accepting subscriptions and receiving payment for any Manager Issued Shares or the Convertible Instruments and enacting any issue of Manager Issued Shares before a notary.

5.3 The Shares are in registered form and shall be registered on a register of Shares to be kept at the registered office of the Company (it being understood that any Shareholder can have access to the Company's register of Shares in accordance with the Luxembourg Law).

5.4 In accordance with the provisions of any Shareholders' Agreement, the Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Manager subject to the 1915 Law and these Articles, it being

understood that any share premium paid into such Share Premium Account in respect of a Class of Shares shall not be reimbursed to any Shareholders other than the holders of that Class of Shares.

5.5 In accordance with the provisions of any Shareholders' Agreement, the Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Manager subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may allocate any amount contributed to the contributor (it being understood that any contribution paid into such account in respect of a Class of Shares shall not be reimbursed to any Shareholders other than the holders of that Class of Shares).

5.6 All Shares have equal rights subject as otherwise provided in these Articles and in any Shareholders' Agreement.

5.7 Without prejudice to Article 5.2, the subscribed share capital may be increased by a Shareholders' Resolution adopted in accordance with the conditions required for the amendment of the Articles and in accordance with Luxembourg Law.

5.8 The Company may acquire its Shares or reduce its subscribed share capital and/or its Authorised Capital subject as provided in the 1915 Law.

5.9 If any Shares are issued on terms that they are not fully paid up on issue, then payment of the balance due shall be made at such time and upon such conditions as the Manager may determine provided that all such Shares are treated equally."

The Shareholders declare that they have received and accepted a report issued by the board of managers of the Unlimited Shareholder acting as general partner of the Company (as required by article 32-3 (5) of the 1915 Law) in relation to the introduction of a new authorised capital clause in the Articles and the ability given to the board of managers of the Unlimited Shareholder acting as general partner of the Company to limit or cancel the existing shareholders' preferential subscription rights.

#### *Fifth resolution*

The Meeting resolves to fully amend and restate the Articles (without amending its object clause), in order, among others, to create new rights attached to the shares of the Company, which shall now read as follows:

**1. Corporate form and name.** This document constitutes the articles of incorporation (the "Articles") of "Figaro Capital & Co S.C.A." (the "Company"), a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

#### **2. Registered office.**

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by the Manager as defined in Article 9.1;

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Manager.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

#### **3. Objects.** The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.3 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Manager thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.4 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Manager thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;



3.5 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.6 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security for the performance of the obligations of and/or the payment of any money by any person (including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person (a "Holding Entity") which is for the time being a member of or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or any body corporate in which a Holding Entity has a direct or indirect interest and any person who is associated with the Company in any business or venture), with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property, assets or uncalled capital (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 3.6 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of, indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness or financial obligations of any other person;

3.7 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

3.8 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Manager thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.9 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.10 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the Manager incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

#### **4. Duration.**

4.1 The Company is established for an unlimited duration.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more Shareholders.

#### **5. Share capital.**

5.1 The subscribed share capital of the Company is twenty-six thousand three hundred and seven British Pounds and ninety-six (GBP 26,307.96) divided into one unlimited share ("action de commandité", the "Unlimited Share") having a nominal value of one British penny (GBP 0.01) held by the unlimited shareholder and the following limited shares ("actions de commanditaire") held by the Limited Shareholder(s):

5.1.1 seven hundred and eighty-two thousand six hundred and ninety-six (782,696) Class B1 Shares;

5.1.2 seven hundred and eighty two thousand seven hundred and five (782,705) Class B2 Shares;

5.1.3 five hundred and thirty-two thousand six hundred and ninety-seven (532,697) Class B3 Shares;

5.1.4 five hundred and thirty-two thousand six hundred and ninety-seven (532,697) Class B4 Shares;

each having a nominal value of one British penny (GBP 0.01) and having the rights and obligations as set out in these Articles.

5.1.5 "Shares" means the Unlimited Share and the Limited Shares (including for the avoidance of doubt, the Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares and the Class D Shares to be issued from time to time) and "Share" shall be construed accordingly;

5.1.6 "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly;

5.1.7 "Unlimited Shareholder" means the holder at the relevant time of the Unlimited Share;

5.1.8 "Limited Shareholders" means the holders at the relevant time of the Limited Shares and "Limited Shareholder" shall be construed accordingly.

5.2

5.2.1 The authorised, but unissued and unsubscribed share capital of the Company (the "Authorised Capital") is seven hundred million British Pounds (GBP 700,000,000.-).

5.2.2 The Manager is authorised to issue Class A1 Shares and/or Class A2 Shares and/or Class A3 Shares and/or Class A4 Shares and/or Class B1 Shares and/or Class B2 Shares and/or Class B3 Shares and/or Class B4 Shares and/or Class C Shares and/or Class D Shares ("Manager Issued Shares") bonds, preferred equity certificates, or other instruments convertible, exchangeable or exercisable into new shares (the "Convertible Instruments") (and to issue new shares further to the conversion or exercise of the above Convertible Instruments) up to the limit of the Authorised Capital from time to time in accordance with these Articles and any Shareholders' Agreement subject as follows:

(1) the above authorisation will expire five years after 4<sup>th</sup> March 2016 provided that a further period or periods of authorisation following that period may be approved by Shareholders' Resolution to the extent permitted by the 1915 Law;

(2) the Manager may limit or cancel the Shareholders' preferential rights to subscribe for the Manager Issued Shares or the Convertible Instruments and may issue the Manager Issued Shares or the Convertible Instruments to such persons and at such price with or without a premium and paid up by contribution in kind or for cash or by incorporation of claims or capitalisation of reserves or in any other way as the Manager may determine, subject to the 1915 Law.

5.2.3 The Manager is authorised to:

(1) do all things necessary or desirable to amend this Article 5 in order to reflect and record any change of issued share capital made pursuant to Article 5.2.2;

(2) take or authorise any actions necessary or desirable for the execution and/or publication of such amendment in accordance with Luxembourg Law;

(3) delegate to any person the duties of accepting subscriptions and receiving payment for any Manager Issued Shares or the Convertible Instruments and enacting any issue of Manager Issued Shares before a notary.

5.3 The Shares are in registered form and shall be registered on a register of Shares to be kept at the registered office of the Company (it being understood that any Shareholder can have access to the Company's register of Shares in accordance with the Luxembourg Law).

5.4 In accordance with the provisions of any Shareholders' Agreement, the Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Manager subject to the 1915 Law and these Articles, it being understood that any share premium paid into such Share Premium Account in respect of a Class of Shares shall not be reimbursed to any Shareholders other than the holders of that Class of Shares.

5.5 In accordance with the provisions of any Shareholders' Agreement, the Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Manager subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may allocate any amount contributed to the contributor (it being understood that any contribution paid into such account in respect of a Class of Shares shall not be reimbursed to any Shareholders other than the holders of that Class of Shares).

5.6 All Shares have equal rights subject as otherwise provided in these Articles and in any Shareholders' Agreement.

5.7 Without prejudice to Article 5.2, the subscribed share capital may be increased by a Shareholders' Resolution adopted in accordance with the conditions required for the amendment of the Articles and in accordance with Luxembourg Law.

5.8 The Company may acquire its Shares or reduce its subscribed share capital and/or its Authorised Capital subject as provided in the 1915 Law.

5.9 If any Shares are issued on terms that they are not fully paid up on issue, then payment of the balance due shall be made at such time and upon such conditions as the Manager may determine provided that all such Shares are treated equally.

## **6. Increases and reductions of share capital.**

6.1 The issued capital of the Company may be increased or reduced from time to time in accordance with Article 5.2 or by a Shareholders' Resolution adopted in accordance with these Articles and Luxembourg Law and in compliance with any Shareholders' Agreement and the Company may repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as aforesaid (including for the avoidance of doubt, in accordance with the provisions of any Shareholders' Agreement).

6.2 Any reduction of the share capital of the Company (a "Share Redemption") will be through the repurchase and subsequent cancellation of the issued Shares of one or more Numerical Classes of Shares in the following order and proportions:

6.2.1 the Class 1 Shares and 25% of the Class C Shares then outstanding, pro rata to the Adjusted Number of such Shares;

6.2.2 If the Class 1 Shares have been redeemed and cancelled, the Class 2 Shares and 33% of the Class C Shares then outstanding, pro rata to the Adjusted Number of such Shares;

6.2.3 If the Class 1 Shares and the Class 2 Shares have been redeemed and cancelled, the Class 3 Shares and 50% of the Class C Shares then outstanding, pro rata to the Adjusted Number of such Shares;

6.2.4 If the Class 1 Shares, the Class 2 Shares and the Class 3 Shares have been redeemed and cancelled, the Class 4 Shares, the Class D Shares and the outstanding Class C Shares.

The redemption price upon a Share Redemption shall be calculated in accordance with the 1915 Law, the Articles and with any Shareholders' Agreement.

## **7. Indivisibility of shares.**

7.1 Each Share is indivisible.

7.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

## **8. Transfer of shares.**

8.1 The Shares will be transferable in accordance with the 1915 Law, provided that any transfer of the Unlimited Share must also comply with Article 8.2.

8.2 Any transfer of the Unlimited Share shall be subject to the passing of Shareholders' Resolutions:

8.2.1 approving the transfer; and

8.2.2 amending Article 9.1 to reflect the replacement as Manager of the transferor of the Unlimited Share by the transferee.

8.3 General transfer restrictions:

8.3.1 The Limited Shareholders shall not Transfer any Securities, except (i) pursuant to a Permitted Transfer, (ii) pursuant to Article 8.3.2, (iii) at any time subject to the provisions of Articles 8.4 and 8.5 or article VII of any Shareholders' Agreement, or (iv) if such Transfer has been authorized by the Manager. Any purported Transfer of Securities in violation of these Articles shall be null and void, and neither the Company nor any of its Subsidiaries shall in any way give effect to any such impermissible Transfer.

8.3.2 KKR may, until the date that is twelve months from the date of Completion, syndicate Securities to limited partners of its Affiliates that are investment funds, to other institutional investors and/or to one or more nontraditional investors (each a "Syndicatee") and each of the Shareholders agrees to provide to KKR such information and cooperation as KKR may reasonably request in relation to such syndication as soon as reasonably practicable following such request, including by allowing KKR to share Confidential Information, provided such Syndicatee executes a customary confidentiality undertaking and, where such Syndicatee directly owns Securities in the Company as a result of such syndication, gives its written agreement to be bound by the terms and conditions of any Shareholders' Agreement in accordance with section 5.6. of any Shareholders' Agreement provided, further, that KKR (together with its Affiliates and Permitted Transferees) continues to Control the Manager and the Company and to hold at least 50% of the voting Securities of the Company subsequently to any such Transfers permitted pursuant to this Article 8.3.2 and, provided, further, that any such Transfer pursuant to this Article 8.3.2 does not result in an increase of any monitoring fees payable by the Group.

8.4 Tag-Along Rights.

8.4.1 Other than pursuant to (i) a Permitted Transfer, (ii) Article 8.3.2, (iii) Article 8.5 or (iv) section 7.1 of any Shareholders' Agreement, if KKR (the "Selling Shareholder") proposes to Transfer any Securities (a "Proposed Sale") to any Person, then KKR shall not be entitled to consummate such Proposed Sale unless each Shareholder is given the opportunity to participate in such Proposed Sale by selling up to a percentage of its Securities equal to the Tag Proportion, or with respect to PS LP and MV LP, only, and provided the Selling Shareholder proposes to Transfer 90% or more of its Securities, up to 100% of PS LP's or MV LP's Securities, as applicable (the "Tag-Along Percentage") on terms and conditions no less favorable than those on offer to KKR, in accordance with this Article 8.4. KKR shall furnish to the Company and each other Shareholder a written notice of such Proposed Sale (the "Tag-Along Notice").

8.4.2 The Tag-Along Notice will include:

(1) (A) the number of Securities proposed to be so Transferred, (B) the proposed amount and form of consideration to be received by the Selling Shareholder per Security or the formula by which such consideration is to be determined (and if such consideration consists in part or in whole of assets other than cash, a good faith estimate of the fair market value of such non-cash consideration and relevant information relating to such non-cash consideration); (C) to the extent known, the identity of the proposed Transferee or Transferees (the "Proposed Transferee"); (D) the proposed Transfer date, if known; and (E) to the extent known, any other material terms of the Proposed Sale (including, without limitation, in respect of any restrictive covenants, representation and warranties to be given by the Selling Shareholder);

(2) an invitation to each other Shareholder to make an offer (any such Shareholder who elects to make such an offer being a "Tagging Shareholder" and, together with the Selling Shareholder, the "Tag-Along Sellers") to participate in such Proposed Sale by selling to the Proposed Transferee the number of Securities held by such Tagging Shareholder, determined as set out in Article 8.4.3 below; and

(3) the date falling not less than fifteen Business Days following delivery of the Tag-Along Notice upon which the invitation referred to at Article 8.4.2 above shall expire (the "Tag-Along Deadline" and the period commencing on the date of delivery of the Tag-Along Notice and ending on the Tag-Along Deadline being the "Tag-Along Offer Period").

8.4.3 Each Tagging Shareholder wishing to exercise the tag-along rights provided by this Article 8.4 must, during the Tag-Along Offer Period, deliver a notice (the "Tag-Along Offer") to the Selling Shareholder and the Company indicating its desire to exercise its rights and specifying (A) the number of Securities it desires to Transfer and (B) if the form of consideration to be received by the Selling Shareholder consists in part or in whole of assets other than cash or Marketable Securities ("Non-Cash Asset"), whether it wishes to receive consideration in the form of such Non-Cash Assets or whether

it wishes to receive a cash amount equal to the Cash Equivalent Value of such Non-Cash Assets. Each Tagging Shareholder shall be entitled to specify in its Tag-Along Offer the number of Securities which such Tagging Shareholder wishes to sell up to a number equal to (i) the total number of Securities held by such Tagging Shareholder multiplied by (ii) the Tag-Along Percentage.

(1) “Cash Equivalent Value” shall be in the case of deferred consideration, the then current value of the right to receive the non-cash consideration in question or, in the case of consideration payable otherwise than in cash, the monetary value of such consideration at that time, determined in good faith by the Bidco Board on the basis of an assumed arm's length sale of such consideration. The determination of the Bidco Board will be final vis-à-vis the Transferee in the Proposed Sale, however, the relevant Tagging Shareholder may challenge the Bidco Board's determination of the Cash Equivalent Value upon which the Bidco Board and the relevant Tagging Shareholder shall collaborate in good faith to determine the Cash Equivalent Value. If the Bidco Board and the relevant Tagging Shareholder cannot in collaboration determine the Cash Equivalent Value within ten (10) Business Days of the relevant Tagging Shareholder notifying the Bidco Board of the Tagging Shareholder's challenge of the Bidco Board's determination of the Cash Equivalent Value, the Bidco Board shall appoint an unaffiliated independent valuation expert among Ernst & Young LLP, Deloitte LLP, KPMG LLP and PricewaterhouseCoopers LLP to determine the Cash Equivalent Value and such determination shall be final and binding upon the Parties, save in the case of fraud, dishonesty or manifest error. The Tag-Along Sellers receiving Non-Cash Assets shall bear the costs of the independent valuation expert, unless the Cash Equivalent Value determined by the independent valuation expert is equal to or lower than a sum equal to 110% of the Cash Equivalent Value determined by the Bidco Board, in which case (save in the case of fraud, dishonesty or manifest error on the part of the independent valuation expert) the relevant Tagging Shareholder shall bear the costs of such independent valuation expert. If the Cash Equivalent Value determined by the independent valuation expert is higher than a sum equal to 110% of the Cash Equivalent Value determined by the Bidco Board, (save in the case of fraud, dishonesty or manifest error on the part of the independent valuation expert) the Tag-Along Sellers receiving Non-Cash Assets will pay an amount equal to the difference between the Cash Equivalent Value determined by the independent valuation expert and the Cash Equivalent Value determined by the Bidco Board to the relevant Tagging Shareholder. If the Cash Equivalent Value determined by the independent valuation expert is equal to or lower than a sum equal to 110% of the Cash Equivalent Value determined by the Bidco Board, (save in the case of fraud, dishonesty or manifest error on the part of the independent valuation expert) there shall be no adjustment to the Cash Equivalent Value paid to the relevant Tagging Shareholder.

8.4.4 Each Tagging Shareholder who does not make a Tag-Along Offer in compliance with the above requirements and during the Tag-Along Offer Period shall be deemed to have waived all of such Tagging Shareholder's rights with respect to such Proposed Sale, and the Selling Shareholder and each other Tag-Along Seller shall, following the expiry of the Tag-Along Offer Period, be free to Transfer to the Proposed Transferee the Securities set out in the Tag-Along Notice and the Tag-Along Offers, respectively, in compliance with this Article 8.4 for the same form of consideration (unless a Tag-Along Seller otherwise elects in accordance with Article 8.4.3 at a price no greater than the price set forth in the Tag-Along Notice and on other terms and conditions which are not materially more favorable to the Tag-Along Sellers than those set forth in the Tag-Along Notice). In order to be entitled to exercise its right to sell Securities to the Proposed Transferee pursuant to this Article 8.4, and in particular Article 8.4.3 each Tagging Shareholder must agree (i) to make to the Proposed Transferee with regards to such Tagging Shareholders' Securities equivalent representations and warranties as those made by the Selling Shareholder in connection with such Transfer, provided that such representations and warranties shall be subject to customary limitations of liability and with respect to PS LP and MV LP on a several basis and negotiated on bona fide arm's length basis, and (ii) to be subject to the equivalent undertakings, covenants, indemnities or lock-up agreements affecting a pro rata portion of their Securities and/or other securities and other orderly-exit covenants as the Selling Shareholder agrees to be subject to. Each Tag-Along Seller will be responsible for its proportionate share of the professional adviser fees and travel and other out-of-pocket expenses properly incurred for the benefit of all Tag-Along Sellers in connection with the Proposed Sale based on the gross proceeds received or to be received in such Proposed Sale to the extent not paid or reimbursed by the Proposed Transferee.

8.4.5 The offer of each Tagging Shareholder contained in such Tagging Shareholder's Tag-Along Offer shall be unconditional and irrevocable for fifteen (15) Business Days and, to the extent such offer is accepted, such Tagging Shareholder shall be bound and obligated to Transfer in the Proposed Sale on the same terms and conditions with respect to each Security Transferred, as the Selling Shareholder, up to such number of Securities as such Tagging Shareholder shall have specified in its Tag-Along Offer, as may be reduced in accordance with Article 8.4.3 provided that if the material terms of the Proposed Sale change with the result that the price per Security shall be less than the prices set forth in the Tag-Along Notice, the form of consideration shall be different or the other terms and conditions (including representations or warranties) shall be materially less favorable to the Tag-Along Sellers than those set forth in the Tag-Along Notice, each Tagging Shareholder shall be permitted to withdraw the offer contained in its Tag-Along Offer by written notice to the Selling Shareholder and upon such withdrawal shall be released from its obligations with respect to such Tag-Along Offer.

8.4.6 If any Tagging Shareholder exercises its right to make a Tag-Along Offer under this Article 8.4 then no sale of the Selling Shareholder's Securities may take place unless the closing of the purchase of the Securities with respect to which such Tag-Along Offer has been made takes place concurrently with the closing of the sale of the Selling Shareholder's Securities to the Proposed Transferee.

8.4.7 If prior to the closing of the Proposed Sale, the terms of the Proposed Sale shall change with the result that the price to be paid in such Proposed Sale shall be greater than the price per Security set forth in the Tag-Along Notice or the other principal terms of such Proposed Sale shall be materially more favorable to the Tag-Along Sellers than those set forth in the Tag-Along Notice, the Tag-Along Notice shall be null and void, and it shall be necessary for a separate Tag-Along Notice to be furnished to all Shareholders, and the terms and provisions of this Article 8.4 separately complied with, in order to consummate such Proposed Sale pursuant to this Article 8.4. In addition, if the Tag-Along Sellers have not completed the Proposed Sale by the end of the 180<sup>th</sup> day (as such period may be extended to obtain any required regulatory approvals) after the date of delivery of the Tag-Along Notice, each Tagging Shareholder shall be released from its obligations under such Tag-Along Offer, the Tag-Along Notice shall be null and void, and it shall be necessary for a separate Tag-Along Notice to be furnished, and the terms and provisions of this Article 8.4 separately complied with, in order to consummate such Proposed Sale pursuant to this Article 8.4, unless the failure to complete such Proposed Sale was due to the failure by any Tagging Shareholder to comply with the terms of this Article 8.4.

#### 8.5 Drag-Along.

8.5.1 Notwithstanding anything contained in this Article 8 to the contrary, if KKR accepts an offer to sell at least 50% of its Securities to a bona fide third party on arm's length terms and for cash and/or Marketable Securities (or non-cash consideration, provided the Group Managers, PS LP and MV LP have consented in writing thereto) (a "Drag-Along Transaction"), then KKR will be entitled to request the other Shareholders to Transfer the Drag-Along Percentage of their Securities to the Transferee under the same terms and conditions as KKR and to deliver a written notice (a "Required Sale Notice") with respect to such Drag-Along Transaction as soon as practicable prior to the anticipated closing date of such Drag-Along Transaction to the Company and to all other Shareholders.

8.5.2 The Required Sale Notice will include (i) the name and address of the proposed Transferee, (ii) the proposed aggregate consideration to be paid by the proposed Transferee net of any related transaction expenses (the "Dragging Consideration") (and if such consideration consists in part or in whole of non-cash consideration, KKR will provide information, to the extent reasonably available to KKR, relating to such non-cash consideration), (iii) if known, the proposed Transfer date, (iv) the number of Securities to be Transferred by each Shareholder, and (v) to the extent known, any other material terms of the Drag-Along Transaction (including, without limitation, in respect of any restrictive covenants, representation and warranties to be given by KKR).

8.5.3 Each such other Shareholder (a "Dragged Shareholder"), upon receipt of a Required Sale Notice, shall be obligated to sell a percentage of its Securities or other interests in the Group equal to the fraction, expressed as a percentage, determined by dividing the number of Securities proposed to be sold by KKR by the number of Securities held by KKR as at the date of the Required Sale Notice, or with respect to PS LP and MV LP, only, and provided KKR accepts an offer to sell 90% or more of its Securities in the Drag-Along Transaction, 100% of PS LP's or MV LP's Securities, as applicable, (the "Drag-Along Percentage") on the terms and conditions set forth in the Required Sale Notice. Each Dragged Shareholder shall be further obligated (i) to participate in the Drag-Along Transaction contemplated by the Required Sale Notice, (ii) to vote its Securities in favor of the Drag-Along Transaction at any meeting of Shareholders called to vote on or approve the Drag-Along Transaction and/or to grant a proxy to KKR to vote such Dragged Shareholder's Securities in favor of the Drag-Along Transaction and/or to consent in writing to the Drag-Along Transaction, (iii) to waive all dissenters' or appraisal rights in connection with the Drag-Along Transaction, (iv) to enter into agreements relating to the Drag-Along Transaction and to agree (as to itself) to (x) make to the proposed Transferee with regards to such Dragged Shareholder's Securities equivalent representations and warranties as those made by KKR in connection with such Transfer, provided that such representations and warranties shall be subject to customary limitations of liability and with respect to PS LP and MV LP on a several basis and negotiated on bona fide arm's length basis, and (y) be subject to the equivalent undertakings, covenants, indemnities and lock-up agreements (subject to equivalent limitations on liability) as KKR agrees to be subject to. The failure by PS LP, MV LP or any Group Manager to take the steps set forth in this Article 8.5.3 shall not prevent such Drag-Along Transaction from being completed without any further formalities. PS LP, MV LP and each of the Group Managers hereby grant powers of attorney including express authorizations, and undertake not to revoke such powers of attorney, to the Manager or its designee to sign any powers of attorney for the purposes of any notarial meeting enacting such Drag-Along Transaction and to sign completion documents and/or to sign or deliver such other documents as KKR is signing in the context of such Drag-Along Transaction (in respect of a Group Manager holding Class C Shares, however, such powers of attorney shall not include any power to exercise voting rights on behalf of such Group Manager in respect of the Shares he holds). If at the end of the 180<sup>th</sup> day after the date of delivery of the Required Sale Notice (as such period may be extended to obtain any required regulatory approvals), KKR has not completed the proposed Drag-Along Transaction, the Required Sale Notice shall be null and void, each such Dragged Shareholder shall be released from such Dragged Shareholder's obligations under the Required Sale Notice and it shall be necessary for a separate Required Sale Notice to be furnished and the terms and provisions of this Section Article 8.5 separately complied with in order to consummate any Drag-Along Transaction. For the avoidance of doubt, if prior to the closing of the Drag-Along Transaction, the terms of the Drag-Along Transaction shall change, such changed terms shall be applicable to all Shareholders participating in the Drag-Along Transaction.

8.5.4 Any professional adviser fees and travel or other out-of-pocket expenses properly incurred in connection with such Drag-Along Transaction, to the extent not deducted from the Dragging Consideration, shall be paid by the Shareholders

pro rata to the gross proceeds to be received by such Shareholder to the extent not paid or reimbursed by a member of the Group or the Transferee.

#### 8.6 Other Transfer Restrictions.

8.6.1 In addition to any other restrictions on Transfers herein contained, without the approval of the Manager, no Shareholder may Transfer any Securities:

- (1) to any Person who lacks the legal right, power or capacity to own such Securities;
- (2) if such Transfer requires the registration or other qualification of such Securities pursuant to any applicable securities laws;
- (3) if such Transfer will have a material adverse tax consequence for the Company or any of the Shareholders;
- (4) for so long as the Company is a partnership for U.S. federal income tax purposes, if such Transfer is effectuated through an “established securities market” or a “secondary market (or the substantial equivalent thereof)” within the meaning of Section 7704 of the IRC or such Transfer would otherwise result in the Company being treated as a “publicly traded partnership,” as such term is defined in Sections 469(k)(2) or 7704(b) of the IRC and the regulations promulgated thereunder (unless (A) such Transfer is disregarded in determining whether interests in the Company are readily tradable on a secondary market or the substantial equivalent thereof under Section 1.7704-1 of the U.S. Treasury Regulations (other than Section 1.7704-1(e)(1)(x) thereof) or (B) the Shareholders determine that the Company will satisfy the requirements of Section 1.7704-1(h) of the U.S. Treasury Regulations at all times during the taxable year of such Transfer); or
- (5) if in the reasonable determination of the Manager such Transfer would require the prior consent of any regulatory agency and such prior consent has not been obtained.

8.6.2 Unless otherwise approved by the Manager, no Transfer may be made or recorded in the books and records of the Company unless the Transferee shall deliver to the Company notice of such Transfer, including a fully executed copy of all documentation and agreements relating to the Transfer and any agreements or other documents required by these Articles, including the written agreement (as required pursuant to section 5.6 of any Shareholders' Agreement) of the Transferee to be bound by the terms of any Shareholders' Agreement and to assume all obligations of the transferring Shareholder under any Shareholders' Agreement in respect of the Securities that are the subject of the Transfer.

8.6.3 For the avoidance of doubt, the provisions of this Article 8 apply to, and no Shareholder shall (and each Shareholder shall procure that its Affiliates shall not) attempt to avoid or circumvent the provisions of these Articles by making, (i) any indirect Transfer of any interest in the Securities or the Transfer of any interest in a Shareholder or any other parent company primarily representing a direct or indirect interest in the Securities, or (ii) any Transfer (or Transfers) of any interest in the Securities to one or more transferees and then disposing of all or any portion of such Shareholder's or Affiliate's direct or indirect interest in any such transferee(s). For the avoidance of doubt, a Transfer of a limited partnership interest in a partnership which directly or indirectly owns Securities will not be deemed a Transfer of Securities so long as the partnership has not been formed for the sole purpose of holding Securities and owns material assets other than Securities.

#### 8.7 Reorganization.

8.7.1 At any time, including prior to or following a Public Offering or refinancing or recapitalization of the Group or in connection with any Transfer of any interest in the Company or any other member of the Group in accordance with Company's constitutional documents, KKR may, having considered the reasonable tax requirements of the Shareholders and the Group Managers and undertaken reasonable efforts to take into account the same, take, and may cause PS LP, MV LP, any member of the Group and any of the Group Managers to take, any actions necessary, appropriate or desirable, (i) to liquidate, dissolve or wind up, (ii) to merge or de-merge and/or (iii) to reorganize, recapitalize or otherwise restructure any member of the Group (each, a “Reorganization Transaction”), in each case, so as to optimize the corporate structure as is appropriate in light of tax, legal or other professional advice received by the Group.

8.7.2 In connection with any Reorganization Transaction, KKR has the right to require each Shareholder to exchange, convert or otherwise swap their Securities into securities of another legal entity; provided that such transaction shall not, to the extent legally feasible, adversely affect the rights or economic position, including tax treatment, of such Shareholder in any material respect. In such case, all provisions of these Articles and of any Shareholders' Agreement related documents shall continue to apply in substance to those new securities, subject to mandatory law, and shall be amended accordingly.

#### 8.8 Leavers.

8.8.1 This Article 8.8.1 applies when a Group Manager ceases for any reason to be an employee or Director or, or consultant to, a member of the Group and does not continue as an employee or Director of, or consultant to, any other member of the Group (such employee, Director or consultant a “Leaver” and the date on which he becomes a Leaver, his “Cessation Date”). Vesting of the relevant Group Manager's Sweet Equity and the relevant Group Manager's information rights and, save in respect of those Group Managers holding Class C Shares, voting rights pertaining to all such Group Manager's Ordinary Shares shall cease beyond those rights required by applicable law on the date notice of termination of that Leaver's employment or consultancy is given by or to that Leaver (the “Cessation Notice Date”).

(1) A “Good Leaver” shall be a Leaver who is either designated by the Remuneration Committee at its sole discretion as a Good Leaver or who becomes a Leaver as a result of (A) voluntary retirement at normal retirement age or beyond, (B) death, (C) permanent physical or mental deterioration which prevents the Leaver from following the Leaver's normal employment or (D) termination by the employer without Cause.

(2) A “Bad Leaver” shall be a Leaver who is not a Good Leaver.

(3) “Cause” means, in respect of a Group Manager whose employment is terminated by the Group, (A) a material breach by such Group Manager of these Articles or of the terms and conditions of any Shareholders' Agreement (including, without limitation, any unauthorized transfer of Securities or a material breach of the non-compete or non-solicitation provisions), which, if capable of remedy, is not remedied by the Leaver to the satisfaction of KKR (acting reasonably) within sixty (60) days of the Parties becoming aware of such material breach, (B) the commission by such Group Manager of any act of dishonesty or fraud or similar misconduct with respect to any member of the Group or any Party, (C) willful misfeasance or willful misconduct of such Group Manager which has been materially detrimental to the businesses of the Group or has brought the Group into material disgrace or disrepute, in a material way, (D) the commission by such Group Manager of a felony, crime or criminal offence under applicable law, other than traffic offences, which are the subject of a governmental inquiry or result in the imposition of any civil or criminal fine, penalty, or other adverse consequence, (E) the commission by such Group Manager of any act or acts which, under the terms of such Group Manager's employment agreement with the Group (if any) or applicable law, would permit the termination of employment with immediate effect.

(4) “Fair Market Value” shall be the market value of a Leaver's Securities determined in good faith by the Remuneration Committee on the basis of an assumed arm's length sale of all of the equity in the Group between two willing parties and ignoring (A) any transfer restrictions on the Leaver's Securities, (B) whether such Leaver's Securities represent a minority or a majority interest and (C) the impact of the cessation of employment, directorship or consultancy of the Leaver. The relevant Leaver may challenge the Remuneration Committee's determination of the Fair Market Value upon which the Remuneration Committee and the relevant Leaver shall collaborate in good faith to determine the Fair Market Value. If the Remuneration Committee and the relevant Leaver cannot in collaboration determine the Fair Market Value within 10 Business Days of the relevant Leaver notifying the Remuneration Committee of the Leaver's challenge of the Remuneration Committee's determination of the Fair Market Value, the Remuneration Committee shall appoint an unaffiliated independent valuation expert among Ernst & Young LLP, Deloitte LLP, KPMG LLP and PricewaterhouseCoopers LLP to determine the Fair Market Value and such determination shall be final and binding upon the Parties, save in the case of fraud, dishonesty or manifest error. A member of the Group shall bear the costs of the independent valuation expert, unless the Fair Market Value determined by the independent valuation expert is equal to or lower than a sum equal to 110% of the Fair Market Value determined by the Remuneration Committee, in which case (save in the case of fraud, dishonesty or manifest error on the part of the independent valuation expert) the relevant Leaver shall bear the costs of such independent valuation expert.

(5) “Unvested Portion” shall be the Leaver's Sweet Equity which is deemed not to have Vested at the Cessation Notice Date.

(6) “Vested Portion” shall be the portion of a Leaver's Sweet Equity which is deemed to have Vested at the Cessation Notice Date.

(7) A Group Manager's Sweet Equity shall “Vest” ratably by 1.66% each complete month following the date of Completion until such Sweet Equity is 100% Vested on the fifth anniversary of Completion, such that, for example, if a Leaver's Cessation Notice Date falls on the first anniversary of Completion, 20% of his Sweet Equity shall be deemed to be “Vested” and 80% shall be deemed to be “Unvested” and if a Leaver's Cessation Notice Date falls following the fifth anniversary of Completion, 100% of his Equity shall be deemed to be Vested. For the avoidance of doubt, a Group Manager's Sweet Equity shall be deemed to be fully Vested immediately prior to the occurrence of (i) an IPO; (ii) a Change of Control Transaction or (iii) a Winding-Up. In respect of any Group Manager who is not an Executive Manager, if such Group Manager acquires, or is issued Sweet Equity, after Completion, all references to “Completion” in this Article 8.8.1 shall instead be deemed to be replaced with the words, “the date of the Group Manager's acquisition of or subscription for the relevant Sweet Equity”.

8.8.2 The Manager may, in its sole discretion at any time following the Cessation Notice Date, serve notice in writing on the Leaver and, if applicable, such Leaver's Permitted Transferees, requiring such Leaver and, if applicable, such Leaver's Permitted Transferees, to transfer all the Sweet Equity and the Class C Shares held by such Leaver and, if applicable, such Leaver's Permitted Transferees (the “Repurchase Securities”), to one or more designees of the Manager (other than the Company) (the “Repurchase Right”). The Limited Shareholders hereby consent to the Manager serving such notice on behalf of such designee(s), and to a Transfer of Repurchase Securities to such Manager's designee(s) in accordance with this Article 8. Any Repurchase Securities Transferred to the Manager's designee(s) in accordance with this Article 8 shall ultimately, at the direction of the Remuneration Committee, be Transferred to (i) one or more other Group Managers; or (ii) the Trustee provided that if the Remuneration Committee does not give such direction in respect of any Repurchase Securities, such Repurchase Securities shall be allocated immediately prior to a Change of Control Transaction, an IPO or a Distribution to Shareholders pursuant to a Winding-Up to Group Managers pro rata to their Equity Percentage (calculated when disregarding any Shareholder who is not a Group Manager).

8.8.3 The price payable for the Repurchase Securities shall be paid in cash and shall be:

(1) in the case of a Good Leaver, (A) for the Vested Portion of the Leaver's Sweet Equity, Fair Market Value of such Securities at the Cessation Notice Date, (B) for the Unvested Portion of the Leaver's Sweet Equity, the lower of the subscription price or acquisition price (as the case may be) of such Securities and Fair Market Value of such Securities at the Cessation Notice Date, and (C) for the Class C Shares, the subscription price of such Securities; and

(2) in the case of a Bad Leaver, (A) for both the Vested Portion and Unvested Portion of the Leaver's Sweet Equity, the lower of the subscription price or acquisition price (as the case may be) of such Securities and Fair Market Value of such Securities at the Cessation Notice Date, and (B) for the Class C Shares, the subscription price of such Securities.

8.8.4 For the period commencing on the relevant Cessation Date and ending on the date falling eighteen (18) months thereafter, if, after a Group Manager is treated as a Good Leaver such Group Manager commits a material breach of section 6.2 of any Shareholders' Agreement, then the Group Manager can be reclassified by the Manager as a Bad Leaver, as applicable, and, if such Group Manager's Securities have already been repurchased, then the Group Manager (or such Group Manager's Permitted Transferee) shall repay the excess repurchase price paid for the repurchased Securities less any amount of tax that has been or will actually be paid by the Group Manager on the excess repurchase price received by him. If, during the period commencing on the relevant Cessation Date and ending on the date falling eighteen (18) months thereafter, after a Group Manager is treated as a Bad Leaver a tribunal or court finds (or it is agreed) that a Group Manager left his employment in circumstances amounting to constructive dismissal (or that such Group Manager was dismissed without Cause) then the Group Manager shall be treated as a Good Leaver, and the Leaver shall receive the excess price (as determined pursuant to Article 8.8.3(1) for such Securities). For the avoidance of doubt, following the period ending on the date falling eighteen (18) months after the relevant Cessation Date the Remuneration Committee shall not be entitled to reclassify a Group Manager as a Good Leaver (unless a tribunal or court subsequently finds that a Group Manager left his employment in circumstances amounting to constructive dismissal or that such Group Manager was unfairly or unlawfully dismissed, in each case, pursuant to a tribunal or court process initiated within 18 months of the relevant Cessation Date) or a Bad Leaver.

8.8.5 If an Executive Manager is:

(1) either (A) is given notice of termination of employment and is deemed a Good Leaver or (B) dies or suffers a permanent physical or mental deterioration which prevents the Leaver from following the Leaver's normal employment, then such Leaver may, within twelve (12) months of Completion, in its sole discretion, require the Trustee to purchase the Class B Shares and Instruments held by such Leaver and, if applicable, such Leaver's Permitted Transferees, and

(2) a Leaver, then the Manager may, within twelve (12) months of Completion, in its sole discretion, require such Leaver and, if applicable, such Leaver's Permitted Transferees to transfer the Class B Shares and Instruments held by such Leaver to Manager's designee (not being the Company),

in each case, with respect to the Class B Shares at their subscription price plus an amount equivalent to interest at 10% (such amount being calculated as if the interest which had accrued over the same period and such Class B Shares had been Instruments with a principal value equal to their aggregate subscription price) calculated up to the date such Leaver receives the payment in cash for such Class B Shares and with respect to the Instruments at an amount equal to their subscription price plus the Yield up to the date such Leaver receives the payment in cash for such Instruments

## 9. The manager.

9.1 The Company will be managed by Figaro Capital S.à r.l. in its capacity as sole Unlimited Shareholder or "actionnaire commandité" (the "Manager").

9.2 The Manager has the power to take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to a Shareholders' Meeting or the Supervisory Board.

9.3 The Manager may be removed only in the case of fraud, gross negligence or wilful misconduct by means of a resolution of Shareholders passed in accordance with Article 14.5.

9.4 In the event of the death, legal incapacity or inability to act of the Manager, the Company will not terminate and the Supervisory Board may appoint an administrator, who may or may not be a Shareholder, who shall adopt urgent measures and those of ordinary administration until a Shareholders' Meeting is held. Any administrator will convene a Shareholders' Meeting in accordance with the Articles within fifteen days of his appointment. An administrator will be liable only for the performance of his mandate.

**10. Representation.** Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the Company is validly bound or represented towards third parties by:

10.1 the Manager, acting by the signature of any legal representative or representatives;

10.2 the sole signature of any other person to whom such a power has been delegated in accordance with Articles 10.1 or 11.1 to the extent such a power has been delegated to him.

## 11. Delegation of powers.

11.1 The Manager may delegate any of its powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and may remove any such agent and determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

11.2 No powers will be delegated by the Manager to any Limited Shareholder and no Limited Shareholder may represent the Company.



## **12. Liability of the shareholders.**

12.1 The Unlimited Shareholder will be liable with the Company (solidairement responsable) for the liabilities of the Company to the extent required by Luxembourg Law, including article 102 of the 1915 Law.

12.2 The Limited Shareholders shall not act on behalf of the Company other than by exercising their rights as shareholders in general meetings of the Company and shall only be liable to pay to the Company the par value, and any issue premium payable, on the Shares they respectively hold in the Company (to the extent not already paid).

## **13. Supervisory board.**

13.1 The business of the Company and its financial situation, including more particularly its books and accounts, shall be supervised by a supervisory board of at least three members, who need not to be Shareholders (the "Supervisory Board").

13.2 For the carrying out of its supervisory duties, the Supervisory Board shall have the powers of a statutory auditor, as provided for by article 62 of the 1915 Law.

13.3 The members of the Supervisory Board (each a "Supervisory Board Member") shall neither participate in nor interfere with the management of the Company but may advise the Manager on such matters as the Manager may determine.

13.4 The members of the Supervisory Board shall not receive any compensation in connection with their membership of the Supervisory Board but shall be entitled to reimbursement of all expenses in connection with that membership.

13.5 The members of the Supervisory Board will be elected by Shareholders' Resolution for a period not exceeding six years and in accordance with the provisions of any Shareholders' Agreement. In case a member of the Supervisory Board is elected for an unspecified term, he is deemed to be elected for 6 years from the date of his election. The members of the Supervisory Board are eligible for re-election and they may be removed at any time, with or without cause, by a Shareholders' Resolution. They will remain in office until their successors have been appointed.

13.6 In the event of the total number of members of the Supervisory Board falling below three, the Manager shall forthwith convene a Shareholders' Meeting in order to fill these vacancies.

13.7 Meetings of the Supervisory Board ("Supervisory Board Meetings") may be convened by any Supervisory Board Member. The Supervisory Board shall appoint one of the Supervisory Board Members as Chairman.

13.8 Notices of any meeting of the Supervisory Board will be given by letter, fax or by e-mail to all members at least five days in advance of the time set for such meeting, except in cases of emergency, in which event the nature of the emergency will be set out in the notice. The notice will set out the time and the place of the meeting and it will contain the agenda.

13.9 The Supervisory Board Members may validly debate and take decisions at a Supervisory Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Supervisory Board Members have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Supervisory Board Meeting, in person or by an authorised representative.

13.10 A Supervisory Board Member may appoint any other Supervisory Board Member (but not any other person) to act as his representative (a "Supervisory Board Member's Representative") at a Supervisory Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Supervisory Board Meeting. A Supervisory Board Member can act as representative for more than one other Supervisory Board Member at a Supervisory Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two Supervisory Board Members are physically present at a Supervisory Board Meeting held in person or participate in person in a Supervisory Board Meeting held under Article 13.11. In the case of an equality of votes, the Chairman will have a second or casting vote.

13.11 The Supervisory Board can only validly debate and take decisions if at least half of the Supervisory Board Members are present or represented. Decisions of the Supervisory Board shall be adopted by a simple majority of the Supervisory Board Members present or represented.

13.12 A Supervisory Board Member or his Supervisory Board Member's Representative may validly participate in a Supervisory Board Meeting through the medium of video-conferencing equipment or telecommunication means allowing the identification of each participating Supervisory Board Member. These means must have technical features which ensure an effective participation in the meeting allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of such persons in the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Supervisory Board Members shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Supervisory Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of Supervisory Board Members (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place. A meeting held in this way is deemed to be held at the Registered Office.

13.13 A resolution in writing signed by all the Supervisory Board Members (or in relation to any Supervisory Board Member, his Supervisory Board Member's Representative) shall be as valid and effective as if it had been passed at a Supervisory Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Supervisory Board Members concerned.

13.14 The minutes of a Supervisory Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Supervisory Board Meeting may be certified by any Supervisory Board Member present at the Meeting.

#### **14. Shareholders' resolutions.**

14.1 The Shareholders' Meeting shall have such powers as are vested in it pursuant to these Articles or the Laws, and shall not have any powers reserved to the Manager by the Law. As envisaged by Article 111 of the 1915 Law, the Shareholders' Meeting shall adopt and ratify measures affecting the interests of the Company vis-à-vis third parties or amending the Articles only with the agreement of the Manager (subject as provided in Article 9.3).

14.2 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

14.3 Subject as provided by the 1915 Law and Articles 14.1, 14.6 and 17, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

14.4 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their commitment to the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

14.5

14.5.1 An extraordinary Shareholders' Meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless (a) at least one half of the Shares are represented and (b) the agenda indicates the proposed amendments to the Articles and, where applicable, the text of those which concern the objects or the form of the Company.

14.5.2 If the first of the conditions in Article 14.5.1 is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles or by the 1915 Law. That convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the Shares represented.

14.5.3 At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-third of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to Shares in respect of which the Shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

14.6 A Shareholders' Meeting may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

14.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

14.8 Each Shareholder may vote through voting forms in the manner set out in the convening notice in relation to a Shareholders' Meeting. The Shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the Shareholder to vote in favour, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box. Voting forms which show neither a vote in favour, nor against the resolution, nor an abstention, shall be void. The Company will only take into account voting forms received three (3) days prior to the Shareholders' Meeting to which they relate and which comply with the requirements set out on the convening notice.

14.9 The Shareholders are entitled to participate in a Shareholders' Meeting by videoconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present for the calculation of quorum and majority conditions and voting. These means must have technical features which ensure an effective participation in the meeting where deliberations shall be online without interruption.

14.10 The Manager shall have the powers and obligations to adjourn a Shareholders' Meeting as set out in the 1915 Law.

14.11 The Annual Shareholders' Meeting of the Company will be held on first Tuesday of September at 1:00 p.m. each year in the city of Luxembourg.

14.12 The Manager and the Supervisory Board may convene a Shareholders' Meeting. They shall be obliged to convene it so that it is held within a period of one month if Shareholders representing one-tenth of the capital require this in writing with an indication of the agenda.

14.13 Convening notices for every Shareholders' Meeting shall contain the agenda and shall take the form of announcements published twice, with a minimum interval of eight days, and eight days before the meeting, in the Mémorial and in a Luxembourg newspaper. Notices by mail shall be sent eight days before the Meeting to registered Shareholders, but no proof need be given that this formality has been complied with. Where all the Shares are in registered form, the convening notices may be made only by registered letters.

14.14 One or more of the Shareholders who together hold at least ten percent of the subscribed capital may request that one or more additional items be put on the agenda of any Shareholders' Meeting. Such a request shall be sent to the Registered Office by registered mail, at least five days prior to the meeting.

**15. Financial year.** The Company's financial year starts on 1<sup>st</sup> April of each year and ends on the 31<sup>st</sup> March of the following year.

## 16. Distributions on shares.

16.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

16.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and these Articles, the Company may, with the consent of the Shareholders acting by Shareholders' Resolution declare dividends to Shareholders in accordance with the respective rights of the Shareholders.

16.3 The Manager, as representative of the Company, may decide, in accordance with any Shareholders' Agreement, to pay interim dividends to the Shareholder(s) in accordance with their respective rights before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

16.4 Subject to the 1915 Law and provisions of any Shareholders' Agreement, all Distributions to be made by the Company in respect of its Shares shall be made in accordance with any Shareholders' Agreement and in the following order:

16.4.1 First, if the relevant Distribution is in the form of a dividend, a payment shall be made in the following order:

- a. An amount equal to 0.60% of the nominal value of each Class A4 Share and Class B4 Share shall be applied to each Class A4 Share and Class B4 Share, as applicable; then
- b. If Class A3 Shares and Class B3 Shares are in existence, an amount equal to 0.55% of the nominal value of each Class A3 Share and Class B3 Share shall be applied to each Class A3 Share and B3 Share, as applicable; then
- c. If Class A2 Shares and Class B2 Shares are in existence, an amount equal to 0.50% of the nominal value of each Class A2 and Class B2 Share shall be applied to each Class A2 Share and Class B2 Share, as applicable;

16.4.2 Secondly, if the Distribution is not made in respect of a full liquidation of the Company, the balance of the Distribution remaining after all payments pursuant to the preceding paragraph 16.4.1 are made will be applied to the following classes of Shares, as follows:

- a. To the Class 1 Shares and 25% of the Class C Shares then outstanding, pro rata to the Adjusted Number of such Shares;
- b. If the Class 1 Shares have been redeemed and cancelled, to the Class 2 Shares and 33% of the Class C Shares then outstanding, pro rata to the Adjusted Number of such Shares;
- c. If the Class 1 Shares and the Class 2 Shares have been redeemed and cancelled, to the Class 3 Shares and 50% of the Class C Shares then outstanding, pro rata to the Adjusted Number of such Shares;
- d. If the Class 1 Shares, the Class 2 Shares and the Class 3 Shares have been redeemed and cancelled:
  - i) First, unless at the time of a Change of Control Transaction, IPO or Winding-Up the KKR Return Multiple was greater than 2.5, to each Class D Share in an amount equal to 101 per cent of such Class D Share's par value; and
  - ii) Second, to the Class 4 Shares, the Class C Shares pro rata to the Adjusted Number of such Shares.

## 17. Dissolution and liquidation.

17.1 The liquidation of the Company shall be decided by a Shareholders' Meeting by a resolution adopted in accordance with the conditions required for the amendment of the Articles and in accordance with Luxembourg Law and any Shareholders' Agreement.

17.2 Subject to the 1915 Law and provisions of any Shareholders' Agreement, any Distribution to be made in relation to a full liquidation of the Company shall be made as follows:

17.2.1 the balance of the Distribution remaining after all payments pursuant to the preceding 16.4.1, are made will be applied to the following classes of Shares, as follows:

- a. First, unless at the time of, or at any time after, a liquidation of the Company the KKR Return Multiple was greater than 2.5, to each Class D Share in an amount equal to 101 per cent of such Class D Share's par value; and
- b. Second, to the Class 1 Shares, the Class 2 Shares, the Class 3 Shares the Class 4 Shares and the Class C Shares, pro rata to the Adjusted Number of such Shares.

## 18. Interpretation and Luxembourg law.

18.1 In these Articles:

18.1.1 a reference to:

- (a) one gender shall include each gender;
- (b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;
- (c) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);

(d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

18.1.2 the words "include" or "including" shall be deemed to be followed by the words "without limitation" and general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by word indicating a particular class of acts, matters or things or by examples falling within the general words;

18.1.3 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

18.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law.

**19. Definitions.** Any capitalised terms not otherwise defined have the meanings set forth in any Shareholders' Agreement.

"Adjusted Number" shall mean the number of Shares, provided that in the case of the Class C Shares such number of Class C Shares will be divided by 1,000.

"Affiliates" means, with respect to any Person, another Person Controlled directly or indirectly by such first Person, Controlling directly or indirectly such first Person or directly or indirectly under the same Control as such first Person, and "Affiliated" shall have a meaning correlative to the foregoing.

"Bidco" means Figaro Bidco Limited.

"Board" has the meaning ascribed to it in any Shareholders' Agreement.

"Business" shall mean any business carried on by the Group at the relevant Cessation Date and with which the relevant Leaver has been concerned to a material extent in the 6 months immediately preceding such Cessation Date.

"Business Days" shall mean a day on which banks are open for business in London, Luxembourg and New York City (which, for avoidance of doubt, shall not include Saturdays, Sundays and public holidays in any of these cities).

"Change of Control Transaction" means a sale of the shares of any Newco to any Person that is a bona fide Transferee not Affiliated with KKR (whether by a single transaction or by a series of transactions) resulting in that Person alone or together with Persons that are a bona fide Transferees not Affiliated with KKR acting in concert with such Person having the right to exercise a Controlling Interest in such company or the disposal by a single transaction or a series of related transactions, of all of the assets of any Newco or all or substantially all of the assets of the Group (whether directly or indirectly owned through one or more Subsidiaries) to a Person that is a bona fide Transferee not Affiliated with KKR;

"Class 1 Shares" means any of any Class A1 Shares and Class B1 Shares (if any are in issue at the relevant time).

"Class 2 Shares" means any of any Class A2 Shares and Class B2 Shares (if any are in issue at the relevant time).

"Class 3 Shares" means any of any Class A3 Shares and Class B3 Shares (if any are in issue at the relevant time).

"Class 4 Shares" means any of any Class A4 Shares and Class B4 Shares (if any are in issue at the relevant time).

"Class A Shares" means any of any Class A1 Shares, Class A2 Shares, Class A3 Shares and Class A4 Shares (if any are in issue at the relevant time).

"Class A1 Shares" means any of the class A1 shares (if any are in issue at the relevant time).

"Class A2 Shares" means any of the class A2 shares (if any are in issue at the relevant time).

"Class A3 Shares" means any of the class A3 shares (if any are in issue at the relevant time).

"Class A4 Shares" means any of the class A4 shares (if any are in issue at the relevant time).

"Class B Shares" means any of any Class B1 Shares, Class B2 Shares, Class B3 Shares and Class B4 Shares.

"Class B1 Shares" means any of the class B1 shares (if any are in issue at the relevant time).

"Class B2 Shares" means any of the class B2 shares (if any are in issue at the relevant time).

"Class B3 Shares" means any of the class B3 shares (if any are in issue at the relevant time).

"Class B4 Shares" means any of the class B4 shares (if any are in issue at the relevant time).

"Class C Shares" means any of the class C shares (if any are in issue at the relevant time).

"Class D Shares" means any of the class D shares (if any are in issue at the relevant time).

"Class of Shares" means the Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares and the Class D Shares".

"Completion" has the meaning ascribed to it in any Shareholders' Agreement.

"Confidential Information" has the meaning ascribed to it in section 10.2(b) of in any Shareholders' Agreement.

"Control" means with respect to a Person (other than an individual) (a) direct or indirect ownership of more than 50% of the voting securities of such Person, (b) the right to appoint, or cause the appointment of, more than 50% of the members of the board of directors (or similar governing body) of such Person or (c) the right to manage, or direct the management of, on a discretionary basis the assets of such Person, and, for avoidance of doubt, a general partner is deemed to Control a limited partnership and, solely for the purposes of these Articles a fund advised or managed directly or indirectly by a Person shall also be deemed to be Controlled by such Person (and the terms "Controlling" and "Controlled" shall have meanings correlative to the foregoing).

"Controlling Interest" has the meaning ascribed to it in any Shareholders' Agreement.

"Director" has the meaning ascribed to it in any Shareholders' Agreement.

"Distributions" has the meaning ascribed to it in exhibit E of any Shareholders' Agreement.

"ERISA" shall mean the U.S. Employee Retirement Income Security Act of 1974, as amended from time to time.

"Executive Manager" has the meaning ascribed to it in any Shareholders' Agreement.

"Group" has the meaning ascribed to it in any Shareholders' Agreement.

"Group Managers" means the "Managers" as defined in any Shareholders' Agreement.

"Instruments" means any debt instrument convertible into shares referred to in any Shareholders' Agreement.

"IPO" has the meaning ascribed to it in any Shareholders' Agreement.

"IRC" shall mean the U.S. Internal Revenue Code of 1986, as amended from time to time, or any similar federal statute then in effect, and a reference to a particular section thereof shall be deemed to include a reference to the comparable section, if any, of any such similar federal statute.

"KKR" means Figaro Capital Limited.

"KKR Return Multiple" has the meaning ascribed to it in any Shareholders' Agreement.

"Limited Shares" means all the limited shares (actions de commandité) divided into the Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares and the Class D Shares (if any are in issue at the relevant time).

"Marketable Securities" has the meaning ascribed to it in any Shareholders' Agreement.

"MV LP" means MezzVest III, L.P. ("MV III LP"), and MezzVest Co-Invest III, L.P.

"Newco" has the meaning ascribed to it in any Shareholders' Agreement.

"Numerical Class" means the various numbered classes of Shares.

"Permitted Transfer" means (a) a Transfer to a Permitted Transferee, (b) a Transfer as requested by a Shareholder in the event that it is reasonably probable that the continuation of ownership of the interest to be Transferred will result in either a violation of ERISA, or such Shareholder or an Affiliate of such Shareholder becoming a fiduciary pursuant to ERISA, (c) a Transfer as requested by a Shareholder in the event that it is reasonably probable that the absence of such Transfer will result in either a violation of ERISA or such Shareholder or an Affiliate of such Shareholder becoming a fiduciary pursuant to ERISA, (d) a Transfer pursuant to section 5.9 of any Shareholders' Agreement, (e) a Transfer pursuant to section 4.1(f) of any Shareholders' Agreement or (f) a Transfer pursuant to the terms of any management equity plan approved by the Manager.

"Permitted Transferee" of a Shareholder shall mean (a) in the case of KKR MV LP and PS LP, any Affiliate of or successor entity to such Shareholder, or (b) in the case of a Group Manager, (i) a legal entity which is wholly owned by such Shareholder, (ii) an immediate family member (spouse, civil partner or child only) or (iii) a trust or other legal entity the beneficiaries of which are immediate family members (spouse, civil partner or child only) for estate planning purposes.

"Person" shall mean a natural person, partnership, corporation, limited liability company, business trust, joint stock company, trust, unincorporated association, joint venture or other entity or organization.

"PS LP" means PSCP III Holdings, L, Park Square Capital Partners II, LP, and Park Square Capital Parallel Partners II, LP.

"Public Offering" has the meaning ascribed to it in any Shareholders' Agreement.

"Remuneration Committee" has the meaning ascribed to it in section 3.1(c) of any Shareholders' Agreement.

"Securities" has the meaning ascribed to it in any Shareholders' Agreement, and includes, for the avoidance of doubt, the Limited Shares issued by the Company.

"Shareholders' Agreement" means any shareholders' agreement relating to the Company to which the Shareholders are parties as amended, restated, supplemented or otherwise modified from time to time in accordance with the terms thereof.

"Subscription Price" means in respect of any Shares, the price paid at the time of the issuance of the relevant share being the sum of the nominal value and share premium if applicable.

"Subsidiaries" shall mean a Person (other than an individual) that is Controlled directly or indirectly by another Person.

"Sweet Equity" means collectively the Class A Shares and the Class D Shares.

"Tag Proportion" shall mean the fraction, expressed as a percentage, determined by dividing the number of Securities proposed to be sold by KKR in a Proposed Sale by the number of Securities held by KKR as at the date of the Tag-Along Notice.

"Trustee" has the meaning ascribed to it in any Shareholders' Agreement.

"Transfer" shall mean a transfer, sale, assignment, pledge, hypothecation or other disposition, whether directly or indirectly, including pursuant to the creation of a derivative security, the grant of an option or other right, the imposition of a restriction on disposition or voting, by operation of law or by any disposition of any legal or beneficial interest in any parent holding company of the relevant Person.

"Transferee" shall mean a Person to which a Transfer is made.

"U.S. Treasury Regulations" shall mean the U.S. federal income tax regulations promulgated under the IRC, as such regulations may be amended from time to time (it being understood that all references herein to specific sections of the regulations shall be deemed also to refer to any corresponding provisions of succeeding regulations).

"Winding-up" shall mean a winding-up or dissolution of the Company (or any subsequent holding company of the Company in which the capital structure of the Company is replicated in all material respects) for cash.

"Yield" has the meaning ascribed to it in any Shareholders' Agreement."

#### *Declaration*

The undersigned notary herewith declares having verified that the conditions provided for in article 26 of the Law, have all been complied with.

Whereof, the present deed is drawn up in Pétange, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder(s) of the appearing parties known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux mille seize, le quatrième jour de mars,

Par devant le soussigné, Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné;

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Figaro Capital & Co S.C.A. (la "Société"), une société en commandite par actions luxembourgeoise, ayant son siège social au 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 202441 et constituée par un acte en date du 7 décembre 2015 de Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg. Les statuts de la Société (les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations en date du 3 mars 2016 page 30886 numéro 644. Les Statuts n'ont pas été modifiés depuis la constitution de la Société.

L'assemblée élit comme président Madame Sofia AFONSO-DA CHA CONDE, clerc de notaire, résidant professionnellement à Pétange.

Le président élit comme secrétaire Madame Marisa GOMES, employée privée, résidant professionnellement à Pétange.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Marisa GOMES, employée privée, résidant professionnellement à Pétange.

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, le président requiert le notaire d'acter que:

Les actionnaires fondateurs représentés (les "Actionnaires Fondateurs") et le nombre d'actions détenues par eux sont indiqués sur une liste de présence signée par les représentants des Actionnaires Fondateurs, par le bureau de l'assemblée et par le notaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations signées ne varietur devront être enregistrée avec cet acte.

Il ressort de la liste de présence que 100 % du capital social de la Société (incluant l'action de commanditaire) est représenté à cette assemblée générale extraordinaire. Les Actionnaires Fondateurs déclarent avoir été préalablement informés de l'ordre du jour de l'assemblée et ont renoncé aux formalités et exigences de convocation. L'assemblée (l'"Assemblée") est par conséquent régulièrement constituée et peut valablement délibérer et décider de l'ordre du jour suivant de l'Assemblée:

#### *Ordre du jour*

A. Création de nouvelles catégories d'actions, à savoir, l'action de commandité, des actions de catégorie A1, des actions de catégorie A2, des actions de catégorie A3, des actions de catégorie A4, des actions de catégorie C et des actions de catégorie D (les "Nouvelles Catégories d'Actions") en complément des catégories d'actions existantes, et en particulier, les actions de catégorie B1, les actions de catégorie B2, les actions de catégorie B3 et les actions de catégorie B4 (les "Catégories d'Actions Existantes").

B. Conversion des actions existantes en Catégories d'Actions Existantes et annulation de certaines catégories d'actions existantes.

C. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de mille trois cent sept Livres Sterling et quatre-vingt-seize pence britannique (1.307,96 GBP) afin de le porter de son montant actuel de vingt-cinq milles Livres Sterling (25.000 GBP) à vingt-six mille trois cent Livres Sterling et quatre-vingt-seize pence britannique (26.307,96 GBP) par la création et l'émission d'un nombre total de cent trente mille sept cent quatre-vingt-seize (130.796) actions de commanditaire ayant une valeur nominale d'un penny britannique (0,01 GBP) chacune divisées en nouvelles sous-catégories d'actions et prime d'émission correspondante et ayant les droits et obligations définis dans les Statuts tels que modifiés par les résolutions (les "Nouvelles Actions").

Souscription et paiement en numéraire des Nouvelles Actions;

D. Introduction d'une nouvelle clause de capital autorisé dans les Statuts et modification et reformulation complète de l'article 5 des Statuts (capital social);

Déclaration des actionnaires qu'ils ont reçu et accepté un rapport (le "Rapport sur le Capital Autorisé") émis par le conseil de gérance de l'associé commandité agissant comme gérant commandité de la Société (l'"Actionnaire Commandité") (tel que requis par l'article 32-3 (5) de la loi de 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915")) dans le cadre de l'introduction d'une nouvelle clause de capital autorisé dans les Statuts et à la possibilité donnée au conseil de gérance de l'Actionnaire Commandité agissant comme gérant commandité de la Société afin de limiter ou annuler les droits préférentiels de souscription des actionnaires;

E. Modification et refonte intégrale des Statuts (sans modification de la clause d'objet) afin, entre autres, de créer de nouveaux droits attachés aux actions de la Société;

F. Divers L'Assemblée, après délibération, adopte à l'unanimité les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

En plus des actions de catégorie B1 (les "Actions de Catégorie B1"), les actions de catégorie B2 (les "Actions de Catégorie B2"), les actions de catégorie B3 (les "Actions de Catégorie B3"), les actions de catégorie B4 (les "Actions de Catégorie B4") existantes, l'Assemblée décide de créer les nouvelles catégories d'actions de commanditaire suivantes:

- action de commandité (l'"Action de Commandité");
- des actions de catégorie A1 (les "Actions de Catégorie A1");
- des actions de catégorie A2 (les "Actions de Catégorie A2");
- des actions de catégorie A3 (les "Actions de Catégorie A3");
- des actions de catégorie A4 (les "Actions de Catégorie A4");
- des actions de catégorie C (les "Actions de Catégorie C"); et
- des actions de catégorie D (les "Actions de Catégorie D");

Chacune ayant les droits et obligations tels que définis dans les Statuts, tels que modifiés par la résolution suivante.

#### *Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de convertir certaines des actions existantes en Catégories d'Actions Existantes, comme suit:

- Deux cent quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (249.999) actions de catégorie B5 en deux cent quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (249.999) Actions de Catégorie B1;
- Deux cent quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (249.999) actions de catégorie B6 en deux cent quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (249.999) Actions de Catégorie B2;
- Deux cent quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (249.999) actions de catégorie B7 en deux cent quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (249.999) Actions de Catégorie B3;
- Deux cent quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (249.999) actions de catégorie B8 en deux cent quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (249.999) Actions de Catégorie B4;
- Deux cent quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (249.999) actions de catégorie B9 en deux cent quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (249.999) Actions de Catégorie B1;
- Deux cent cinquante mille huit (250.008) actions de catégorie B10 en deux cent cinquante mille huit (250.008) Actions de Catégorie B2;
- Une (1) action de catégorie A en une (1) Action de Commandité.

L'Assemblée décide d'annuler et supprimer du capital social de la Société les catégories d'actions existantes et suivantes: les actions de catégorie A, les actions de catégorie B5, les actions de catégorie B6, les actions de catégorie B7, les actions de catégorie B8, les actions de catégorie B9 et les actions de catégorie B10.

En conséquence de ce qui précède, l'Assemblée prend acte que le capital social actuel de la Société est composé d'actions étant une Action de Commandité, des Actions de Catégorie B1, des Actions de Catégorie B2, des Actions de Catégorie B3 et des Actions de Catégorie B4.

#### *Troisième résolution*

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de mille trois cent sept Livres Sterling et quatre-vingt-seize pence britannique (1.307,96 GBP) afin de le porter de son montant actuel de vingt-cinq mille Livres Sterling (25.000 GBP) à vingt-six mille trois cent Livres Sterling et quatre-vingt-seize pence britannique (26.307,96 GBP) par la création et l'émission d'un nombre total de cent trente mille sept cent quatre-vingt-seize (130.796) actions de commanditaire (collectivement désignées comme les "Nouvelles Actions"), chacune ayant une valeur nominale d'un penny britannique (0,01 GBP) et avec une prime d'émission d'un montant global d'un million trois cent six mille six cent cinquante-deux Livres Sterling et quatre pence britannique (1.306.652,04 GBP) ayant les droits et obligations décrits dans les Statuts tels qu'ils ont été modifiés par les résolutions suivantes, par un apport en numéraire.

Les Nouvelles Actions sont émises comme suit:

- trente-deux mille six cent quatre-vingt-dix-neuf (32.699) Actions de Catégorie B1;
- trente-deux mille six cent quatre-vingt-dix-neuf (32.699) Actions de Catégorie B2;
- trente-deux mille six cent quatre-vingt-dix-neuf (32.699) Actions de Catégorie B3;

- trente-deux mille six cent quatre-vingt-dix-neuf (32.699) Actions de Catégorie B4.

Figaro Capital S.à r.l., étant l'Actionnaire Commandité déclare renoncer à ses droits préférentiels de souscription aux Nouvelles Actions par la présente résolution, conformément à l'article 32-3 de la Loi de 1915.

Figaro Capital Limited, déclare qu'il souscrit à trente-et-un mille six soixante-dix-neuf (31.679) Actions de Catégorie B1, trente-et-un mille six soixante-dix-neuf (31.679) Actions de Catégorie B2, trente-et-un mille six soixante-dix-neuf (31.679) Actions de Catégorie B3 et trente-et-un mille six soixante-dix-neuf (31.679) Actions de Catégorie B4. Ces Nouvelles Actions sont libérées par un apport en numéraire d'un montant total d'un million deux cent soixante-sept mille cent soixante Livres Sterling (1.267.160,- GBP) dont: (i) mille deux cent soixante-sept Livres Sterling et seize pence britannique (1.267,16 GBP) sont alloués au capital social de la Société et (ii) un million deux cent soixante-cinq mille huit cent quatre-vingt-douze Livres Sterling et quatre-vingt-quatre pence britannique (1.265.892,84 GBP) sont alloués au Compte de Prime d'Emission de la Société (tel que défini dans les Statuts, tels que modifiés par la résolution suivante), étant entendu que la prime d'émission restera attachée à la catégorie concernée des Nouvelles Actions pour laquelle elle a été émise.

PSCP III Holdings, LP ("PSCP III Holdings"), déclare qu'il souscrit à trois cent quatre-vingt-dix-sept (397) Actions de Catégorie B1, trois cent quatre-vingt-dix-sept (397) Actions de Catégorie B2, trois cent quatre-vingt-dix-sept (397) Actions de Catégorie B3 et trois cent quatre-vingt-dix-sept (397) Actions de Catégorie B4. Ces Nouvelles Actions sont libérées par un apport en numéraire d'un montant total de quinze mille huit cent quatre-vingts Livres Sterling (15.880,- GBP) dont: (i) quinze Livres Sterling et quatre-vingt-huit pence britannique (15,88 GBP) sont alloués au capital social de la Société et (ii) quinze mille huit cent soixante-quatre Livres Sterling et douze pence britannique (15.864,12 GBP) sont alloués au Compte de Prime d'Emission de la Société (tel que défini dans les Statuts, tels que modifiés par la résolution suivante), étant entendu que la prime d'émission restera attachée à la catégorie concernée de Nouvelles Actions pour laquelle elle a été émise.

Park Square Capital Partners II, LP ("PSCP II"), déclare qu'il souscrit à cent quatre-vingt-dix-neuf (199) Actions de Catégorie B1, cent quatre-vingt-dix-neuf (199) Actions de Catégorie B2, cent quatre-vingt-dix-neuf (199) Actions de Catégorie B3 et cent quatre-vingt-dix-neuf (199) Actions de Catégorie B4. Ces Nouvelles Actions sont libérées par un apport en numéraire d'un montant total de sept mille neuf cent soixante Livres Sterling (7.960,- GBP) dont: (i) sept Livres Sterling et quatre-vingt-seize pence britannique (7,96 GBP) sont alloués au capital social de la Société et (ii) sept mille neuf cent cinquante-deux Livres Sterling et quatre pence britannique (7.952,04 GBP) sont alloués au Compte de Prime d'Emission de la Société (tel que défini dans les Statuts, tels que modifiés par la résolution suivante), étant entendu que la prime d'émission restera attachée à la catégorie concernée de Nouvelles Actions pour laquelle elle a été émise.

Park Square Capital Parallel Partners II, LP ("PSCPP"), déclare qu'il souscrit à vingt-sept (27) Actions de Catégorie B1, vingt-sept (27) Actions de Catégorie B2, vingt-sept (27) Actions de Catégorie B3 et vingt-sept (27) Actions de Catégorie B4. Ces Nouvelles Actions sont libérées par un apport en numéraire d'un montant total de mille quatre-vingts Livres Sterling (1.080,- GBP) dont: (i) une Livre Sterling et huit pence britannique (1,08 GBP) sont alloués au capital social de la Société et (ii) mille soixante-dix-huit Livres Sterling et quatre-vingt-douze pence britannique (1.078,92 GBP) sont alloués au Compte de Prime d'Emission de la Société (tel que défini dans les Statuts, tels que modifiés par la résolution suivante), étant entendu que la prime d'émission restera attachée à la catégorie concernée de Nouvelles Actions pour laquelle elle a été émise.

MezzVest III L.P., représentée par son general partner MezzVest Partners III Limited ("MV III"), déclare qu'il souscrit à trois cent onze (311) Actions de Catégorie B1, trois cent onze (311) Actions de Catégorie B2, trois cent onze (311) Actions de Catégorie B3 et trois cent onze (311) Actions de Catégorie B4. Ces Nouvelles Actions sont libérées par un apport en numéraire d'un montant total de douze mille quatre cent quarante Livres Sterling (12.440,- GBP) dont: (i) douze Livres Sterling et quarante-quatre pence britannique (12,44 GBP) sont alloués au capital social de la Société et (ii) douze mille quatre cent vingt-sept Livres Sterling et cinquante-six pence britannique (12.427,56 GBP) sont alloués au Compte de Prime d'Emission de la Société (tel que défini dans les Statuts, tels que modifiés par la résolution suivante), étant entendu que la prime d'émission restera attachée à la catégorie concernée de Nouvelles Actions pour laquelle elle a été émise.

MezzVest Co-Invest III L.P., représentée par son general partner MezzVest Partners III Limited ("MV CI III"), déclare qu'il souscrit à quatre-vingt-six (86) Actions de Catégorie B1, quatre-vingt-six (86) Actions de Catégorie B2, quatre-vingt-six (86) Actions de Catégorie B3 et quatre-vingt-six (86) Actions de Catégorie B4. Ces Nouvelles Actions sont libérées par un apport en numéraire d'un montant total de trois mille quatre cent quarante Livres Sterling (3.440,- GBP) duquel (i) trois Livres Sterling et quarante-quatre pence britannique (3,44 GBP) sont alloués au capital social de la Société et (ii) trois mille quatre cent trente-six Livres Sterling et cinquante-six pence britannique (3.436,56 GBP) sont alloués au Compte de Prime d'Emission de la Société (tel que défini dans les Statuts, tels que modifiés par la résolution suivante), étant entendu que la prime d'émission restera attachée à la catégorie concernée de Nouvelles Actions pour laquelle elle a été émise.

Le montant total de l'apport, s'élevant à un million trois cent sept mille neuf cent soixante Livres Sterling (1.307.960,- GBP), est alloué comme suit: (i) mille trois cent sept Livres Sterling et quatre-vingt-seize pence britannique (1.307,96 GBP) sont alloués au capital social de la Société et (ii) un million trois cent six mille six cent cinquante-deux Livres Sterling et quatre pence britannique (1.306.652,04 GBP) sont alloués au Compte de Prime d'Emission de la Société (tel que défini dans les Statuts, tels que modifiés par la résolution suivante), étant entendu que la prime d'émission restera attachée à la catégorie concernée de Nouvelles Actions en relation avec laquelle elle a été émise.

La preuve de l'existence de cet apport a été produite au notaire soussigné, qui le constate expressément.



PSCP III Holdings, PSCP II, PSCPP, MV III, MV CI III sont définis comme les "Nouveaux Actionnaires" et ensemble avec les Actionnaires Fondateurs définis comme les "Actionnaires".

Les Actionnaires prennent acte que l'Assemblée est désormais constituée avec les Nouveaux Actionnaires et les Actionnaires Fondateurs concernant l'adoption des résolutions suivantes.

#### *Quatrième résolution*

L'Assemblée décide d'annuler la clause de capital autorisé existante et d'introduire une nouvelle clause de capital autorisé, qui devra se lire comme suit:

##### **" 5. Capital social.**

5.1 Le capital social de la Société est fixé à vingt-six mille trois cent Livres Sterling et quatre-vingt-seize pence britannique (26.307,96 GBP) représenté par une action de commandité ("Action de Commandité") d'une valeur nominale d'un pence britannique (GBP 0,01) détenue par l'actionnaire commandité et les actions de commanditaire suivantes détenues par l'/les Actionnaire(s) Commanditaire(s):

5.1.1 sept cent quatre-vingt-deux mille six cent quatre-vingt-seize (782.696) Actions de Catégorie B1;

5.1.2 sept cent quatre-vingt-deux mille sept cent cinq (782.705) Actions de Catégorie B2;

5.1.3 cinq cent trente-deux mille six cent quatre-vingt-dix-sept (532.697) Actions de Catégorie B3;

5.1.4 cinq cent trente-deux mille six cent quatre-vingt-dix-sept (532.697) Actions de Catégorie B4;

ayant chacune une valeur nominale d'un pence britannique (GBP 0,01) et ayant les droits et obligations tels que définis dans les présents Statuts.

5.1.5 "Actions" signifie l'Action de Commandité et les Actions de Commanditaires (incluant, afin d'éviter tout doute, les Actions de Catégorie A, les Actions de Catégorie B, les Actions de Catégorie C et les Actions de Catégorie D devant être émises de temps en temps) et "Action" devra s'interpréter en conséquence;

5.1.6 "Actionnaires" signifie les détenteurs à un moment donné d'Actions et "Actionnaire" devra s'interpréter en conséquence;

5.1.7 "Actionnaire Commandité" signifie le détenteur à un moment donné de l'Action de Commandité;

5.1.8 "Actionnaires Commanditaires" signifie les détenteurs à un moment donné des Actions de Commanditaire et "Actionnaire Commanditaire" devra s'interpréter en conséquence;

##### 5.2

5.2.1 Le capital social autorisé mais non-émis et non-souscrit de la Société (le "Capital Autorisé") est de sept cent millions de Livres Sterling (GBP 700.000.000,-).

5.2.2 Le Gérant Commandité est autorisé à émettre des Actions de Catégorie A1 et/ou des Actions de Catégorie A2 et/ou des Actions de Catégorie A3 et/ou des Actions de Catégorie A4 et/ou des Actions de Catégorie B1 et/ou des Actions de Catégorie B2 et/ou des Actions de Catégorie B3 et/ou des Actions de Catégorie B4 et/ou des Actions de Catégorie C et/ou des Actions de Catégorie D ("Actions Émises par le Gérant Commandité") obligations, preferred equity certificates, ou tous autres instruments convertibles, échangeables ou dont l'exercice donne droit à des nouvelles actions (les "Instruments Convertibles") (et d'émettre de nouvelles actions suite à la conversion ou l'exercice des Instruments Convertibles susmentionnés) dans la limite du Capital Autorisé de temps en temps conformément aux présents Statuts et à tout Pacte d'Actionnaires sous réserve de ce qui suit:

(1) l'autorisation mentionnée ci-dessus expirera cinq ans après le 4 mars 2016 étant entendu qu'une période ou des périodes d'autorisation supplémentaires suivant cette période peuvent être approuvées par Résolution d'Actionnaires dans la mesure permise par la Loi de 1915;

(2) le Gérant Commandité peut limiter ou annuler les droit préférentiels des Actionnaires de souscrire aux Actions Émises par le Gérant Commandité ou Instruments Convertibles et peut émettre les Actions Émises par le Gérant Commandité ou Instruments Convertibles aux personnes et au prix, avec ou sans prime, et libérés par apport en nature ou en numéraire ou par incorporation de créances ou capitalisation de réserves ou tout autre moyen que le Gérant Commandité détermine, sous réserve de la Loi de 1915.

5.2.3 Le Gérant Commandité est autorisé à:

(1) entreprendre toutes les actions nécessaires ou utiles afin de modifier cet Article 5 afin de refléter toute modification du capital social émis conformément à l'Article 5.2.2;

(2) entreprendre ou autoriser toutes actions nécessaires ou utiles pour l'exécution et/ou la publication de cette modification conformément à la Loi Luxembourgeoise;

(3) déléguer à toute personne la tâche d'accepter les souscriptions et de recevoir le paiement pour les Actions Émises par le Gérant Commandité ou les Instruments Convertibles et d'acter toute émission d'Actions Émises par le Gérant Commandité devant un notaire.

5.3 Les Actions sont émises sous forme nominative et seront enregistrées dans un registre d'Actions à garder au siège social de la Société (étant entendu que tout Actionnaire peut avoir accès au registre d'Actions de la Société conformément à la Loi Luxembourgeoise).

5.4 Conformément aux dispositions de tout Pacte d'Actionnaires, la Société peut créer un compte de prime d'émission (le "Compte de Prime d'Emission") sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Action sera versée. Les décisions quant à l'utilisation du Compte de Prime d'Emission doivent être prises par le Gérant Commandité sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts, étant entendu que toute prime d'émission payée sur ce Compte de Prime d'Emission relatif à une Catégorie d'Actions ne sera pas remboursée à tous les Actionnaires autres qu'aux détenteurs de cette Catégorie d'Actions.

5.5 Conformément aux dispositions de tout Pacte d'Actionnaires, la Société peut, sans limitation, accepter du capital ou d'autres apports sans émettre d'Actions ou autres titres en contrepartie de l'apport et peut affecter les apports à un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de tels comptes doivent être prises par le Gérant Commandité sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts. Pour éviter tout doute, toute décision peut allouer tout montant apporté à l'apporteur (étant entendu que tout apport payé sur ce compte relatif à une Catégorie d'Actions ne sera pas remboursé à tous Actionnaires autres qu'aux détenteurs de cette Catégorie d'Actions).

5.6 Toutes les Actions donnent droit à des droits égaux, sous réserve de dispositions contraires prévues par les présents Statuts et par tout Pacte d'Actionnaires.

5.7 Sans préjudice à l'Article 5.2, le capital social souscrit peut être augmenté par une Résolution des Actionnaires adoptée conformément aux dispositions régissant les modifications des Statuts et conformément à la Loi Luxembourgeoise.

5.8 La Société peut acquérir ses Actions ou réduire son capital social souscrit et/ou son Capital Autorisé sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

5.9 Dans le cas où les Actions sont émises sous condition de n'être pas intégralement libérées à l'émission, le paiement du solde s'effectuera au moment et aux conditions que le Gérant Commandité déterminera et à condition que toutes ces Actions soient traitées équitablement."

Les Associés déclarent qu'ils ont reçu et accepté un rapport émis par le conseil de gérance de l'Associé Commandité agissant en tant que gérant commandité de la Société (tel que requis par l'article 32-3 (5) de la Loi de 1915) en relation avec l'introduction d'une nouvelle clause de capital autorisé dans les Statuts et à la possibilité donnée au conseil de gérance de l'Associé Commandité agissant en tant que gérant commandité de la Société de limiter ou d'annuler les droits préférentiels de souscription des actionnaires existants.

#### *Cinquième résolution*

L'Assemblée décide d'intégralement modifier et refondre les Statuts (sans modification de la clause d'objet) afin, entre autres, de créer de nouveaux droits attachés aux actions de la Société, qui devront désormais se lire comme suit:

##### **1. "Forme sociale et nom.**

1.1 Le présent document constitue les statuts (les "Statuts") de "Figaro Capital & Co S.C.A." (la "Société"), une société en commandite par actions de droit luxembourgeois, constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, y compris la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre (la "Loi de 1915").

##### **2. Siège social.**

2.1 Le siège social de la Société (le "Siège Social") est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 en tout autre endroit au sein de la même municipalité au Grand-Duché de Luxembourg par le Gérant Commandité tel que défini à l'Article 9.1;

2.2.2 en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg (que ce soit ou non dans la même municipalité) par une résolution des actionnaires de la Société (une "Résolution des Actionnaires") prise en conformité avec les présents Statuts et les lois de temps à autre du Grand-Duché de Luxembourg y compris la Loi de 1915 (la "Loi Luxembourgeoise").

2.3 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique, social ou autre de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social se produiraient ou seraient jugés imminents, le Siège Social pourra être transféré temporairement à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du Siège Social, restera luxembourgeoise. La décision de transfert du Siège Social à l'étranger sera prise par le Gérant Commandité.

2.4 La Société peut avoir des bureaux et des succursales à la fois au Grand-Duché de Luxembourg tout comme à l'étranger.

##### **3. Objets.** Les objets de la Société sont:

3.1 d'agir en tant que société d'investissement holding et de coordonner les activités de toutes les entités au sein desquelles la Société détient à un moment donné directement ou indirectement des participations, et d'acquérir (que ce soit par voie de souscription initiale, d'appel d'offres, d'achat, d'échange ou tout autre moyen) la totalité ou toute partie des titres, actions, debentures, debenture stocks, obligations, ou autres titres émis ou garantis par toute personne et tous autres actifs de toutes sortes et de détenir ces mêmes instruments en tant qu'investissements, et de vendre, échanger ou disposer de ces instruments;

3.2 d'exercer tout commerce ou activité commerciale de toute sorte et acquérir, entreprendre et exercer tout ou partie de l'activité commerciale, des biens et/ou des passifs de toute personne exerçant une activité commerciale;

3.3 d'investir et négocier l'argent et les fonds de la Société de toute manière que le Gérant Commandité considère comme appropriée et de prêter de l'argent et accorder des crédits, dans chaque cas, à toute personne, que ce soit avec ou sans garantie;

3.4 d'emprunter, lever ou garantir le paiement d'argent de toute manière que le Gérant Commandité considère comme appropriée, y compris via l'émission (dans les limites autorisées par la Loi Luxembourgeoise) de debentures et autres titres ou instruments, perpétuels ou non, convertibles ou non, qu'ils soient grevés ou non sur tout ou partie des biens de la Société (présents et futurs) ou son capital non appelé, et d'acheter, racheter, convertir et rembourser ces titres;

3.5 d'acquérir une participation dans, fusionner, consolider avec et conclure un partnership ou tout arrangement pour les besoins de partage des profits, union d'intérêts, coopération, joint-venture, concession réciproque ou autre avec toute personne, y compris tous employés de la Société;

3.6 de conclure toute garantie ou contrat d'indemnité ou caution, et de fournir des sûretés pour l'accomplissement des obligations de et/ou le paiement de toute somme par toute personne (y compris toute entité dans laquelle la Société a une participation directe ou indirecte ou toute personne ("Entité Holding") qui est alors un membre ou bien qui a une participation directe ou indirecte dans la Société ou qui est associée avec la Société dans toute activité ou entreprise), que la Société reçoive ou non une contrepartie ou un avantage (direct ou indirect), et que ce soit par garantie personnelle ou hypothèque, charge ou privilège sur tout ou partie des engagements de la Société, propriétés, actifs ou capital non appelé (présents et futurs) ou par tout autre moyen; pour les besoins de cet Article 3.6 "garantie" comprend toute obligation, de quelque façon décrite, de payer, régler, fournir des fonds pour le paiement ou le règlement, d'indemniser ou maintenir indemnisé contre les conséquences d'un défaut de paiement ou autrement être responsable de tout endettement ou obligation financière de toute autre personne;

3.7 d'acheter, prendre en location, échanger, louer et autrement acquérir tout bien immobilier ou mobilier et tout droit ou privilège sur ou eu égard à celui-ci;

3.8 de vendre, donner à bail, échanger, prendre en location et disposer de tout bien immobilier ou mobilier et/ou de tout ou partie des engagements de la Société, pour une contrepartie que le Gérant Commandité considère appropriée, y compris pour des parts sociales, debentures ou autres titres, qu'ils aient été entièrement ou partiellement payés, de toute personne, ayant ou non des objets (en totalité ou en partie) similaires à ceux de la Société; de détenir toutes parts sociales, debenture stocks et autres titres ainsi acquis; d'améliorer, gérer, développer, vendre, échanger, louer, hypothéquer, disposer de, accorder des options sur, mettre sur compte et autrement gérer tout ou partie des biens et droits de la Société;

3.9 d'entreprendre tout ou partie des actions décrites dans tout paragraphe de cet Article 3 (a) dans toute partie du monde; (b) en tant que mandant, mandataire, contractant, trustee ou autrement; (c) par voie ou au travers de trustees, mandataires, sous-contractants ou autres; et (d) seul ou avec d'autres personnes;

3.10 d'entreprendre toutes actions (y compris conclure, exécuter, et délivrer des contrats, actes, accords ou arrangements avec ou en faveur de toute personne) qui sont selon l'opinion du Gérant Commandité connexes ou contribuant à la réalisation de tout ou partie des objets de la Société, ou de l'exercice de tout ou partie de ses pouvoirs;

A CONDITION TOUJOURS que la Société ne conclue pas toute transaction qui pourrait constituer une activité réglementée du secteur financier ou qui requiert une licence professionnelle en vertu de la Loi Luxembourgeoise sans autorisation de droit en vertu de la Loi Luxembourgeoise.

#### **4. Durée.**

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne peut pas être dissoute en raison du décès, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou d'autre événement similaire affectant un ou plusieurs Actionnaires.

#### **5. Capital social.**

5.1 Le capital social de la Société est fixé à vingt-six mille trois cent Livres Sterling et quatre-vingt-seize pence britannique (26.307,96 GBP) représenté par une action de commandité ("Action de Commandité") d'une valeur nominale d'un pence britannique (GBP 0,01) détenue par l'actionnaire commandité et les actions de commanditaire suivantes détenues par l'/les Actionnaire(s) Commanditaire(s):

5.1.1 sept cent quatre-vingt-deux mille six cent quatre-vingt-seize (782.696) Actions de Catégorie B1;

5.1.2 sept cent quatre-vingt-deux mille sept cent cinq (782.705) Actions de Catégorie B2;

5.1.3 cinq cent trente-deux mille six cent quatre-vingt-dix-sept (532.697) Actions de Catégorie B3;

5.1.4 cinq cent trente-deux mille six cent quatre-vingt-dix-sept (532.697) Actions de Catégorie B4;

ayant chacune une valeur nominale d'un pence britannique (GBP 0,01) et ayant les droits et obligations tels que définis dans les présents Statuts.

5.1.5 "Actions" signifie l'Action de Commandité et les Actions de Commanditaires (incluant, afin d'éviter tout doute, les Actions de Catégorie A, les Actions de Catégorie B, les Actions de Catégorie C et les Actions de Catégorie D devant être émises de temps en temps) et "Action" devra s'interpréter en conséquence;

5.1.6 "Actionnaires" signifie les détenteurs à un moment donné d'Actions et "Actionnaire" devra s'interpréter en conséquence;

5.1.7 "Actionnaire Commandité" signifie le détenteur à un moment donné de l'Action de Commandité;

5.1.8 "Actionnaires Commanditaires" signifie les détenteurs à un moment donné des Actions de Commanditaire et "Actionnaire Commanditaire" devra s'interpréter en conséquence;

## 5.2

5.2.1 Le capital social autorisé mais non-émis et non-souscrit de la Société (le "Capital Autorisé") est de sept cent millions de Livres Sterling (GBP 700.000.000,-).

5.2.2 Le Gérant Commandité est autorisé à émettre des Actions de Catégorie A1 et/ou des Actions de Catégorie A2 et/ou des Actions de Catégorie A3 et/ou des Actions de Catégorie A4 et/ou des Actions de Catégorie B1 et/ou des Actions de Catégorie B2 et/ou des Actions de Catégorie B3 et/ou des Actions de Catégorie B4 et/ou des Actions de Catégorie C et/ou des Actions de Catégorie D ("Actions Émises par le Gérant Commandité") obligations, preferred equity certificates, ou tous autres instruments convertibles, échangeables ou dont l'exercice donne droit à des nouvelles actions (les "Instruments Convertibles") (et d'émettre de nouvelles actions suite à la conversion ou l'exercice des Instruments Convertibles susmentionnés) dans la limite du Capital Autorisé de temps en temps conformément aux présents Statuts et à tout Pacte d'Actionnaires sous réserve de ce qui suit:

(1) l'autorisation mentionnée ci-dessus expirera cinq ans après le 4 mars 2016 étant entendu qu'une période ou des périodes d'autorisation supplémentaires suivant cette période peuvent être approuvées par Résolution d'Actionnaires dans la mesure permise par la Loi de 1915;

(2) le Gérant Commandité peut limiter ou annuler les droits préférentiels des Actionnaires de souscrire aux Actions Émises par le Gérant Commandité ou Instruments Convertibles et peut émettre les Actions Émises par le Gérant Commandité ou Instruments Convertibles aux personnes et au prix, avec ou sans prime, et libérés par apport en nature ou en numéraire ou par incorporation de créances ou capitalisation de réserves ou tout autre moyen que le Gérant Commandité détermine, sous réserve de la Loi de 1915.

5.2.3 Le Gérant Commandité est autorisé à:

(1) entreprendre toutes les actions nécessaires ou utiles afin de modifier cet Article 5 afin de refléter toute modification du capital social émis conformément à l'Article 5.2.2;

(2) entreprendre ou autoriser toutes actions nécessaires ou utiles pour l'exécution et/ou la publication de cette modification conformément à la Loi Luxembourgeoise;

(3) déléguer à toute personne la tâche d'accepter les souscriptions et de recevoir le paiement pour les Actions Émises par le Gérant Commandité ou les Instruments Convertibles et d'acter toute émission d'Actions Émises par le Gérant Commandité devant un notaire.

5.3 Les Actions sont émises sous forme nominative et seront enregistrées dans un registre d'Actions à garder au siège social de la Société (étant entendu que tout Actionnaire peut avoir accès au registre d'Actions de la Société conformément à la Loi Luxembourgeoise).

5.4 Conformément aux dispositions de tout Pacte d'Actionnaires, la Société peut créer un compte de prime d'émission (le "Compte de Prime d'Emission") sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Action sera versée. Les décisions quant à l'utilisation du Compte de Prime d'Emission doivent être prises par le Gérant Commandité sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts, étant entendu que toute prime d'émission payée sur ce Compte de Prime d'Emission relatif à une Catégorie d'Actions ne sera pas remboursée à tous les Actionnaires autres qu'aux détenteurs de cette Catégorie d'Actions.

5.5 Conformément aux dispositions de tout Pacte d'Actionnaires, la Société peut, sans limitation, accepter du capital ou d'autres apports sans émettre d'Actions ou autres titres en contrepartie de l'apport et peut affecter les apports à un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de tels comptes doivent être prises par le Gérant Commandité sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts. Pour éviter tout doute, toute décision peut allouer tout montant apporté à l'apporteur (étant entendu que tout apport payé sur ce compte relatif à une Catégorie d'Actions ne sera pas remboursé à tous les Actionnaires autres qu'aux détenteurs de cette Catégorie d'Actions).

5.6 Toutes les Actions donnent droit à des droits égaux, sous réserve de dispositions contraires prévues par les présents Statuts et par tout Pacte d'Actionnaires.

5.7 Sans préjudice à l'Article 5.2, le capital social souscrit peut être augmenté par une Résolution des Actionnaires adoptée conformément aux dispositions régissant les modifications des Statuts et conformément à la Loi Luxembourgeoise.

5.8 La Société peut acquérir ses Actions ou réduire son capital social souscrit et/ou son Capital Autorisé sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

5.9 Dans le cas où les Actions sont émises sous condition de n'être pas intégralement libérées à l'émission, le paiement du solde s'effectuera au moment et aux conditions que le Gérant Commandité déterminera et à condition que toutes ces Actions soient traitées équitablement.

## 6. Augmentations et réductions de capital social.

6.1 Le capital émis de la Société peut être augmenté ou diminué de temps en temps conformément à l'Article 5.2 ou par une Résolution des Actionnaires adoptée conformément aux présents Statuts et à la Loi Luxembourgeoise et conformément avec tout Pacte d'Actionnaires et la Société peut racheter et/ou annuler ses Actions sous réserve de ce qui précède (incluant afin d'éviter tout doute, conformément aux dispositions de tout Pacte d'Actionnaires).

6.2 Toute réduction du capital social de la Société (un "Rachat d'Action") se fera par le biais du rachat et de l'annulation subséquente des Actions émises d'une ou plusieurs Catégories Numériques d'Actions dans l'ordre et les proportions suivantes:

6.2.1 les Actions de Catégorie 1 et 25% des Actions de Catégorie C alors en circulation, au pro rata du Nombre Ajusté de ces Actions;

6.2.2 si les Actions de Catégorie 1 ont été rachetées et annulées, les Actions de Catégorie 2 et 33% des Actions de Catégorie C alors en circulation, au pro rata du Nombre Ajusté de ces Actions;

6.2.3 si les Actions de Catégorie 1 et les Actions de Catégorie 2 ont été rachetées et annulées, les Actions de Catégorie 3 et 50% des Actions de Catégorie C alors en circulation, au pro rata du Nombre Ajusté de ces Actions;

6.2.4 si les Actions de Catégorie 1, les Actions de Catégorie 2 et les Actions de Catégorie 3 ont été rachetées et annulées, les Actions de Catégorie 4, les Actions de Catégorie D et les Actions de Catégorie C en circulation.

Le prix de rachat après un Rachat d'Action sera calculé conformément à la Loi de 1915, les Statuts et à tout Pacte d'Actionnaires.

## **7. Indivisibilité des actions.**

7.1 Chaque Action est indivisible.

7.2 Une Action peut être enregistrée au nom de plus d'une personne à condition que tous les détenteurs d'une Action notifient par écrit à la Société celui d'entre eux qui est à considérer comme leur représentant; la Société considérera ce représentant comme s'il était l'Actionnaire unique pour l'Action en question, y compris pour les besoins de vote, dividende et autres droits de paiement.

## **8. Cession des actions.**

8.1 Les Actions seront cessibles conformément à la Loi de 1915 à condition que toute cession de l'Action de Commandité devra également se conformer à l'Article 8.2.

8.2 Toute cession de l'Action de Commandité doit être soumise à l'adoption de Résolutions des Actionnaires:

8.2.1 approuvant la cession; et

8.2.2 modifiant l'Article 9.1 afin de refléter le remplacement en qualité de Gérant Commandité du cédant de l'Action de Commandité par le cessionnaire.

8.3 Restrictions générales aux cessions:

8.3.1 Les Actionnaires Commanditaires ne peuvent Céder de Titres, sauf (i) en vertu d'une Cession Autorisée, (ii) conformément à l'Article 8.3.2, (iii) à tout moment conformément aux dispositions des Articles 8.4 et 8.5 ou de l'article VII de tout Pacte d'Actionnaires, ou (iv) si une telle Cession a été autorisée par le Gérant Commandité. Toute prétendue Cession de Titres effectuée en violation des présents Statuts sera nulle et non avenue, et ni la Société ni aucune de ses Filiales ne donnera effet d'une quelconque manière à une telle Cession non autorisée.

8.3.2 KKR peut, jusqu'à la date dans les douze mois après la Réalisation, syndiquer des Titres à des limited partners de ses Affiliés qui sont des fonds d'investissement, à d'autres investisseurs institutionnels et/ou à un ou plusieurs investisseurs non traditionnels (chacun un "Syndiqué") et chacun des Actionnaires accepte de fournir à KKR les informations et l'assistance que KKR peut raisonnablement demander concernant une telle syndication dès que raisonnablement faisable à la suite d'une telle demande, y compris en permettant à KKR de communiquer des Informations Confidentielles, sous réserve qu'un tel Syndiqué signe un engagement de confidentialité coutumier et, lorsqu'un tel Syndiqué détient directement des Titres dans la Société à la suite d'une telle syndication, donne son accord par écrit au fait d'être lié par les termes et conditions de tout Pacte d'Actionnaires conformément à la section 5.6 de tout Pacte d'Actionnaires sous réserve, de plus, que KKR (ensemble avec ses Affiliés et Cessionnaires Autorisés) continue de Contrôler le Gérant Commandité et la Société et de détenir au moins 50% des Titres votant de la Société suivant toute Cession autorisée en vertu de cet Article 8.3.2 et sous réserve de plus que toute Cession réalisée conformément à l'Article 8.3.2 ne résulte pas en une augmentation de frais de contrôle payables par le Groupe.

8.4 Droit de Sortie Conjointe

8.4.1 Autrement que suite à (i) une Cession Autorisée, (ii) l'Article 8.3.2, (iii) l'Article 8.5 (iv) la section 7.1 de tout Pacte d'Actionnaires, si KKR (l'"Actionnaire Cédant") propose de Céder des Titres (une "Cession Proposée") à toute Personne, alors KKR n'aura pas le droit de réaliser cette Cession Proposée sauf s'il est donné à chaque Actionnaire l'opportunité de participer à cette Cession Proposée en vendant jusqu'à un pourcentage de ses Titres Investis égal à la Proportion de Sortie Conjointe, ou en ce qui concerne PS LP et MV LP, uniquement, et à condition que l'Actionnaire Cédant propose de Céder 90% ou plus de ses Titres, jusqu'à 100% des Titres de PS LP ou de MV LP, selon le cas (le "Pourcentage de Sortie Conjointe") à des termes et conditions non moins favorables que ceux offerts à KKR, conformément à cet Article 8.4. KKR devra fournir à la Société et à chaque autre Actionnaire un avis écrit de cette Cession Proposée (l'"Avis de Sortie Conjointe").

8.4.2 L'Avis de Sortie Conjointe devra contenir:

(1) (A) le nombre de Titres qu'il est proposé de Céder ainsi; (B) le montant et la forme de la contrepartie proposée devant être reçue par l'Actionnaire Cédant par Titre ou la formule par laquelle cette contrepartie sera déterminée (et si telle contrepartie consiste en partie ou entièrement en biens autres qu'en numéraire, une estimation de bonne foi de la juste valeur de marché de cette contrepartie autre qu'en numéraire et les informations pertinentes relative à une telle contrepartie autre

qu'en numéraire); (C) dans la mesure où celle-ci est connue, l'identité du Cessionnaire ou des Cessionnaires proposés (le "Cessionnaire Proposé"); (D) la date proposée de Cession, si elle est connue; et (E) dans la mesure où celui-ci est connu, toute autre condition matérielle de la Cession Proposée (y compris, sans limitation, en lien avec toutes clauses restrictives, assurances et garanties devant être donnés par l'Actionnaire Cédant); et

(2) une invitation à chaque autre Actionnaire de faire une offre (tout Actionnaire choisissant de faire une telle offre étant un "Actionnaire de Sortie Conjointe" et, ensemble avec l'Actionnaire Cédant, les "Cédants de Sortie Conjointe") de participer à cette Cession Proposée en vendant au Cessionnaire Proposé le nombre de Titres détenus par cet Actionnaire de Sortie Conjointe, déterminé tel que prévu à l'Article 8.4.3 ci-dessous; et

(3) la date ne tombant pas moins de quinze Jours Ouvrables suivant la délivrance de l'Avis de Sortie Conjointe à la suite de quoi l'invitation mentionnée à l'Article 8.4.2 ci-dessus expirera (la "Limite de Sortie Conjointe" et la période commençant à la date de délivrance de l'Avis de Sortie Conjointe et se terminant à la Limite de Sortie Conjointe étant la "Période de l'Offre de Sortie Conjointe").

8.4.3 Chaque Actionnaire de Sortie Conjointe désirant exercer les droits de sortie conjointe prévus par cet Article 8.4 doit, durant la Période de l'Offre de Sortie Conjointe, remettre un avis (l'"Offre de Sortie Conjointe") à l'Actionnaire Cédant et à la Société indiquant son souhait d'exercer ses droits et spécifiant (A) le nombre de Titres qu'il souhaite Céder et (B) si la forme de contrepartie à recevoir par l'Actionnaire Cédant consiste en partie ou en totalité en actifs autre que des espèces ou des Titres Négociables ("Actifs Autres que Numéraires"), s'il souhaite recevoir une contrepartie dans la forme de ces Actifs Autres que Numéraires ou s'il souhaite recevoir un montant égal à la Valeur Equivalente en Numéraire de ces Actifs Autres que Numéraires. Chaque Actionnaire de Sortie Conjointe est en droit d'indiquer dans son Offre de Sortie Conjointe le nombre de Titres que cet Actionnaire de Sortie Conjointe souhaite vendre jusqu'à un nombre égal au (i) nombre total de Titres détenus par cet Actionnaire de Sortie Conjointe multiplié par (ii) le Pourcentage de Sortie Conjointe.

(1) "Valeur Equivalente Numéraire" est dans le cas d'une contrepartie différée, la valeur actuelle du droit de recevoir la contrepartie autre que numéraire en question ou, dans le cas d'une contrepartie payable autrement qu'en numéraire, la valeur monétaire de cette contrepartie à ce moment, déterminée de bonne foi par le Conseil de Bidco sur base d'une vente de cette contrepartie aux conditions assumées de pleine conscience. La détermination du Conseil de Bidco sera finale vis-à-vis du Cessionnaire de Cession Proposée, cependant, l'Actionnaire de Sortie Conjointe concerné peut contester la détermination par le Conseil de Bidco de la Valeur Equivalente Numéraire après le Conseil de Bidco et l'Actionnaire de Sortie Conjointe concerné devra collaborer de bonne foi afin de déterminer la Valeur Equivalente Numéraire. Si le Conseil de Bidco et l'Actionnaire de Sortie Conjointe concerné ne peuvent pas déterminer en collaboration la Valeur Equivalente Numéraire endéans les dix (10) Jours Ouvrables suivant la notification de l'Actionnaire de Sortie Conjointe au Conseil de Bidco de la constatation de l'Actionnaire de Sortie Conjointe de la détermination du Conseil de Bidco de la Valeur Equivalente Numéraire, le Conseil de Bidco nommera un expert d'évaluation indépendant non affilié parmi Ernst & Young LLP, Deloitte LLP, KPMG LLP et PricewaterhouseCoopers LLP afin de déterminer la Valeur Equivalente Numéraire et cette détermination sera finale et liera les Parties, sauf en cas de fraude, de malhonnêteté ou d'erreur manifeste. Les Vendeurs de Sortie Conjointe recevant des Actifs Autres que Numéraires supporteront les frais de l'expert d'évaluation indépendant, sauf si la Valeur Equivalente Numéraire déterminée par l'expert d'évaluation indépendant est égal ou inférieur à une somme égale à 110% de la Valeur Equivalente Numéraire déterminée par le Conseil de Bidco, dans ce cas (sauf en cas de fraude, de malhonnêteté ou d'erreur manifeste de la part de l'expert d'évaluation indépendant). Les Vendeurs de Sortie Conjointe supporteront les frais de l'expert d'évaluation indépendant. Si la Valeur Equivalente Numéraire déterminée par l'expert est supérieure à une somme égale à 110% de la Valeur Equivalente Numéraire déterminée par le Conseil de Bidco (sauf en cas de fraude, malhonnêteté ou d'erreur manifeste), les Vendeurs de Sortie Conjointe recevant des Actifs Non Numéraires payeront un montant égal à la différence entre la Valeur Equivalente Numéraire déterminée par l'expert d'évaluation indépendant et la Valeur Equivalente Numéraire déterminée par le Conseil de Bidco à l'Actionnaire de Sortie Conjointe concernée. Si la Valeur Equivalente Numéraire déterminée par l'expert d'évaluation indépendant est égale ou inférieure à une somme égale à 110% de la Valeur Equivalente Numéraire déterminée par le Conseil de Bidco (sauf en cas de fraude, de malhonnêteté ou d'erreur manifeste de la part de l'expert d'évaluation indépendant) il n'y aura pas d'ajustement de la Valeur Equivalente Numéraire payée à l'Actionnaire de Sortie Conjointe concerné.

8.4.4 Chaque Actionnaire de Sortie Conjointe qui ne fait pas d'Offre de Sortie Conjointe conformément aux dispositions ci-dessus et durant la Période d'Offre de Sortie Conjointe sera considéré comme ayant renoncé à tous ces droits d'Actionnaire de Sortie Conjointe relatifs à cette Cession Proposée, et l'Actionnaire Cédant et chaque autre Cédant de Sortie Conjointe sera, après l'expiration de la Période d'Offre de Sortie Conjointe, libre de Céder au Cessionnaire Proposé les Titres définis dans l'Offre de Sortie Conjointe et les Offres de Sortie Conjointe respectivement, conformément à l'Article 8.4, pour la même forme de contrepartie (sauf si un Cédant de Sortie Conjointe en décide autrement conformément à l'Article 8.4.3 à un prix n'étant pas supérieur au prix indiqué dans l'Avis de Sortie Conjointe et à d'autres termes et conditions qui ne sont pas substantiellement plus avantageux aux Cédants de Sortie Conjointe que ceux indiqués dans l'Avis de Sortie Conjointe). Afin d'être en droit d'exercer son droit de vendre des Titres au Cédant Proposé conformément à cet Article 8.4, et en particulier à l'Article 8.4.3 chaque Actionnaire de Sortie Conjointe doit accepter (i) de donner au Cessionnaire Proposé en ce qui concerne ces Titres d'Actionnaires de Sortie Conjointe des déclarations et des garanties équivalentes à celles données par l'Actionnaire Cédant en relation avec cette Cession, sous réserve que ces déclarations et garanties soient soumises aux limitations usuelles de responsabilité et par rapport à PS LP et MV LP sur une base solidaire et négocié sur une base équitable bona fide; et (ii) d'être sujet à des conventions, engagement, indemnités ou autres conventions de blocage affectant

une proportion au prorata de leurs Titres et/ou autres titres équivalents et autres engagement de sortie auxquels l'Actionnaire Cédant accepte d'être soumis. Chaque Vendeur de Sortie Conjointe sera responsable pour sa part proportionnelle des frais de conseil professionnel et de voyage et autres dépenses engagées proprement encourues pour le bénéfice de tous Vendeurs de Sortie Conjointe en relation avec la Cession Proposée sur base des bénéfices nets reçus ou à recevoir dans cette Cession Proposée dans la mesure où ils ne sont pas payés ou remboursés par le Cessionnaire Proposé.

8.4.5 L'offre de chaque Actionnaire de Sortie Conjointe contenue dans l'Offre de Sortie Conjointe de l'Actionnaire de Sortie Conjointe doit être inconditionnelle et irrévocable pour une durée de quinze (15) Jours Ouvrables et, dans la mesure où une telle offre est acceptée, cet Actionnaire de Sortie Conjointe sera lié et obligé de Céder dans le cadre de la Cession Proposée aux mêmes termes et conditions concernant chaque Titre Cédé, comme l'Actionnaire Cédant, jusqu'au nombre de Titres que cet Actionnaire de Sortie Conjointe a indiqué dans son Offre de Sortie Conjointe, qui peut être réduit conformément à l'Article 8.4.3, étant entendu que si les termes matériels de la Cession Proposée changent avec comme résultat que le prix par Titre sera inférieur aux prix indiqués dans l'Avis de Sortie Conjointe, la forme de la contrepartie sera différente ou d'autres termes et conditions (y compris les représentations et garanties) seront matériellement moins favorables aux Cédants de Sortie Conjointe que ceux indiqués dans l'Avis de Sortie Conjointe, chaque Actionnaire de Sortie Conjointe sera en droit de rétracter l'offre contenue dans son Offre de Sortie Conjointe par avis écrit à l'Actionnaire Cédant et suite à un tel retrait, sera libéré de ses obligations concernant une telle Offre de Sortie Conjointe.

8.4.6 Si un Actionnaire de Sortie Conjointe exerce ses droits de faire une Offre de Sortie Conjointe en vertu du présent Article 8.4 alors aucune vente de Titres de l'Actionnaire Cédant ne peut avoir lieu à moins que la réalisation de l'achat des Titres pour lesquels cette Offre de Sortie Conjointe ait été réalisée et eut lieu de façon concomitante à la réalisation de la vente des Titres de l'Actionnaire Cédant au Cessionnaire Proposé.

8.4.7 Si avant la réalisation de la Cession Proposée, les termes de la Cession Proposée changent avec comme résultat que le prix à verser dans la Cession Proposée est supérieur au prix par Titre indiqué dans l'Avis de Sortie Conjointe ou que les autres termes principaux de la Cession Proposée sont matériellement plus avantageux aux Cédants de Sortie Conjointe que ceux indiqués dans l'Avis de Sortie Conjointe, l'Avis de Sortie Conjointe sera nul et non avenu, et il sera nécessaire de fournir un Avis de Sortie Conjointe séparé à tous les Actionnaires, et les termes et conditions du présent Article 8.4 devront être respectés de façon séparée, afin de réaliser la Cession Proposée conformément au présent Article 8.4. De plus, si les Actionnaires de Sortie Conjointe n'ont pas réalisé la Cession Proposée avant la fin du 180<sup>e</sup> jour (cette période peut être prolongée afin d'obtenir toutes approbations réglementaires nécessaires) après la date de remise de l'Avis de Sortie Conjointe, chaque Actionnaire de Sortie Conjointe devra être libéré de ses obligations en vertu de l'Offre de Sortie Conjointe, l'Avis de Sortie Conjointe sera nul et non avenu, et il sera nécessaire de fournir un Avis de Sortie Conjointe séparé et les termes et conditions du présent Article 8.4 devront être respectés de façon séparée, afin de consommer la Cession Proposée conformément au présent Article 8.4, sauf si l'incapacité de réaliser la Cession Proposée est due à l'incapacité de l'un des Actionnaires de Sortie Conjointe de respecter les dispositions du présent Article 8.4.

## 8.5 Droit de Sortie Forcée

8.5.1 Nonobstant des dispositions contraires dans le présent Article 8, si KKR accepte une offre de vendre au moins 50% de ses Tires à une tierce partie bona fide à des conditions de marché normales et contre des espèces et/ou des Titres Négociables (ou une contrepartie non numéraire, à condition que les Managers du Groupe, PS LP et MV LP y aient consenti par écrit) (une "Transaction de Sortie Forcée"), alors KKR aura le droit de demander aux autres Actionnaires de Céder le Pourcentage de Sortie Forcée de leurs Titres au Cessionnaire aux mêmes termes et conditions que KKR et de remettre un avis écrit (un "Avis de Sortie Forcée Requis") concernant la Transaction de Sortie Forcée dès que possible avant la date la réalisation prévue d'une telle Transaction de Sortie Forcée à la Société et à tous les autres Actionnaires.

8.5.2 L'Avis de Sortie Forcée Requis devra contenir (i) le nom et l'adresse du Cessionnaire proposé, (ii) la contrepartie totale proposée devant être payée par le Cessionnaire proposé nette de toutes dépenses liées à la transaction (la "Contrepartie de Sortie Forcée") (et si telle contrepartie consiste en partie ou en totalité en contreparties autre que numéraire, KKR fournira l'information, dans la mesure raisonnablement disponible pour KKR, liées à cette contrepartie autre que numéraire), (iii) si elle est connue, la date proposée de la Cession, (iv) le nombre de Titres à Céder par chaque Actionnaire, et (v) dans la mesure connue, tous autre termes substantiels connus de la Transaction de Sortie Forcée (y compris, sans limitation, concernant tous les engagements, déclarations et garanties à donner par KKR).

8.5.3 Tout autre Actionnaire (un "Actionnaire de Sortie Forcée"), après réception d'un Avis de Sortie Forcée Requis, aura l'obligation de vendre un pourcentage de ses Titres ou autres intérêts dans le Groupe égal à la fraction, exprimée comme un pourcentage, déterminée en divisant le nombre de Titres proposés à la vente par KKR par le nombre de Titres détenus par KKR à la date de l'Avis de Sortie Forcée Requis, ou par rapport à PS LP et MV LP, seulement, et pour autant que KKR accepte une offre de vendre 90% ou plus de ses Titres dans la Transaction de Sortie Forcée, 100% des Titres de PS LP ou MV LP, selon le cas (le "Pourcentage de Sortie Forcée") aux termes et conditions indiqués dans l'Avis de Sortie Forcée Requis. Chaque Actionnaire de Sortie Forcée sera en plus obligé (i) de participer à la Transaction de Sortie Forcée envisagée par l'Avis de Sortie Forcée Requis (ii) de voter ses Titres en faveur de la Transaction de Sortie Forcée à toute assemblée des Actionnaires appelée à voter ou à approuver la Transaction de Sortie Forcée et/ou de fournir une procuration à KKR afin de voter ces Titres de cet Actionnaire de Sortie Forcée en faveur de la Transaction de Sortie Forcée et/ou de consentir par écrit à la Transaction de Sortie Forcée (iii) de renoncer à tous droits de dissension ou d'évaluation en relation avec la Transaction de Sortie Forcée, (iv) de conclure des accords concernant la Transaction de Sortie Forcée et d'accepter (en ce qui le concerne) de (x) donner les représentations et garanties équivalentes au Cessionnaire proposé concernant les Titres

de l'Actionnaire de Sortie Forcée que celles données par KKR en relation avec cette Cession, pour autant que ces représentations et garanties soient soumises aux limitations de représentation usuelles et par rapport à PS LP et MV LP sur une base équitable et négociée sur une base équitable bona fide, et (y) être sujet à des conventions, engagements, indemnités ou autres conventions de blocage (sous réserve de limitations de responsabilité équivalentes) que ceux auxquels KKR accepte d'être soumis. Le défaut par PS LP, MV LP ou tout Manager du Groupe d'entreprendre les étapes décrites au présent Article 8.5.3 n'empêchera pas la réalisation d'une Transaction de Sortie Forcée sans plus de formalités. PS LP, MV LP et chacun des Managers du Groupe donnent par les présents des procurations y compris des autorisations expresses, et s'engagent à ne pas révoquer ces procurations, au Gérant Commandité ou à son successeur afin de signer toutes procurations aux fins d'une réunion devant notaire adoptant une telle Transaction de Sortie Forcée et de signer les documents de réalisation et/ou de signer ou de signifier les autres documents que signe KKR dans le contexte d'une telle Transaction de Sortie Forcée (pour ce qui est d'un Manager du Groupe détenant des Actions de Catégorie C, cependant, ces procurations n'incluront pas le pouvoir d'exercer des droits de vote au nom de ce Manager du Groupe en ce qui concerne les Actions qu'il détient). Si à la fin du 180<sup>e</sup> jour suivant la date de signification de l'Avis de Sortie Forcée Requis (cette période pouvant être prolongée afin d'obtenir les autorisations réglementaires nécessaires), KKR n'a pas achevé la Transaction de Sortie Forcée, alors l'Avis de Sortie Forcée Requis sera nul et non avenu, chaque Actionnaire de Sortie Forcée devra être libéré de ses obligations en vertu de l'Avis de Sortie Forcée Requis et il sera nécessaire de fournir un Avis de Sortie Forcée Requis séparé et les termes et conditions du présent Article 8.5 devront être respectés de façon séparée, afin de réaliser toute Transaction de Sortie Forcée. Afin d'éviter tout doute, si avant la réalisation de la Transaction de Sortie Forcée, les termes de la Transaction de Sortie Forcée changent, ces termes changés seront applicables à tous les Actionnaires participant à la Transaction de Sortie Forcée.

8.5.4 Tous les honoraires de conseillers professionnels et de dépenses de voyage ou d'autres dûment encourues en relation avec cette Transaction de Sortie Forcée, dans la mesure où ils ne sont pas déduits de la Contrepartie de Sortie Forcée, seront payés par les Actionnaires au pro rata des bénéficiaires nets devant être reçus par cet Actionnaire dans la mesure où ils ne sont pas payés ou remboursés par un membre du Groupe ou le Cessionnaire.

#### 8.6 Autres restrictions à la Cession

8.6.1 En plus des autres restrictions à la Cession contenues dans les présents, sans l'accord du Gérant Commandité, aucun Actionnaire ne peut céder des Titres:

- (1) à toute Personne ne possédant pas le droit, le pouvoir ou la capacité juridique de détenir ces Titres;
- (2) si une telle Cession requiert l'enregistrement ou autre qualification de tels Titres en application des lois sur les instruments financiers applicables;
- (3) si une telle Cession pourrait avoir des conséquences matérielles défavorables d'un point de vue fiscal pour la Société ou tout Actionnaire;
- (4) pour la période durant laquelle la Société est un partnership pour les besoins de l'impôt sur le revenu fédéral américain, si une telle Cession est effectuée au travers d'un "marché de titres établi" (established securities market) ou d'un "marché secondaire" (ou son équivalent substantiel) (secondary market (or the substantial equivalent thereof)) dans le sens de la Section 7704 de l'IRC ou qu'une telle Cession implique que la Société soit considérée comme étant une société dont les titres sont admis à la négociation publique (publicly traded partnership), ce terme ayant la signification qui lui est donné dans les Sections 469(k)(2) ou 7704(b) de l'IRC et les règlements promulgués en application de celle-ci (sauf si (A) une telle Cession n'est pas prise en compte pour déterminer si les intérêts de la Société peuvent être échangés sur un marché secondaire ou son équivalent substantiel en vertu de la Section 1.7704-1 des U.S. Treasury Regulations (à l'exception de sa Section 1.7704-1(e)(1)(x)) ou (B) les Actionnaires déterminent que la Société remplira les exigences de la Section 1.7704-1(h) des U.S. Treasury Regulations à tout moment de l'année fiscale de ladite Cession); ou
- (5) si de l'avis raisonnable du Gérant Commandité, la Cession exige le consentement préalable de toute agence réglementaire et un tel consentement n'a pas été obtenu.

8.6.2 Sauf autrement approuvé par le Gérant Commandité, aucune Cession ne peut être effectuée ou enregistrée dans les bilans et registres de la Société à moins que le Cédant ne fournisse à la Société un avis de ladite Cession, comprenant une copie intégralement signée de toute la documentation et des accords liés à la Cession et tous accords ou autres documents requis par les présents Statuts, y compris l'accord écrit (tel que requis conformément à la section 5.6 de tout Pacte d'Actionnaires) du Cessionnaire afin d'être lié par les termes de tout Pacte d'Actionnaires et d'assumer toutes les obligations de l'Actionnaire cédant selon tout Pacte d'Actionnaires concernant les Titres qui font l'objet de la Cession.

8.6.3 Afin d'éviter tout doute, les dispositions de cet Article 8 s'appliquent à, et aucun Actionnaire ne tentera (et chaque Actionnaire devra s'assurer que ses Affiliés ne tentent pas) d'éviter ou de contourner les dispositions des présents Statuts en faisant, (i) toute Cession indirecte de toute participation dans les Titres ou la Cession de toute participation dans un Actionnaire ou tout autre société parent représentant une participation directe ou indirecte dans les Titres, ou (ii) toute Cession (ou Cessions) de toute participation dans les Titres à un ou plusieurs cessionnaires et alors disposant de toutes les portions de la participation directs ou indirects de cet Actionnaire ou Affilié dans cette(ces) Cession(s). Afin d'éviter tout doute, une Cession d'une participation de société en commandite (limited partnership interest) dans une commandite (partnership) qui détient directement ou indirectement des Titres ne sera pas considérée comme une Cession de Titres aussi longtemps que la commandite (partnership) n'a pas été formée pour le seul besoin de détenir des Titres ou détient des actifs substantiels autres que des Titres.



## 8.7 Réorganisation

8.7.1 A tout moment, y compris avant ou après une Offre Publique ou un refinancement ou une recapitalisation du Groupe ou concernant toute Cession de toute participation dans la Société ou tout autre membre du Groupe conformément aux documents constitutionnels de la Société, KKR peut, après avoir examiné les exigences fiscales raisonnables des Actionnaires et des Managers du Groupe et effectué des efforts raisonnables afin de les prendre compte, peut entreprendre, et peut causer PS LP, MV LP, tout membre du Groupe et tout Manager du Groupe à entreprendre, toutes actions nécessaires, appropriées, ou désirables, (i) de liquider ou dissoudre, (ii) fusionner ou dé-fusionner et/ou (iii) réorganiser, recapitaliser ou autrement restructurer tout membre du Groupe (chacune une "Transaction de Réorganisation"), dans chaque cas, de façon à optimiser la structure sociétale de façon appropriée au regard des conseils fiscaux, juridiques ou professionnels reçus par le Groupe.

8.7.2 Concernant toute Transaction de Réorganisation, KKR est en droit de demander à chaque Actionnaire qu'il échange, convertisse, ou intervertisse ses Titres en titres d'une autre entité juridique; étant entendu qu'une telle transaction ne devra pas, dans la mesure légalement possible, affecter de façon négative les droits ou la position économique, y compris le traitement fiscal, d'un tel Actionnaire d'une manière substantielle. Dans ce cas, toutes les dispositions des présents Statuts et de tout document relatif à tout Pacte d'Actionnaires doivent continuer à s'appliquer de façon substantielle à ces nouveaux titres, sous réserve des dispositions légales obligatoires, et seront modifiées en conséquence.

## 8.8 Sortants

8.8.1 Le présent Article 8.8.1 s'applique lorsqu'un Manager du Groupe cesse pour toute raison d'être un employé ou un Directeur, ou consultant, d'un membre du Groupe et ne continue pas en tant qu'employé ou Directeur, ou consultant, de tout autre membre du Groupe (un tel employé, Directeur ou consultant étant un "Sortant" et la date à laquelle il devient un Sortant, sa "Date de Sortie"). Le droit à l'acquisition des Actions Sweet Equity du Manager du Groupe et les droits aux informations du Manager du Groupe concerné et, sauf pour les Managers du Groupe détenant des Actions de Catégorie C, des droits de vote relatifs aux Actions Ordinaires de ce Manager du Groupe cessent au-delà de ces droits requis par la loi applicable sur la date d'avis de fin de l'emploi ou conseil de ce Sortant est donnée par ou à ce Sortant (la "Date d'Avis de Cessation").

(1) Un "Bon Sortant" sera un Sortant qui aura été soit désigné comme tel par le Comité de Rémunération à sa seule discrétion comme étant un Bon Sortant ou qui devient un Bon Sortant suite à (A) une retraite volontaire à l'âge normal de retraite ou au-delà, (B) décès, (C) détérioration physique ou mentale permanente qui empêche le Sortant de poursuivre son emploi normal ou (D) le licenciement par l'employeur sans Cause.

(2) Un "Mauvais Sortant" sera un Sortant qui n'est pas un Bon Sortant.

(3) "Cause" signifie, concernant un Manager du Groupe dont le Groupe a mis fin à l'emploi, (A) une violation matérielle par ce Manager du Groupe des présents Statuts ou des termes et conditions de tout Pacte d'Actionnaires (y compris, sans limitation, tout transfert de Titres non autorisé ou une violation matérielle des dispositions de non-concurrence ou de non-sollicitation), pour laquelle, il est possible d'y remédier, et n'est pas remédié par le Sortant à la satisfaction de KKR (agissant raisonnablement) endéans les soixante (60) jours à partir du moment où les Parties sont mises au courant de cette violation substantielle, (B) la perpétration de ce Manager du Groupe de tout acte de malhonnêteté ou de fraude ou de mauvaise conduite similaire par rapport à tout membre du Groupe ou toute Partie, (C) tout abus intentionnel ou faute intentionnelle d'un tel Manager du Groupe qui a été préjudiciable aux affaires du Groupe ou a entraîné le Groupe dans la disgrâce ou le discrédit, (D) la perpétration par un tel Manager du Groupe d'un délit, crime ou acte criminel en vertu du droit applicable, à l'exception des infractions routières qui sont soumis à une enquête gouvernementale, ou résulte à toute imposition de toute amende civile ou criminelle, pénalité, ou d'autre conséquence adverse, (E) la perpétration par un tel Manager du Groupe de tout acte ou actes qui, en vertu des dispositions du contrat de travail de tel Manager du Groupe avec le Groupe (le cas échéant) ou la loi applicable, permettrait le licenciement avec effet immédiat.

(4) "Juste Valeur de Marché" sera la valeur de marché des Titres d'un Sortant déterminée de bonne foi par le Comité de Rémunération sur la base d'une vente supposée dans des conditions de concurrence normale de tous les titres dans le Groupe entre deux parties consentantes et ignorant (A) toutes restrictions de cession sur les Titres du Sortant, (B) que les Titres de ce Sortant représentent soit une minorité soit un intérêt majoritaire et (C) l'impact de la cessation de l'emploi, le poste de directeur ou de consultant du Sortant. Le Sortant concerné peut contester la détermination du Comité de Rémunération de la Juste Valeur de Marché à la suite de quoi le Comité de Rémunération et le Sortant concerné devront collaborer de bonne foi afin de déterminer la Juste Valeur de Marché. Si le Comité de Rémunération et le Sortant concerné ne peuvent pas déterminer en collaborant la Juste Valeur de Marché endéans les 10 Jours Ouvrables à partir de la notification du Sortant concerné au Comité de Rémunération de la contestation du Sortant de la détermination du Comité de Rémunération de la Juste Valeur de Marché, le Comité de Rémunération nommera un expert d'évaluation indépendant affilié parmi Ernst & Young LLP, Deloitte LLP, KPMG LLP et PricewaterhouseCoopers LLP de déterminer la Juste Valeur Marchande et cette détermination sera finale et liera les Parties, sauf en cas de fraude, de malhonnêteté ou d'erreur manifeste. Un membre du Groupe supportera les frais de l'expert d'évaluation indépendant, sauf si la Juste Valeur de Marché déterminée par l'expert d'évaluation indépendant est égale ou inférieure à une somme égale à 110% de la Juste Valeur de Marché déterminée par le Comité de Rémunération, dans ce cas (sauf en cas de fraude, de malhonnêteté ou d'erreur manifeste de la part de l'expert d'évaluation indépendant) le Sortant concerné supportera les coûts de cet expert d'évaluation indépendant.

(5) "Portion Non Investie" sera les Actions Sweet Equity du Sortant qui est considérée ne pas avoir été Investi à la Date de l'Avis de Cessation.

(6) "Portion Investie" sera la portion du Titre du Sortant qui est considérée ne pas avoir été Investie à la Date de l'Avis de Cessation.

(7) Un Titre d'un Manager du Groupe "Investit" proportionnellement à 1,66% chaque mois complet suivant la date de Réalisation jusqu'à ce que ces Actions Sweet Equity soient Investis à 100% au cinquième anniversaire de la Réalisation, pour cela, par exemple, si une Date d'Avis de Cessation d'un Sortant tombe le premier anniversaire de la Réalisation, 20% de ses Action de Sweet Equity seront considérées comme étant "Investis" et 80% seront considérés comme étant "Non Investis" et si une Date d'Avis de Cessation du Sortant tombe après le cinquième anniversaire de la Réalisation, 100% de ses Actions Sweet Equity seront considérées comme étant Investis. Afin d'éviter tout doute, des Actions Sweet Equity d'un Manager du Groupe seront considérées comme étant complètement Investies immédiatement avant la réalisation (i) d'une OPA; (ii) d'une Transaction de Changement de Contrôle ou (iii) une Fusion. En ce qui concerne tout Manager du Groupe qui n'est pas un Manager Exécutif, si ce Manager du Groupe acquiert, ou émet des Actions Sweet Equity, après la Réalisation, toutes les références de "Réalisation" dans cet Article 8.8.1 sera considéré comme étant remplacé avec les mots "la date d'acquisition ou de la souscription du Manager du Groupe pour les Actions Sweet Equity concernées".

8.8.2 Le Gérant Commandité peut, à sa seule discrétion et à tout moment suivant la Date d'Avis de Cessation, communiquer un avis par écrit au Sortant et, le cas échéant, aux Cessionnaires Autorisés de ce Sortant, requérant ce Sortant et, le cas échéant, les Cessionnaires Autorisés de ce Sortant, de transférer toutes les Titres et les Actions de Catégorie C détenues par ce Sortant et, le cas échéant, les Cessionnaires Autorisés de ce Sortant (les "Titres Rachetés"), à une ou plusieurs personnes désignées par le Gérant Commandité (autre que la Société) (le "Droit de Rachat"). Les Actionnaires Commanditaires consentent à ce que le Gérant Commandité puisse communiquer un tel avis au nom de la(des) personne(s) désignée(s) et pour une Cession de Titres Rachetés à cette(ces) personne(s) désignée(s) par le Gérant Commandité conformément à cet Article 8. Tous Titres Rachetés Cessibles à la(les) personne(s) désignée(s) par le Gérant Commandité conformément à cet Article 8 seront finalement Cédés, sur les instructions du Comité de Rémunération, à (i) un ou plusieurs Managers du Groupe; ou (ii) le Trustee à condition que si le Comité de Rémunération ne donne pas cette instruction pour ce qui est des Titres Rachetés, ces Titres Rachetés seront immédiatement alloués avant une Transaction de Changement de Contrôle, une OPA ou une Distribution aux Actionnaires à la suite d'une Dissolution aux Managers du Groupe au pro rata de leur Pourcentage de Titre (calculé si l'on ne tient pas compte de tout Actionnaire qui n'est pas un Manager du Groupe).

8.8.3 Le prix à payer pour les Titres Rachetés sera payé en numéraire et sera:

(1) en cas de Bon Sortant, (A) pour la Portion Investie des Actions Sweet Equity du Sortant, de la Juste Valeur de Marché de ces Titres à la Date d'Avis de Cessation, (B) pour la Portion Non Investie de l'Action Sweet Equity du Sortant, le prix de souscription ou le prix d'acquisition (selon le cas) le plus bas de ces Titres et de la Juste Valeur de Marché de ces Titres à la Date d'Avis de Cessation; et (C) pour les Actions de Catégorie C, le prix de souscription de ces Titres; et

(2) en cas de Mauvais Sortant, (A) pour les deux Portions Investies et la Portion Non Investie de l'Action Sweet Equity du Sortant, le prix de souscription ou le prix d'acquisition le plus bas (selon le cas) de ces Titres et la Juste Valeur de Marché de ces Titres à la Date d'Avis de Cessation, et (B) pour les Actions de Catégorie C, le prix de souscription de ces Titres.

8.8.4 Pour la période débutant à la Date de Cessation pertinente et se terminant à la date tombant dix-huit (18) mois plus tard, si, après qu'un Manager du Groupe a été traité comme Bon Sortant ce Manager du Groupe commet une violation de la section 6.2 de tout Pacte d'Actionnaires, alors le Manager du Groupe peut être requalifié par le Gérant Commandité en Mauvais Sortant, le cas échéant et, si les Titres de cet Manager du Groupe ont déjà été rachetés, alors le Manager du Groupe (ou le Cessionnaire Autorisé de ce Manager du Groupe) devra rembourser l'excès du prix de rachat payé pour les Titres rachetés moins tout montant de taxation qui a été ou sera réellement payé par le Manager du Groupe sur e prix de rachat excédentaire qu'il a reçu. Si durant la période débutant à la Date de Cessation concernée et se terminant à une date tombant dix-huit (18) mois plus tard, après qu'un Manager du Groupe a été traité comme Mauvais Sortant un tribunal ou une cour considère (ou ce qui a été convenu) qu'un Manager du Groupe a quitté son emploi dans des circonstances constituant un licenciement déguisé (ou que cet Manager du Groupe a été licencié sans Cause) alors le Manager du Groupe sera traité comme un Bon sortant, et le Sortant recevra l'excès du prix (tel que déterminé par l'Article 8.8.3(1) pour de tels Titres). Afin d'éviter tout doute, suivant la période se terminant à la date tombant dix-huit (18) mois après la Date de Cessation concernée le Comité de Rémunération ne sera plus en droit de requalifier un Manager du Groupe en Bon Sortant (sauf si un tribunal ou une court trouve ultérieurement que le Manager du Groupe a quitté son emploi dans des circonstances constituant un licenciement déguisé ou que ce Manager du Groupe ait été injustement ou illégalement licencié, dans chaque cas, conformément à une procédure d'un tribunal ou d'une court commencé endéans dix-huit (18) mois à partir de la Date de Cessation) ou un Mauvais Sortant.

8.8.5 Si un Manager Exécutif est:

(1) soit (A) un avis de fin de contrat lui est donné et il est considéré comme un Bon Sortant ou (B) décède ou souffre de détérioration physique ou mentale permanente qui empêche le Sortant de suivre un emploi normal de Sortant, alors ce Sortant peut, endéans douze (12) mois depuis la Réalisation, à son entière discrétion, requérir le Trustee d'acheter des Actions de Catégorie B et des Instruments détenus par ce Sortant et, si applicable, des Cessionnaires Autorisés de ce Sortant; et

(2) un Sortant, que le Gérant Commandité peut, endéans douze (12) mois après la Réalisation, à sa seule discrétion, requérir ce Sortant et, si applicable, des Cessionnaires Autorisés de ce Sortant de céder les Actions de Catégorie B et des Instruments détenus par ce Sortant à la personne désignée par le Gérant Commandité (n'étant pas la Société),

dans chaque cas, en ce qui concerne les Actions de Catégorie B à leur prix de souscription plus un montant équivalent à un intérêt de 10% (ce montant étant calculé comme si l'intérêt qui avait augmenté durant la même période et ces Actions de Catégorie B ont été des Instruments avec une valeur principale égale à leur prix de souscription totale) calculé jusqu'à la date à laquelle ce Sortant reçoit le paiement en numéraire pour ces Actions de Catégorie B et par rapport aux Instruments à un montant égal à leur prix de souscription plus le Rendement jusqu'à la date à laquelle ce Sortant reçoit le paiement en numéraire pour ces Instruments.

#### **9. Gérance.**

9.1 La Société sera gérée par Figaro Capital S.à r.l. en sa qualité d'unique Actionnaire Commandité (le "Gérant Commandité").

9.2 Le Gérant Commandité a le pouvoir d'entreprendre toute action nécessaire ou utile pour réaliser les objets de la Société, à l'exception de ceux réservés par la Loi Luxembourgeoise ou les Statuts à l'Assemblée Générale des Actionnaires ou le Conseil de Surveillance.

9.3 Le Gérant Commandité peut être révoqué uniquement en cas de fraude, de grosse négligence ou de faute volontaire par le biais d'une résolution des Actionnaires prise conformément à l'Article 14.5.

9.4 En cas de décès, d'incapacité juridique ou d'incapacité d'agir du Gérant Commandité, il ne sera pas mis fin à la Société et le Conseil de Surveillance peut nommer un administrateur, qui pourra être ou ne pas être un Actionnaire, qui devra adopter des mesures urgentes et celles de la gestion ordinaires jusqu'à ce qu'une Assemblée Générale des Actionnaires soit tenue. Tout administrateur réunira une Assemblée Générale des Actionnaires conformément aux Statuts endéans quinze jours suivant sa nomination. Un administrateur ne sera responsable que pour l'exécution de son mandat.

**10. Représentation.** Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des présents Statuts, la Société est valablement liée ou représenté vis-à-vis des tiers par:

10.1 le Gérant Commandité, agissant par la signature son représentant légal ou ses représentants légaux;

10.2 l'unique signature de toute autre personne à qui ce pouvoir a été délégué conformément aux Articles 10.1 ou

11.1 dans la mesure à ce pouvoir lui a été délégué.

#### **11. Délégation de pouvoirs.**

11.1 Le Gérant Commandité pourra déléguer n'importe lesquels de ses pouvoirs pour accomplir des tâches spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc et retirer tout mandat et devra déterminer les pouvoirs et responsabilités de tel mandataire ainsi que sa rémunération (le cas échéant), la durée de la période de représentation et toutes les autres conditions pertinentes de son mandat.

11.2 Aucun pouvoir ne pourra être délégué par le Gérant Commandité à un Actionnaire Commanditaire et aucun Actionnaire Commanditaire ne pourra représenter la Société.

#### **12. Responsabilité des actionnaires.**

12.1 L'Actionnaire Commandité sera solidairement responsable avec la Société des passifs de la Société dans la mesure requise par la Loi Luxembourgeoise, y compris l'article 102 de la Loi de 1915.

12.2 Les Actionnaires Commanditaires n'agiront pas au nom de la Société autrement qu'en exerçant leurs droits en tant qu'actionnaires lors des assemblées générales de la Société et seront tenus uniquement du paiement à la Société de la valeur paire, et de toute prime d'émission payable, sur les Actions qu'ils détiennent respectivement dans la Société (dans la mesure où elles n'ont pas encore été payées).

#### **13. Conseil de surveillance.**

13.1 Les affaires de la Société et sa situation financière, y compris plus particulièrement ses livres et comptes, seront supervisées par un conseil de surveillance composé d'au moins trois membres, qui n'ont pas besoin d'être Actionnaires (le "Conseil de Surveillance").

13.2 Pour accomplir ses obligations de supervision, le Conseil de Surveillance aura les pouvoirs d'un commissaire aux comptes, tels que définis à l'article 62 de la Loi de 1915.

13.3 Les membres du Conseil de Surveillance (chacun un "Membre du Conseil de Surveillance") ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société mais peuvent conseiller le Gérant Commandité sur les points que le Gérant Commandité peut déterminer.

13.4 Les membres du Conseil de Surveillance ne recevront aucune compensation en rapport avec leur appartenance au Conseil de Surveillance mais auront droit au remboursement de toutes les dépenses en relation avec cette appartenance.

13.5 Les membres du Conseil de Surveillance seront désignés par Résolution des Actionnaires pour une durée maximale de six ans conformément avec les dispositions de tout Pacte d'Actionnaires. Dans le cas où un membre du Conseil de Surveillance est élu sans indication de durée, il sera réputé avoir été élu pour une durée de 6 ans à partir de la date de sa

nomination. Les membres du Conseil de Surveillance sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par Résolution des Actionnaires. Ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs aient été nommés.

13.6 Dans l'hypothèse où le nombre total des membres du Conseil de Surveillance deviendrait inférieur à trois, le Gérant Commandité sera tenu de convoquer immédiatement une Assemblée des Actionnaires afin de combler ces postes vacants.

13.7 Les réunions du Conseil de Surveillance ("Réunions du Conseil de Surveillance") pourront être convoquées par tout Membre du Conseil de Surveillance. Le Conseil de Surveillance désignera l'un des Membres du Conseil de Surveillance comme Président.

13.8 Les convocations de toute réunion du Conseil de Surveillance seront délivrées par lettre, fax ou e-mail adressés à tous les membres au moins cinq jours avant la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de l'urgence sera précisée dans la convocation. La convocation indiquera la date et l'endroit de la réunion et contiendra l'ordre du jour.

13.9 Les Membres du Conseil de Surveillance pourront valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil de Surveillance sans respecter tout ou partie des exigences et formalités de convocation si tous les Membres du Conseil de Surveillance ont renoncé aux exigences et formalités de convocation en cause soit par écrit, soit, lors de la Réunion du Conseil de Surveillance concerné, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

13.10 Un Membre du Conseil de Surveillance peut nommer tout autre Membre du Conseil de Surveillance (mais pas toute autre personne) afin qu'il agisse comme son représentant (un "Représentant du Membre du Conseil de Surveillance") lors d'une Réunion du Conseil de Surveillance pour participer, délibérer, voter et accomplir toutes ses fonctions en son nom lors de cette Réunion du Conseil de Surveillance. Un Membre du Conseil de Surveillance peut agir en tant que représentant pour plus d'un Membre du Conseil de Surveillance lors d'une Réunion du Conseil de Surveillance à condition que (sans préjudice de toutes exigences de quorum) au moins deux Membres du Conseil de Surveillance sont présents physiquement lors de la Réunion du Conseil de Surveillance tenue en personne ou participent en personne à la Réunion du Conseil de Surveillance tenue en vertu de l'Article 13.11. En cas d'égalité des voix, le Président aura une seconde voix ou une voix prépondérante.

13.11 Le Conseil de Surveillance peut uniquement délibérer et valablement prendre des décisions que si au moins la moitié des Membres du Conseil de Surveillance sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil de Surveillance sont adoptées à la majorité simple des Membres du Conseil de Surveillance présents ou représentés.

13.12 Un Membre du Conseil de Surveillance ou son Représentant du Membre du Conseil de Surveillance pourront valablement participer aux Réunions du Conseil de Surveillance par le moyen de vidéoconférence ou de télécommunication permettant l'identification de chaque Membre du Conseil de Surveillance participant. Ces moyens doivent avoir des caractéristiques techniques qui assurent une participation effective à la réunion permettant à toutes les personnes de prendre part à la réunion afin de communiquer de façon continue les unes avec les autres et de participer effectivement à la réunion. Une personne participant de cette manière sera réputée présente à la réunion et sera comptée dans le quorum et autorisée à voter. Sous réserve de la Loi Luxembourgeoise, toutes les affaires traitées de cette manière par le Conseil de Surveillance, seront, pour les besoins des présents Statuts, réputées valables et effectivement examinées lors d'une Réunion du Conseil de Surveillance, nonobstant le fait qu'un nombre inférieur de Membres du Conseil de Surveillance (ou leurs représentants) tels que requis pour constituer un quorum aient été physiquement présents au même endroit. Une réunion tenue de cette façon est réputée avoir été tenue au Siège Social.

13.13 Une résolution écrite signée par tous les Membres du Conseil de Surveillance (ou s'agissant de tout Membre du Conseil de Surveillance, son Représentant du Membre du Conseil de Surveillance) seront effectives et valables que si elles avaient été adoptées lors d'une Réunion du Conseil de Surveillance dûment convoquée et tenue et peut consister en un ou plusieurs documents ayant le même contenu signés par ou au nom d'un ou plusieurs Membre du Conseil de Surveillance concernés.

13.14 Les procès-verbaux d'une Réunion du Conseil de Surveillance seront signés et des extraits de ces procès-verbaux d'une Réunion du Conseil de Surveillance peuvent être certifiés par tout Membre du Conseil de Surveillance présent à la Réunion.

#### **14. Résolutions des actionnaires.**

14.1 L'Assemblée Générale des Actionnaires a les pouvoirs qui lui sont dévolus par ces Statuts ou les Lois, et n'aura aucun pouvoir réservé au Gérant Commandité par la Loi. Comme prévu par l'article 111 de la Loi de 1915, l'Assemblée Générale des Actionnaires pourra adopter et ratifier les mesures affectant les intérêts de la Société vis-à-vis des tiers ou modifiant les Statuts uniquement avec l'accord du Gérant Commandité (sous réserve des dispositions de l'article 9.3).

14.2 Chaque Actionnaire a droit à un vote pour chaque Action dont il est le détenteur.

14.3 Sous réserve de la Loi de 1915 des Articles 14.41, 14.6 et 177, les Résolutions des Actionnaires ne sont valables que si elles sont adoptées par une majorité des voix exprimées, quel que soit le nombre d'Actions représentées.

14.4 Les Actionnaires ne pourront pas changer la nationalité de la Société ou obliger un des Actionnaires à augmenter ses engagements envers la Société sans un vote unanime des Actionnaires.

14.5

14.5.1 Une Assemblée Générale des Actionnaires convoquée aux fins de modifier toute disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si (a) au moins la moitié des Actions est représentée et (b) l'ordre du jour indique les modifications proposées aux Statuts et, lorsqu'applicable, le texte de ces modifications relatif à l'objet social ou la forme de la Société

14.5.2 Si la première des conditions de l'Article 14.5.1 n'est pas remplie, une seconde assemblée peut être convoquée, de la manière décrite dans les Statuts ou la Loi de 1915. Cette convocation devra reproduire l'ordre du jour et indiquer la date et les résultats de la précédente assemblée générale. La seconde assemblée générale délibère valablement indépendamment de la proportion d'Actions représentées.

14.5.3 Lors des deux assemblées générales, les résolutions, afin d'être adoptées, devront être adoptées par au moins deux tiers des votes exprimés. Les votes exprimés ne devront pas inclure les votes attachés aux Actions à l'égard desquelles l'Actionnaire n'a pas pris part au vote ou qui s'est abstenu ou a émis un vote blanc ou invalide.

14.6 Une Assemblée Générale des Actionnaires peut valablement délibérer et prendre des décisions sans se conformer à tout ou partie des exigences et formalités de convocation si tous les Actionnaires ont renoncé auxdites exigences et formalités de convocation soit par écrit, soit lors de l'Assemblée Générale des Actionnaires concernée, en personne ou par un représentant autorisé.

14.7 Un Actionnaire peut être représenté à une Assemblée Générale des Actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou e-mail ou tous autres moyens similaires) un mandataire qui ne doit pas nécessairement être un Actionnaire.

14.8 Chaque Actionnaire peut voter par le biais de formulaires de vote de la manière indiquée dans la convocation en relation avec une Assemblée Générale. Les Actionnaires peuvent seulement utiliser les formulaires de vote fournis par la Société et qui contiennent au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour, la proposition soumise à la décision de l'assemblée, ainsi que pour chaque proposition trois cases permettant aux Actionnaires de voter en faveur, ou contre ou de s'abstenir de voter sur chaque résolution proposée en cochant la case appropriée. Les formulaires de vote qui ne contiennent pas les mentions en faveur de, contre la résolution ou abstention devront être nuls. La Société ne prendra en compte que les formulaires reçus trois (3) jours avant l'Assemblée Générale des Actionnaires pour lesquels ils sont émis et qui sont conformes aux exigences mentionnées sur la convocation.

14.9 Les Actionnaires sont autorisés à participer aux Assemblées Générales des Actionnaires par vidéoconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et sont réputés être présents pour le calcul du quorum et des conditions de majorité et de vote. Ces moyens doivent avoir des caractéristiques techniques qui assurent une participation effective aux assemblées pendant lesquelles les délibérations doivent être continues sans interruption.

14.10 Le Gérant Commandité a les pouvoirs et obligations d'ajourner une Assemblée Générale des Actionnaires comme prévu par la Loi de 1915.

14.11 L'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société annuelle est tenue le premier mardi de septembre à 13:00 chaque année dans la ville de Luxembourg.

14.12 Le Gérant Commandité et le Conseil de Surveillance peuvent convoquer une Assemblée Générale des Actionnaires. Ils seront obligés de la convoquer pour qu'elle soit tenue dans le mois si des Actionnaires représentant un dixième du capital social le demandent par écrit en indiquant l'ordre du jour.

14.13 Les convocations de chaque Assemblée Générale des Actionnaires devront comporter un ordre du jour et faire l'objet d'une annonce publiée deux fois à au moins un intervalle de huit jours et huit jours avant l'Assemblée Générale des Actionnaires dans le Mémorial C et dans un journal luxembourgeois. Les convocations envoyées par courrier devront être envoyées huit jours avant l'assemblée générale aux Actionnaires enregistrés, mais il n'est pas requis de prouver que cette formalité a été accomplie. Lorsque les Actions sont nominatives, les convocations peuvent seulement être faites par lettres recommandées.

14.14 Un ou plusieurs Actionnaires qui détiennent ensemble au minimum dix pour cent du capital social souscrit peut/peuvent demander l'ajout d'un ou plusieurs sujets à l'ordre du jour de toute Assemblée Générale des Actionnaires. Une telle demande devra être envoyée au Siège Social par lettre recommandée, cinq jours au moins avant l'assemblée générale.

**15. Exercice comptable.** L'exercice comptable de la Société débute le 1<sup>er</sup> avril de chaque année et se termine le 31 mars de l'année suivante.

## **16. Distributions sur actions.**

16.1 Des bénéfices nets de la Société déterminés conformément à la Loi Luxembourgeoise, cinq pour cent seront prélevés et alloués à un fond de réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire dès que le montant de la réserve légale atteint un dixième du capital nominal de la Société.

16.2 Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des présents Statuts, la Société peut, avec le consentement des Actionnaires agissant par une Résolution des Actionnaires déclarer des dividendes aux Actionnaires conformément aux droits respectifs des Actionnaires.

16.3 Le Gérant Commandité, en tant que représentant de la Société, peut décider, conformément à tout Pacte d'Actionnaires, de payer des dividendes intérimaires à l'(aux) Actionnaire(s) conformément à leurs droits respectifs avant la fin de l'exercice social sur la base d'un état comptable montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut excéder, lorsqu'applicable, les profits réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes devant être allouées à une réserve devant être établie conformément à la Loi de 1915 ou des présents Statuts et que (ii) ces sommes distribuées qui ne correspondent pas à des bénéfices effectivement réalisés peuvent être recouvrées du/des Actionnaire(s) concerné(s).

16.4 Sous réserve de la Loi de 1915 et des dispositions de tout Pacte d'Actionnaires, toutes les Distributions à réaliser par la Société en ce qui concerne ses Actions doivent être faites conformément à tout Pacte d'Actionnaires et dans l'ordre suivant:

16.4.1 Premièrement, si la Distribution en question est sous forme de dividende, un paiement devra être fait dans l'ordre suivant:

a. un montant égal à 0,60% de la valeur nominale de chaque Action de Catégorie A4 et Action de Catégorie B4 sera appliqué à chaque Action de Catégorie A4 et chaque Action de Catégorie B4, selon le cas; ensuite

b. si les Actions de Catégorie A3 et Actions de Catégorie B3 sont émises, un montant égal à 0,55% de la valeur nominal de chaque Action de Catégorie A3 et chaque Action de Catégorie B3 sera appliqué à chaque Action de Catégorie A3 et chaque Action de Catégorie B3, selon le cas; ensuite

c. si les Actions de Catégorie A2 et Actions de Catégorie B2 sont émises, un montant égal à 0,50% de la valeur nominal de chaque Action de Catégorie A2 et chaque Action de Catégorie B2 sera appliqué à chaque Action de Catégorie A2 et chaque Action de Catégorie B2, selon le cas;

16.4.2 Deuxièmement, si la Distribution n'est pas faite conformément à une liquidation complète de la Société, le solde de la Distribution restant après tous les paiements conformément au paragraphe

16.4.1 précédent qui sont faits sera appliqué aux catégories d'Actions suivantes, comme suit:

a. Aux Actions de Catégorie 1 et 25% des Actions de Catégorie C alors en circulation, au pro rata du Nombre Ajusté de ces Actions;

b. Si les Actions de Catégorie 1 ont été rachetées et annulées, aux Actions de Catégorie 2 et 33% des Actions de Catégorie C en circulation, au pro rata du Nombre Ajusté de ces Actions;

c. Si les Actions de Catégorie 1 et les Actions de Catégorie 2 ont été rachetées et annulées, aux Actions de Catégorie 3 et 50% des Actions de Catégorie C en circulation, au pro rata du Nombre Ajusté de ces Actions;

d. Si les Actions de Catégorie 1, les Actions de Catégorie 2 et les Actions de Catégorie 3 ont été rachetées et annulées:

i) premièrement, sauf lors d'une Transaction de Changement de Contrôle, une OPA ou une Dissolution le Multiple Rendement KKR étant plus élevé que 2,5, à chaque Action de Catégorie D d'un montant égal à 101 pour cent de la valeur nominale de ces Actions de Catégorie D; et

ii) deuxièmement, aux Actions de Catégorie 4, les Actions de Catégorie C au pro rata de la Nombre Ajusté de ces Action.

## **17. Dissolution et Liquidation.**

17.1 La liquidation de la Société sera décidée par une résolution de l'Assemblée Générale des Actionnaires prise conformément aux conditions requises pour la modification des Statuts et conformément à la Loi Luxembourgeoise et tout Pacte d'Actionnaires.

17.2 Sous réserve de la Loi de 1915 et des dispositions de tout Pacte d'Actionnaires, toute Distribution à réaliser en relation avec une liquidation complète de la Société sera faite comme suit:

17.2.1 Le solde de la Distribution restante après tous les paiements conformément à l'Article 16.4.1 précédent, qui sont faites sera appliqué aux catégories d'Actions suivantes, comme suit:

a. premièrement, sauf au moment de, ou à tout moment après, une liquidation de la Société le Multiple du Rendement KKR était plus élevé que 2,5, à chaque Action de Catégorie D d'un montant égal à 101 pour cent de la valeur nominale de cette Action de Catégorie D; et

b. deuxièmement, aux Actions de Catégorie 1, aux Actions de Catégorie 2, aux Actions de Catégorie 3, aux Actions de Catégorie 4 et les Actions de Catégorie C au pro rata de la Nombre Ajusté de ces Actions.

## **18. Interprétation et loi Luxembourgeoise.**

18.1 Dans les présents Statuts:

18.1.1 une référence à:

(1) un genre devra inclure chaque genre;

(2) (sauf autrement requis par le contexte) le singulier inclut le pluriel et vice-versa;

(3) une "personne" inclut une référence à tout individu, firme, société, corporation ou toute autre entité, gouvernement, état ou agence d'un état ou joint venture, association, partenariat, comité d'entreprise ou organe de représentation des employés (ayant ou non une personnalité juridique séparée);

(4) une disposition légale ou statutaire inclut toutes modifications y afférentes et toutes nouvelles mises en vigueur (avec ou sans modifications);

18.1.2 les mots "inclure" et "incluant" seront censés être suivis par les mots "sans limitation" et on ne donnera pas aux mots généraux une interprétation restrictive pour la raison qu'ils seraient précédés ou suivis d'un mot indiquant une stipulation particulière, des faits ou des choses ou par des exemples qui tombent dans la définition des mots généraux;

18.1.3 les en-têtes de ces Statuts ne doivent pas affecter leur interprétation.

18.2 En complément des présents Statuts, et pour toutes matières non expressément régies par les présents Statuts, la Société est également soumise à toutes les dispositions applicables de la Loi Luxembourgeoise.

**19. Définitions.** Tous les termes en majuscule non autrement définis auront la signification qui leur est donnée dans tout Pacte d'Actionnaires.

"Actions de Catégorie 1" désigne toutes Actions de Catégorie A1 et les Actions de Catégorie B1 (s'il y en a en circulation au moment pertinent).

"Actions de Catégorie 2" désigne toutes Actions de Catégorie A2, les Actions de Catégorie B2 (s'il y en a en circulation au moment pertinent).

"Actions de Catégorie 3" désigne toutes Actions de Catégorie A3, les Actions de Catégorie B3 (s'il y en a en circulation au moment pertinent).

"Actions de Catégorie 4" désigne toutes Actions de Catégorie A4, les Actions de Catégorie B4 (s'il y en a en circulation au moment pertinent).

"Actions de Catégorie A" désigne toutes Actions de Catégorie A1, Actions de Catégorie A2, Actions de Catégorie A3 et Actions de Catégorie A4 (s'il y en a en circulation au moment pertinent).

"Actions de Catégorie A1" désigne toutes actions de catégorie A1 (s'il y en a en circulation au moment pertinent).

"Actions de Catégorie A2" désigne toutes actions de catégorie A2 (s'il y en a en circulation au moment pertinent).

"Actions de Catégorie A3" désigne toutes actions de catégorie A3 (s'il y en a en circulation au moment pertinent).

"Actions de Catégorie A4" désigne toutes actions de catégorie A4 (s'il y en a en circulation au moment pertinent).

"Actions de Catégorie B" désigne les Actions de Catégorie B1, les Actions de Catégorie B2, les Actions de Catégorie B3 et les Actions de Catégorie B4.

"Actions de Catégorie B1" désigne toutes actions de catégorie B1 (s'il y en a en circulation au moment pertinent).

"Actions de Catégorie B2" désigne toutes actions de catégorie B2 (s'il y en a en circulation au moment pertinent).

"Actions de Catégorie B3" désigne toutes actions de commanditaire de catégorie B3 (s'il y en a en circulation au moment pertinent) "Actions de Catégorie C" désigne toutes Actions de Catégorie C (s'il y en a en circulation au moment pertinent).

"Actions de Catégorie B4" désigne toutes actions de catégorie B4 (s'il y en a en circulation au moment pertinent).

"Actions de Catégorie D" désigne toutes Actions de Catégorie D (s'il y en a en circulation au moment pertinent).

"Actions de Commanditaire" désignent toutes les actions de commanditaire divisées en Actions de Catégorie A, les Actions de Catégorie B, les Actions de Catégorie C et les Actions de Catégorie D (si toutes sont en circulation au moment donné).

"Actions Sweet Equity" signifie collectivement les Actions de Catégorie A et les Actions de Catégorie D

"Affaire" signifie toute affaire réalisée par le Groupe à la Date de Cessation concernée et pour laquelle le Sortant concerné a été concernée dans une mesure significative dans les 6 mois précédant immédiatement cette Date de Cessation.

"Affilié" signifie, par rapport à toute Personne, une autre Personne Contrôlée directement ou indirectement par cette première Personne, Contrôlant directement ou indirectement cette première Personne ou directement ou indirectement sous le même Contrôle que cette première Personne, et "Affilié" a une signification corrélative à ce qui précède.

"Bidco" signifie Figaro Bidco Limited.

"Catégorie d'Actions" signifie les Actions de Catégorie A, les Actions de Catégorie B, les Actions de Catégorie C et les Actions de Catégorie D.

"Catégorie Numérique" désigne les différentes catégories d'Actions numérotées.

"Cession" signifie une cession, vente, assignement, nantissement, hypothèque ou autre disposition que cela soit, directement ou indirectement, y compris conformément à la création d'un contrat de dérivés ou d'instruments, l'octroi d'une option ou autre droit, l'imposition d'une restriction à disposer ou voter, par opération de la loi ou par toute disposition d'une participation dans toute société holding mère de telle Personne.

"Cession Autorisée" signifie (a) une Cession à un Cessionnaire Autorisé, (b) une Cession telle que requise par un Actionnaire lorsqu'il est raisonnablement probable que la continuation de la détention des intérêts à Céder résultera soit en une violation d'ERISA, ou cet Actionnaire ou un Affilié de cet Actionnaire devient un fiduciary en vertu d'ERISA, (c) une Cession telle que requise par un Actionnaire lorsqu'il est raisonnablement probable que l'absence d'une telle Cession résultera soit en une violation d'ERISA ou cet Actionnaire ou un Affilié de cet Actionnaire devient fiduciary en vertu d'ERISA, (d) une Cession conformément à l'Article 5.9 de tout Pacte d'Actionnaires, (e) une Cession conformément à la section 4.1 (f) de tout Pacte d'Actionnaires ou (f) une Cession conformément aux termes de tout plan d'investissement de la direction (management equity plan) approuvé par le Gérant Commandité.

"Cessionnaire" signifie une Personne à qui une Cession est faite.

"Cessionnaire Autorisé" d'un Actionnaire signifie (a) dans le cas de KKR, MV LP and PS LP, tout Affilié de ou entité succédant à cet Actionnaire, ou

(b) dans le cas d'un Manager du Groupe, (i) une entité juridique qui est entièrement détenue par cet Actionnaire, (ii) un membre de sa famille immédiate (époux, concubin ou enfant uniquement) ou (iii) un trust ou autre personne morale dont les bénéficiaires sont les membres de sa famille immédiate (époux, concubin ou enfant uniquement) à des fins de planification patrimoniale.

"Comité de Rémunération" a la signification qui lui est donnée dans la section 3.1(c) de tout Pacte d'Actionnaires.

"Conseil" a la signification qui lui est donnée dans tout Pacte d'Actionnaires.

"Contrôle" signifie en relation avec une Personne (autre qu'une personne physique) (a) une détention directe ou indirecte de plus de 50% des titres à droit de vote de cette Personne, (b) le droit de nommer, ou de faire nommer, plus de 50% des membres du conseil d'administration (ou organe de gestion similaire) de cette Personne ou (c) le droit de gérer, ou de diriger la gestion, sur une base discrétionnaire les biens de cette Personne, et, pour éviter tout doute, un limited partner est considéré comme Contrôlant un limited partnership, et, uniquement pour les besoins des présent Statuts, un fonds conseillé ou géré directement ou indirectement par une Personne sera également considéré comme étant Contrôlé par une telle Personne (et les termes "Contrôlant" et "Contrôlé" auront une signification corrélative à ce qui précède).

"Directeur" a la signification qui lui est donnée dans tout Pacte d'Actionnaires.

"Dissolution" signifie une dissolution de la Société (ou toute société holding subséquente de la Société dans laquelle la structure du capital de la Société est répliquée à tous les égards) pour du numéraire.

"Distribution" a la signification qui lui est donnée dans l'annexe E dans tout Pacte d'Actionnaires.

"ERISA" signifie le U.S. Employee Retirement Income Security Act de 1974, tel que modifié de temps en temps.

"Filiale" signifie une Personne (autre qu'une personne physique) Contrôlée directement ou indirectement par une autre Personne.

"Groupe" a la signification qui lui est donnée dans tout Pacte d'Actionnaires.

"Informations Confidentielles" a la signification décrite dans la section 10.2(b) dans tout Pacte d'Actionnaires.

"Instruments" signifie tout instrument de dette convertible en actions référencé dans tout Pacte d'Actionnaires.

"Intérêt" a la signification qui lui est donnée dans tout Pacte d'Actionnaires.

"Intérêt Contrôlant" a la signification qui lui est donnée dans tout Pacte d'Actionnaires.

"IRC" signifie le U.S. Internal Revenue Code de 1986, tel que modifié de temps en temps, ou toute norme fédérale similaire alors en vigueur, et une référence à une section particulière de celui-ci sera considérée comme incluant une référence à une section comparable, le cas échéant, de toute norme fédérale similaire.

"Jours Ouvrables" signifie un jour où les banques sont ouvertes à Londres, Luxembourg et New York (qui, afin d'éviter tout doute, n'inclut pas les samedis, dimanches et jours fériés dans chacune de ces villes).

"KKR" signifie Figaro Capital Limited.

"Rendement Multiple KKR" a la signification qui lui est donnée dans tout Pacte d'Actionnaires.

"Managers du Groupe" signifie les "Managers" tel que définis dans tout Pacte d'Actionnaires.

"Manager Exécutif" a la signification qui lui est donnée dans tout Pacte d'Actionnaires.

"MV LP" signifie MezzVest III, L.P. ("MV III LP"), and MezzVest Co-Invest III, L.P.

"Newco" a la signification qui lui est donnée dans tout Pacte d'Actionnaires.

"Nombre Ajusté" signifie le nombre d'Actions, à condition qu'en cas d'Actions de Catégorie C ce nombre d'Actions de Catégorie C soit divisé par 1.000.

"OPA" a la signification qui lui est donnée dans tout Pacte d'Actionnaires.

"Offre Publique" a la signification qui lui est donnée dans tout Pacte d'Actionnaires.

"Pacte d'Actionnaires" signifie tout pacte d'actionnaires concernant la Société auquel les Actionnaires sont parties tel que modifié, mis à jour, complété ou autrement reformulé de temps à autres conformément à ses dispositions.

"Personne" signifie une personne physique, un partenariat, une société, une société de capitaux (limited liability partnership), une fiducie commerciale (business trust), une société par actions, un trust, une association sans personnalité morale, une joint venture ou d'autre entité ou organisation.

"Prix de Souscription" signifie en ce qui concerne toutes Actions, le prix payé au moment d de l'émission de l'action concernée étant la somme de la valeur nominale et de la prime d'émission si applicable.

"Proportion de Sortie Conjointe" signifie la fraction, exprimée en pourcentage, déterminée en divisant le nombre de Titres proposés à la vente par KKR lors d'une Cession Proposée par le nombre de Titres détenus par KKR à la date de l'Avis de Sortie Conjointe.

"PS LP" signifie PSCP III Holdings, L.P., Park Square Capital Partners II, L.P. and Park Square Capital Parallel Partners II, L.P.

"Réalisation" a la signification qui lui est donnée dans tout Pacte d'Actionnaires.

"Rendement" a la signification qui lui est donnée dans tout Pacte d'Actionnaires.

"Régulation du Trésor Américain" signifie le règlement de l'impôt sur le revenu fédéral américain promulgué sous l'IRC, tels que ces règlements peuvent être modifiés de temps en temps (étant entendu que toutes références à des sections spécifiques des règlements sera considérées comme étant référencées à toutes dispositions correspondantes des règlements succédant).

"Titres" a la signification qui lui est donnée dans tout Pacte d'Actionnaires, et inclut, afin d'éviter tout doute, les Actions de Commanditaire émises par la Société.

"Titres Négociables" a la signification qui lui est donnée dans tout Pacte d'Actionnaires.



"Transaction de Changement de Contrôle" signifie une vente d'actions de toute Newco à toute Personne qui est un Cessionnaire bona fide non Affilié avec KKR (soit par une transaction unique ou par une série de transactions) résultant que cette Personne seule ou ensemble avec des Personnes qui sont des Cessionnaires bona fide non Affiliés avec KKR agissant de concert avec cette Personne ayant le droit d'exercer un Intérêt Contrôlant dans cette société ou la disposition d'une transaction unique ou une série de transactions relatives, de tous les actifs de toute Newco ou tout ou substantiellement tous les actifs du Groupe (soit directement ou indirectement détenus par une ou plusieurs Filiales) à une Personne qui est un Cessionnaire bona fide non Affilié avec KKR.

"Trustee" a la signification qui lui est donnée dans tout Pacte d'Actionnaires."

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié que les conditions prévues par l'article 26 de la Loi ont été observées.

Dont acte, fait et passé à Pétange, à la date mentionnée au début de ce document.

Le notaire soussigné qui parle et comprend l'anglais, déclare par la présente que le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française; qu'à la demande de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fera foi.

Ce document ayant été lu au(x) représentant(s) des parties comparantes connus du Notaire par leurs noms de famille, prénoms, état civil et résidence, le représentant des parties comparantes a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: Conde, Gomes, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 11 mars 2016. Relation: EAC/2016/6398. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): Santioni A.*

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016082725/2134.

(160049761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

#### **Raven Rock S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 155.148.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 16 mars 2016.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2016080398/11.

(160046625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

#### **FOYER IMMO, FOYER IMMO S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 7.694.

L'an deux mille seize, le neuf mars.

Par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société "FOYER IMMO S.A." (en abrégé "FOYER IMMO"), une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 7.694, constituée suivant acte notarié en date du 9 septembre 1967, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 12 octobre 1967, numéro 146 (ci-après la «Société»).

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire soussigné en date du 5 octobre 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 18 décembre 2015 numéro 3385.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Clément VILLAUME, juriste, demeurant professionnellement à L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval,

qui désigne comme secrétaire Madame Virginie COURTEIL, juriste, demeurant professionnellement à L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Alice BODART, employée, demeurant professionnellement à L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

*Ordre du jour:*

1. Décision relative à l'éventuelle la dissolution de la Société dans le cadre de l'article 100 de la loi du 10 août 1915.

2. Augmentation du capital social à concurrence de EUR 1.432.139,79 (un million quatre cent trente-deux mille cent trente-neuf euros et soixante-dix-neuf cents) pour le porter de son montant actuel de EUR 823.176,34 (huit cent vingt-trois mille cent soixante-seize euros et trente-quatre cents) à EUR 2.255.316,13 (deux millions deux cent cinquante-cinq mille trois cent seize euros et treize cents) sans émission d'actions nouvelles mais par apport en numéraire à concurrence de EUR 1.155.367,72 d'une part, et par incorporation de réserve légale à concurrence de EUR 175.534,23 et de résultats reportés à concurrence de EUR 101.237,84 d'autre part.

3. Souscription, libération.

4. Réduction du capital social à concurrence de EUR 2.003.424,13 (deux millions trois mille quatre cent vingt-quatre euros et treize cents) par apurement des pertes à due concurrence pour porter le capital social à EUR 251.892,- (deux cent cinquante et un mille huit cent quatre-vingt douze euros).

5. Modification subséquente de l'article 5 des statuts.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée prend acte du constat du Conseil d'administration en date du 17 février 2016 dont copie demeurera annexée aux présentes, de la perte de plus de la moitié du capital social.

Conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915, l'assemblée décide de ne pas prononcer la dissolution de la Société et de procéder à une augmentation de capital.

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital à concurrence EUR 1.432.139,79 (un million quatre cent trente-deux mille cent trente-neuf euros et soixante-dix-neuf cents) pour le porter de son montant actuel de EUR 823.176,34 (huit cent vingt-trois mille cent soixante-seize euros et trente-quatre cents) à EUR 2.255.316,13 (deux millions deux cent cinquante-cinq mille trois cent seize euros et treize cents) sans émission d'actions nouvelles mais par apport en numéraire à concurrence de EUR 1.155.367,72 d'une part, et par incorporation de réserve légale à concurrence de EUR 175.534,23 et de résultats reportés à concurrence de EUR 101.237,84 d'autre part.

*Souscription - Libération*

L'actionnaire en place représenté par Monsieur Clément VILLAUME en vertu d'une procuration sous seing privé déclare souscrire à l'augmentation de capital à proportion des droits qu'il détient dans le capital et la libérer:

- par apports en numéraire de sorte que la somme de EUR 1.155.367,72 (un million cent cinquante-cinq mille trois cent soixante-sept euros et soixante-douze cents) est à la disposition de la Société preuve en ayant été rapportée au notaire soussigné.

- par incorporation de la réserve légale à concurrence de EUR 175.534,23 (cent soixante-quinze mille cinq cent trente-quatre euros et vingt-trois cents)

- par incorporation au capital de résultats reporté à concurrence de EUR 101.237,84. (cent un mille deux cent trente-sept euros et quatre-vingt-quatre cents)

L'existence et les montants de la réserve légale et des résultats reportés ont été prouvés au notaire soussigné par la production des comptes sociaux au 31 décembre 2015 et une attestation des administrateurs relative aux montants des capitaux propres à ce jour.

*Troisième résolution*

L'assemblée générale décide de réduire le capital social par apurement des pertes à concurrence de EUR 2.003.424,13 (deux millions trois mille quatre cent vingt-quatre euros et treize cents), pour le porter de son montant actuel de EUR

2.255.316,13 (deux millions deux cent cinquante-cinq mille trois cent seize euros et treize cents) à EUR 251.892,- (deux cent cinquante et un mille huit cent quatre-vingt-douze euros).

Le montant des pertes a été prouvé au notaire soussigné par la production d'un bilan.

*Quatrième résolution*

Suite aux résolutions qui précèdent l'assemblée générale décide de modifier l'article 5 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social est de EUR 251.892,- (deux cent cinquante et un mille huit cent quatre-vingt-douze euros), représenté par 27.988 (vingt-sept mille neuf cent quatre-vingt-huit) actions sans désignation de valeur nominale.

Le capital social de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modifications des statuts.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Leudelange, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. VILLAUME, V. COURTEIL, A. BODART et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C. 1, le 14 mars 2016. 1LAC / 2016 / 8392. Reçu soixante quinze euros € 75,-.

*Le Receveur (signé): MOLLING.*

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 21 mars 2016.

Référence de publication: 2016082749/97.

(160049146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

---

**Acqui Finance S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 33, Allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 80.737.

L'Administrateur Unique décide de transférer le siège social à l'intérieur de la Ville de Luxembourg de son adresse actuelle: 2 Rue Wilson, L-2732 Luxembourg à sa nouvelle adresse: 33 Allée Scheffer L-2520 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016086340/13.

(160054135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

---

**Adolfo Dominguez (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1368 Luxembourg, 36, rue du Curé.

R.C.S. Luxembourg B 63.919.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue en date du 21 mars 2016 que:

- Le nombre d'administrateurs a été fixé à quatre.

- A été élu aux fonctions d'Administrateur:

\* Monsieur Modesto LUSQUINOS GARCIA, Directeur Financier, né le 05/10/1967 à Vigo (Espagne) et demeurant professionnellement à Poligono Industrial San Cibrao Das Vinas, Calle 3, 32901 Ourense, Espagne.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2021.

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 21 mars 2016 que:

- A été nommé aux fonctions d'administrateur-délégué de la société pour une durée indéterminée, avec pouvoir d'engager la société sous sa seule signature:

\* Monsieur Modesto LUSQUINOS GARCIA, Directeur Financier, né le 05/10/1967 à Vigo (Espagne) et demeurant professionnellement à Poligono Industrial San Cibrao Das Vinas, Calle 3, 32901 Ourense, Espagne.

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2016086342/24.

(160054235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

---

**ADP Holdings Germany S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 200.939.

—  
EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de parts sociales daté du 29 janvier 2016 que:

1) Le 29 janvier 2016, AFP Germany Holdings S.à r.l. a transféré ses 202 actions détenues dans la Société à Dunios Capital UG (haftungsbeschränkt), une société enregistrée auprès du registre de commerce du Tribunal de Bochum en Allemagne avec le numéro de licence B15818 et avec siège social au Hevener Str. 5, 44797 Bochum, Allemagne;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 mars 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Sanne Group (Luxembourg) SA

Référence de publication: 2016086343/17.

(160054665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

---

**Agricom S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7410 Angelsberg, 10, rue de Mersch.

R.C.S. Luxembourg B 63.761.

—  
En date du 23/11/2015 il a été convenu ce qui suit:

sera rajouté le pouvoir de signature à M. Carlo Kraus, administrateur-délégué:

Pouvoir de signature: Il pourra engager la société par sa seule signature. Il lui est de même donné pouvoir de représenter et d'engager valablement la société dans tout action juridique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2016.

AGRICOM S.A.

Référence de publication: 2016086346/14.

(160054546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

---

**AT Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1474 Luxembourg, 3A, Sentier de l'Espérance.

R.C.S. Luxembourg B 201.630.

—  
*Extract of the unique resolution adopted by the Board of Managers on 18 December 2015*

*Unique resolution*

The Board of Managers decides to transfer the legal seat of the Company from the 17, Boulevard Royal, L-2449 to the 3A Sentier de l'Espérance, L-1474, Luxembourg with effect on 15 January 2016.

Done in Luxembourg, on 18 December 2015.

Hance Law Avocats

Olivier Hance

*The Domiciliating agent / Avocat à la Cour*

**Suit en français la traduction de ce qui précède:**

*Extrait des résolutions prises par le Conseil de gérance en date du 18 décembre 2015*

*Résolution unique*

Le Conseil de gérance décide de transférer le siège social de la Société établit actuellement au 17 Boulevard Royal, L-2449, Luxembourg au 3A Sentier de l'Espérance, L-1474, Luxembourg avec effet au 15 janvier 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 18 décembre 2015.

Hance Law Avocats

Olivier Hance

*Le domiciliataire / Avocat à la Cour*

Référence de publication: 2016086368/27.

(160054345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

---

**Atacama Energy S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20A, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 176.168.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société ATACAMA ENERGY S.A. en date du 25 mars 2016 que:

- L'assemblée accepte la nomination de la Fiduciaire Treuconsult S.A. immatriculé au Registre De Commerce et des Sociétés sous le numéro B 135 196 et ayant son siège social à 3, rue de la loge L-1945 Luxembourg en tant que dépositaire du registre des actions et parts au porteur pour une période indéterminée.

Luxembourg, le 25 mars 2016.

Pour extrait conforme

Pour mandat

Référence de publication: 2016086369/16.

(160054597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

---

**Atollex .S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 12.511.

—  
Conformément aux dispositions de l'article 64 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les Administrateurs proposent d'élire en leur sein un président en la personne de Madame Kalliopi FOURNARI. Cette dernière assumera cette fonction pendant la durée de son mandat qui viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2022.

Luxembourg, le 31 mars 2016.

ATOLLEX S.A.

Référence de publication: 2016086372/13.

(160054583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

---

**AXA Assurances Luxembourg, Société Anonyme.**

Siège social: L-1479 Luxembourg, 1, place de l'Etoile.

R.C.S. Luxembourg B 84.514.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 25 mars 2016 au siège social de la société*

Démission - Cooptation au Conseil d'Administration

L'assemblée générale acte la démission de son mandat d'administratrice de Madame Emmanuelle THOMMEROT à l'issue du Conseil d'administration du 02/12/2015;

L'assemblée générale approuve la décision de cooptation en qualité d'administrateur de Monsieur François-Xavier NEGRI en remplacement et pour achever le mandat de Madame Emmanuelle THOMMEROT, prise par le Conseil d'Administration du 02/12/2015.

L'échéance de son mandat est prévue à l'issue de l'assemblée générale de 2016 qui sera amenée à statuer sur les comptes de l'année 2015.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Renouvellement des mandats des Administrateurs et fixation de la durée des mandats

L'assemblée générale décide de renouveler pour une période de 3 ans, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2019 qui sera amenée à statuer sur les comptes de l'année 2018, les mandats d'administrateurs de:

- Monsieur Jacques de VAUCLEROY,
- Monsieur Jacques LANNERS,
- Monsieur Patrick LEMOINE,
- Madame Marie-Hélène MASSARD,
- Monsieur François-Xavier NEGRI,
- Monsieur André PRUM,

Le mandat de Madame Antoinette (Toinon) HOSS n'est pas renouvelé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Renouvellement du mandat du Réviseur d'entreprises

L'assemblée générale renouvelle le mandat de la sarl PricewaterhouseCoopers, à la fonction de Réviseur d'entreprises qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2017 qui sera amenée à statuer sur les comptes de l'année 2016.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Luxembourg, le 30/03/2016.

Pour extrait conforme

Marie-Hélène MASSARD

*Administratrice Déléguée*

Référence de publication: 2016086380/37.

(160054588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

**Beard Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 17.000,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 189.855.

—  
EXTRAIT

Par résolution écrite de l'associé unique en date du 08 mars 2016, l'associé unique a décidé d'adopter la résolution suivante:

La nomination de Madame Melissa Anne Leader, née le 10 août 1979 à Cape Town, Afrique du Sud, avec adresse professionnelle au 36-38 Wigmore Street, W1U 2LJ London, Royaume-Uni, en tant que gérant de catégorie A avec effet au 31 mars 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

*Le mandataire*

Référence de publication: 2016086392/18.

(160054616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2016.

**Cadis Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 173.512.

—  
*Extrait des résolutions de l'actionnaire unique*

Suite aux résolutions prises en date du 29 March 2016, l'actionnaire unique de la Société, a décidé:

- d'accepter et le cas échéant d'approuver la démission de Mr Gregory Noyen en tant que représentant permanent de la société TREVES SERVICES S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 6A route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B-180.249, dont le capital social étant fixé à EUR 12,500, administrateur de la Société, avec effet au 16 mars;

- de nommer Antoine Lam Chok, né le 21 août 1965 à Port-Louis, Île Maurice, résident professionnellement au 6A route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que représentant de TREVES SERVICES S.à

r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 6A route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B-180.249, dont le capital social étant fixé à EUR 12,500, administrateur de la Société, avec effet au 16 mars 2016 et ce jusqu'aux décisions annuelles de l'actionnaire unique devant être prises en 2020, en remplacement du représentant permanent démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016088290/21.

(160056880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2016.

---

**Crismar Investissements S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 105.622.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 31 décembre 2015 que, le mandat des organes sociaux étant venu à échéance, ont été renommés:

*a) Administrateur*

- Madame Gabriele Schneider, directrice de société, avec adresse professionnelle à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont

*b) Commissaire aux comptes*

- Monsieur Michel Schaeffer, directeur de société, avec adresse professionnelle à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire qui se tiendra en l'an 2021.

Luxembourg, le 31 décembre 2015.

Pour extrait conforme

*Pour l'administrateur unique*

Signature

Référence de publication: 2016088307/20.

(160056492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2016.

---

**Smurfit International Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 8.068.200,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 82.109.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 avril 2016.

Référence de publication: 2016089773/10.

(160058292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2016.

---

**RE Galaxy III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 202.860,90.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 144.037.

—  
CLÔTURE DE LIQUIDATION

*Extrait des résolutions prises par les associés de la Société en date du 31 mars 2016*

Les associés de la Société:

- approuvent les rapports du commissaire à la liquidation et du liquidateur;
- donnent décharge au commissaire à la liquidation, aux gérants et au liquidateur de la Société;
- prononcent la clôture de la liquidation et constatent que la Société a définitivement cessé d'exister en date du 31 mars 2016;
- décident que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à l'adresse suivante: 11/13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 avril 2016.

RE Galaxy III S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2016089736/21.

(160058086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2016.

---

**REF V Darwin Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 11.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 204.897.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales daté du 11 mars 2016 que l'associé unique de la Société, à savoir REF V Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit Luxembourgeois ayant son siège social au 46a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 203650, a transféré l'intégralité des parts sociales qu'elle détenait dans la Société, soit mille cent (1.100) parts sociales ordinaires, mille cent (1.100) parts sociales de classe A, mille cent (1.100) parts sociales de classe B, mille cent (1.100) parts sociales de classe C, mille cent (1.100) parts sociales de classe D, mille cent (1.100) parts sociales de classe E, mille cent (1.100) parts sociales de classe F, mille cent (1.100) parts sociales de classe G, mille cent (1.100) parts sociales de classe H et mille cent (1.100) parts sociales de classe I, ayant une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1,-) chacune, à REF V Darwin Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social situé au 46a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 204860.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

REF V Darwin Finance S.à r.l.

Référence de publication: 2016089740/21.

(160057776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2016.

---

**Vivacitas S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6925 Flaxweiler, 40, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 155.043.

Der Jahresabschluss vom 31/12/2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016089792/9.

(160057675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2016.

---

**NobleRock Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 125.675.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'Associé en date du 21 Mars 2016*

- Acceptation de la démission, avec effet au 31 décembre 2015, de Monsieur Jean Lambert, gérant B de la société.

- Acceptation de la nomination avec effet immédiat de la société Regere Mgt. Services S.A., dont le siège social est situé au 19, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 125133, gérant B de la société pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Le Mandataire*

Référence de publication: 2016089043/15.

(160057069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 avril 2016.

---